



Cas concrets de l'approche intégrée de l'égalité hommes/femmes

Neuf exemples de bonne pratique issus de quatre continents

Informations légales

Editeur :

Diakonisches Werk der EKD e. V.
pour « Brot für die Welt »
Stafflenbergstraße 76
D-70184 Stuttgart
Allemagne
Téléphone : ++49 711/2159-568
E-Mail : info@brot-fuer-die-welt.de

www.brot-fuer-die-welt.de

Rédaction : Thorsten Göbel, Jörg Jenrich, Bettina Lutterbeck, Carsta Neuenroth

Révision/relecture et mise en page : Jörg Jenrich

Responsable du contenu conformément au droit de la presse : Thomas Sandner

Photo de couverture : Christoph Püschner

Art.Nr. : 129 600 110

Stuttgart, décembre 2009

Cas concrets de l'approche intégrée de l'égalité hommes/femmes

Neuf exemples de bonne pratique issus de quatre continents

Contenu

Avant-propos	9
Introduction	11
Une procédure méthodique	13
1 PROMESA – une promesse pour les pauvres	15
1.1 Rapports de genre dans la région	17
1.2 Description des bonnes pratiques	19
1.3 Facteurs favorisant et freinant la mise en œuvre de l’approche intégrée de l’égalité hommes/femmes	23
1.4 Changements obtenus	25
1.5 Conclusions et leçons tirées	26
2 EMAS – Equipe de femmes œuvrant pour la solidarité	28
2.1 Rapports de genre dans la région	28
2.2 Description des bonnes pratiques	29
2.3 Facteurs favorisant et freinant la mise en œuvre de l’approche intégrée de l’égalité hommes/femmes	32
2.4 Changements obtenus	32
2.5 Conclusions et leçons tirées	33
3 AFREDA – Renforcement de la capacité d’action économique et sociale des femmes grâce à un projet réalisé à Kilombero	35
3.1 Rapports de genre dans la région	36
3.2 Description des bonnes pratiques	37
3.3 Facteurs favorisant et freinant la mise en œuvre de l’approche intégrée de l’égalité hommes/femmes	39
3.4 Changements obtenus	40
3.5 Conclusions et leçons tirées	40
4 ISAPSO – au service de la lutte contre le VIH et le SIDA	43
4.1 Rapports de genre dans la région	44

4.2	Description des bonnes pratiques	44
4.3	Facteurs favorisant et freinant la mise en œuvre de l'approche intégrée de l'égalité hommes/femmes	47
4.4	Changements obtenus	48
4.5	Conclusions et leçons tirées	49
5	COMINSUD – La promotion de la démocratie par le biais du renforcement des capacités des femmes	50
5.1	Rapports de genre dans la région	51
5.2	Description des bonnes pratiques	52
5.3	Facteurs favorisant et freinant la mise en œuvre de l'approche intégrée de l'égalité hommes/femmes	54
5.4	Changements obtenus	56
5.5	Conclusions et leçons tirées	57
6	SAMVADA – Dialogue et rencontres d'échange contre la marginalisation	59
6.1	Rapports de genre dans la région	60
6.2	Description des bonnes pratiques	61
6.3	Facteurs favorisant et freinant la mise en œuvre de l'approche intégrée de l'égalité hommes/femmes	66
6.4	Changements obtenus	67
6.5	Conclusions et leçons tirées	69
7	ZOTO – Organisation de base dans les bidonvilles de Tondo (Metro Manila)	70
7.1	Rapports de genre dans la région	71
7.2	Description des bonnes pratiques	72
7.3	Facteurs favorisant et freinant la mise en œuvre de l'approche intégrée de l'égalité hommes/femmes	75
7.4	Changements obtenus	76

Contenu

7.5	Conclusions et leçons tirées	77
8	YAPIDI – Associations de crédit pour l'autonomisation des femmes en Indonésie	78
8.1	Rapports de genre dans la région	79
8.2	Description des bonnes pratiques	79
8.3	Facteurs favorisant et freinant la mise en œuvre de l'approche intégrée de l'égalité hommes/femmes	82
8.4	Changements obtenus	82
8.5	Conclusions et leçons tirées	83
9	UAW – Egalité des droits pour les femmes albanaises	85
9.1	Rapports de genre dans la région	86
9.2	Description des bonnes pratiques	86
9.3	Facteurs favorisant et freinant la mise en œuvre de l'approche intégrée de l'égalité hommes/femmes	89
9.4	Changements obtenus	89
9.5	Conclusions et leçons tirées	89

Tableaux

Tableau 1 : Etapes de développement d'EMAS	31
Tableau 2 : Les étapes et tournants importants dans l'évolution de SAMVADA	63
Tableau 3 : Importance de SAMVADA pour les garçons et les filles	65
Tableau 4 : Les impacts du travail de SAMVADA du point de vue des filles et des garçons	67
Tableau 5 : Intégration de l'égalité des sexes dans le travail de ZOTO	73

Liste d'abréviations

AFREDA	Action for Relief and Development Assistance
CEMAC	Communauté Economique et Monetaire de l'Afrique
COMINSUD	Community Initiative for Sustainable Development
DESUNE	Development Support Service
EMAS	Equipo Mujeres en Acción Solidaria
FAKT	Association de Techniques Appropriées
ISAPSO	Integrated Service for Aids Prevention and Support Organization
KIWODEFU	Kilombero Women Development Fund
MBOSCUA	Mbororo Social and Cultural Development Association
PIDAASSA	Programa de Intercambio, Diálogo y Asesoría en Agricultura Sostenible y Seguridad Alimentaria“
PME/PSE	Planing, Monitoring and Evaluation / Planification, Suivi et Evaluation
PROMESA	Programa de Ministerio y Educación Social
SAMVADA	tamil: Dialogue
SIRDEP	Society for Initiatives in Rural Development and Environmental Protection
UAW	Useful to Albanian Women
YAPIDI	Yayasan Pijer Podi / Fondation Pijer Podi
ZOTO	Zone One Tondo Organization

Avant-propos

Il y a un peu plus de soixante ans, la communauté internationale s'engageait dans la Déclaration universelle des droits de l'Homme à faire valoir le principe de l'égalité entre les hommes et les femmes dans toutes les sphères de la société. Mais la réalité aujourd'hui est encore tout autre pour de nombreuses femmes. Des efforts considérables ont certes été entrepris à moutlt égards afin de réduire notamment la discrimination juridique envers elles, et aussi les disparités hommes/femmes en termes de pouvoir et de chances. Néanmoins, aucun pays dans le monde n'est parvenu jusqu'à présent à mettre fin aux préjugés causés aux femmes et à combler le fossé séparant les deux sexes. Aujourd'hui encore, les femmes ont moins de chances que les hommes sur le plan social et économique. La pauvreté aussi revêt donc toujours un visage féminin. En effet, les femmes représentent les deux tiers des plus pauvres parmi les pauvres de ce monde. Elles possèdent seulement environ 1% du patrimoine global. Même si elles exercent plus souvent une activité professionnelle qu'autrefois, les emplois qu'elles occupent sont majoritairement précaires, incertains et mal rémunérés.

Dans les pays pauvres, les femmes ne possèdent que 10% des surfaces cultivables bien qu'elles produisent environ 80% des aliments de base. Elles sont aujourd'hui davantage représentées au sein des parlements mais il est encore rare de les voir à des hauts postes politiques. Chaque année, elles sont plus d'un demi-million à décéder par manque de soins lors d'un accouchement. La violence à l'égard des femmes et des filles est à l'ordre du jour dans le monde entier. Les femmes sont désormais plus touchées par le VIH et SIDA que les hommes. En outre, de nouvelles problématiques sont apparues, telles que la traite internationale des femmes ou les conséquences de la militarisation et de l'effondrement d'Etats qui causent beaucoup de souffrances tout particulièrement parmi les femmes et les filles, victimes de violences sexuelles.

Non seulement l'inégalité persistante entre les sexes bloque les perspectives d'existence concrètes des fem-

mes et des filles, mais elle est aussi une entrave au développement économique et social de sociétés entières. Depuis de nombreuses années, « Brot für die Welt » (« Pain pour le Monde ») soutient donc ses organisations partenaires dans la démarche visant à instaurer l'égalité des sexes. A cet effet, elles encouragent de manière ciblée la promotion des femmes et s'engagent afin de faire reconnaître et protéger leurs droits.

La promotion des femmes et le travail en matière d'égalité des sexes sont des thèmes solidement ancrés dans les programmes et les projets de « Brot für die Welt ». Dans le document de principes en vigueur, l'ambition d'induire un « changement des rapports entre les sexes » a été formulée en tant que champ d'action en soi dans notre travail, reconnaissant ainsi que les hommes doivent changer la vision de leur rôle afin que les deux sexes puissent participer sur un pied d'égalité au développement des sociétés.

« Brot für die Welt » et l'EED (Service des Eglises évangéliques en Allemagne pour le développement) ont adopté en 2005 une stratégie commune pour la promotion de chances égales pour les femmes et les hommes, intitulée « Nous œuvrons afin de réduire le décalage entre la théorie et la pratique ». Dans ce sens, la présente publication de neuf exemples de « bonne pratique » tirés de programmes mis en œuvre par « Brot für die Welt » veut contribuer à jeter un pont entre la théorie et la pratique. Plus particulièrement, le jargon du débat sur le genre est qualifié par de nombreux sceptiques étant abstrait et inaccessible. Pourtant, la pratique « de l'intégration des questions d'égalité entre les hommes et les femmes » (gender mainstreaming) est très concrète, très claire et très personnelle.

Les exemples exposés, issus de quatre continents, montrent clairement que et comment fonctionne la coopération pour le développement tenant compte des spécificités et quels succès elle obtient en faveur des hommes et des femmes. Il n'est cependant pas recommandé de les imiter car les conditions régionales de mise en œuvre des programmes sont très différentes. Il est évident que précisément l'analyse des rapports délicats de genre requiert des approches spécifiques par-

L'égalité hommes/femmes | Pratique

faitement adaptées. Cependant, les exemples présentés dans ce document peuvent et doivent encourager les lecteurs à s'inspirer de la créativité et de l'engagement des acteurs et actrices sur place, et de tirer profit des idées et des expériences pour améliorer son propre travail.

Dans la mesure où ils n'émanent pas d'un collaborateur ou d'une collaboratrice sur place, tous les exposés publiés ici ont été réalisés en concertation avec les organisations partenaires décrites. Afin de pouvoir partager l'expérience accumulée avec les organisations partenaires dans le monde entier, cette publication est également disponible en allemand, anglais, espagnol et portugais.

L'initiative de documenter ainsi de manière ciblée des exemples sélectionnés de bonne pratique en matière de genre a été lancée par le groupe de suivi de la Diaconie œcuménique chargé de l'égalité entre les hommes et les femmes, qui a aussi accompagné en continu le processus d'élaboration de cette publication. Nous remercions donc vivement tous les membres du groupe de suivi pour le travail accompli ainsi que les auteurs des différents exposés dont nous avons le plaisir de présenter toute la richesse au public intéressé.

Nous tenons à adresser des remerciements tout particuliers à Carsta Neuenroth de FAKT pour avoir géré l'élaboration des exemples en étroite collaboration avec les parties intéressées ainsi que pour la rédaction des textes avec Bettina Lutterbeck. Elles ont aussi rédigé l'introduction qui présente quelques caractéristiques des « bonnes pratiques » en attirant l'attention notamment sur une constatation essentielle, à savoir que l'égalité entre les hommes et les femmes ne peut être instaurée simplement sur ordonnance ; elle se trouve souvent au bout d'un long chemin parsemé d'obstacles et de conflits à surmonter.

Stuttgart, avril 2009

Dr. Klaus Seitz
Directeur du département Politique et Campagnes
Brot für die Welt



Photo : Anel Sancho Kenjeeeva

Introduction

Créer des chances d'existence d'égalité pour les hommes et les femmes fait partie des défis à relever et des champs d'action de la Diaconie œcuménique. Elle s'est donc fixé pour objectif de renforcer les capacités dans le domaine du genre aussi bien auprès des organisations partenaires qu'auprès des collaborateurs et de l'ancrer dans le travail de projets.

Cette publication apporte des pierres à cet édifice en présentant de manière claire et précise les « bonnes pratiques » utilisées par des organisations partenaires pour instaurer l'égalité entre les genres. Il ne s'agit pas ici de propager des expériences réussies afin de les transférer à d'autres contextes, mais bien davantage de les mettre à la disposition des collaborateurs et collaboratrices au sein des organisations partenaires et de la Diaconie œcuménique afin que ceux-ci puissent donner de nouvelles impulsions au développement de leur propre pratique.

Il est courant de désigner les expériences réussies comme « meilleures pratiques », mais la Diaconie œcuménique privilégie la notion de « bonne pratique ». Chaque exemple est le résultat de la « bonne pratique » d'une organisation dans l'instauration de l'égalité des sexes. Les faiblesses potentielles ne doivent pas rester dissimulées.

Cette publication présente neuf « bonnes pratiques », dont trois ont été relevées en Asie et en Afrique, deux

en Amérique latine et une en Europe de l'Est. Il s'agit de projets dédiés de manière inventive au thème délicat de l'égalité des sexes dans des dimensions thématiques et contextuelles diverses et qui sont mis en œuvre avec un fort engagement par les différentes organisations.

■ Par exemple, l'organisation PROMESA au Panama est parvenue, après un long processus de mise en confiance, à convaincre les autorités des ethnies Kuna et Emberá que la promotion des femmes et l'égalité entre les sexes sont enrichissantes également dans les communautés indigènes. Elle soutient l'agriculture durable, la sécurité alimentaire et l'égalité des sexes dans des communautés indigènes et de petits paysans du Panama.

■ A Michoacán (Mexique), EMAS montre comment la perspective sexospécifique peut être intégrée dans les domaines de la santé, de l'agriculture et des droits de l'Homme ; elle travaille aussi avec des communautés indigènes et de petits paysans. Fondée en tant qu'organisation féminine, EMAS désormais intègre aussi activement des hommes dans son travail.

■ Dans le district de Kilombero (Tanzanie), des groupes de femmes gérant des fonds de microcrédits se sont mis en place. Elles sont soutenues par l'organisation AFREDA. Outre la comptabilité et la gestion des crédits, ces femmes s'occupent des questions liées au genre ainsi que de la problématique du VIH et SIDA.

■ Le VIH et SIDA se trouve au cœur du travail d'ISAPSO. Cette organisation brise des tabous en permettant aux élèves de différentes écoles secondaires d'Addis-

L'égalité hommes/femmes | Pratique

Abeba (Ethiopie) d'échanger sur des thèmes tels que l'égalité des sexes, les relations, le couple et la sexualité.

■ Au Cameroun, COMINSUD veut contribuer à la lutte contre la pauvreté et à la mise en place d'une bonne gouvernance. Cette association s'engage aussi en faveur de l'égalité des sexes. Des institutions religieuses, politiques et traditionnelles sont soutenues afin de modifier les structures de pouvoir existantes qui discriminent et oppressent les femmes.

■ A Bangalore, capitale de l'Etat de Karnataka situé dans le sud de l'Inde, SAMVADA intervient pour aider les jeunes défavorisés à décider de la vie qu'ils souhaitent mener. L'association concentra son action tout d'abord sur les filles et les jeunes femmes. Quand il apparut clairement combien les garçons adolescents subissent aussi une grande pression quant aux attentes liées à leur rôle, elle commença un travail tenant compte des sexospécificités orienté sur les filles comme les garçons.

■ ZOTO agit également dans le contexte urbain. L'organisation de base réunit plus de 14 000 pauvres de Metro Manila (aire métropolitaine de Manille) aux Philippines qui luttent pour leurs droits, en particulier celui au logement. Un travail autonome pour la promotion des femmes est né de la lutte contre la violence domestique. Lorsque l'organisation identifia le rapport entre l'inégalité des sexes et la pauvreté, la perspective sexospécifique a gagné en importance.

■ Comme AFREDA en Tanzanie, YAPIDI soutient les femmes dans la région rurale du nord de l'île indonésienne de Sumatra lors de la création et de la gestion d'associations de crédit leur permettant d'acquérir des revenus. La dimension hommes/femmes y revêt une importance grandissante. Les hommes aussi doivent apporter une contribution pour surmonter l'inégalité entre les sexes.

■ En Albanie, pays autrefois communiste, UAW œuvre pour l'amélioration du statut juridique des femmes, notamment en organisant des manifestations et en participant à de nombreuses campagnes qui attirent l'atten-

tion sur la discrimination féminine au sein de la société albanaise et s'engagent en faveur de l'égalité des sexes.

La présente publication expose les exemples classés par continents dans lesquels les organisations partenaires sont actives. Des particularités et des différences évidentes entre les continents ne sont toutefois pas visibles. Les objectifs visés par le travail en matière d'égalité des sexes, tels que l'égalité des chances et la lutte contre la discrimination des femmes, sont largement identiques, tout comme les problèmes à surmonter pour les atteindre. Les différents exemples décrivent toutefois les conditions-cadres spécifiques aux pays et aux régions qui influencent la mise en œuvre de l'approche en matière d'égalité hommes/femmes.

Les exposés de « bonne pratique » montrent que les femmes sont désormais représentées aussi bien au sein des organisations qu'au niveau des groupes cibles dans les comités paroissiaux ou les organisations de base. Beaucoup d'entre elles ont appris à parler devant et avec les hommes, à prendre des décisions et à défendre leurs intérêts. On assiste à la participation et l'intervention active des femmes. En obtenant des crédits et par le biais de mesures génératrices de revenus, leur situation économique et sociale s'est améliorée. De nombreuses femmes ont vécu un processus de renforcement des capacités (empowerment) qui a fortifié leur amour-propre et leur a donné confiance en leurs propres aptitudes.

Les exemples montrent que l'approche en matière d'égalité hommes/femmes peut être et est mise en œuvre dans divers contextes culturels qui présentent en règle générale des tendances misogynes. Malgré des conditions-cadres adverses, « ce n'est pas possible » n'existe pas. Bien que des conflits ou simplement des disputes violentes puissent éclater, les expériences faites par les organisations prouvent qu'ils peuvent se résorber par le biais d'une discussion ouverte de la problématique et d'un accompagnement compétent des personnes touchées ou qu'ils peuvent tout au moins être atténués.

La majorité des organisations qui mettent en œuvre des projets de « bonne pratique » orientent leur travail sur la consolidation des structures démocratiques ainsi que

de la société civile. Ce fait est certes accentué et mis en pratique d'une manière différente, il s'agit toutefois d'un objectif important.

Lutter pour la justice sociale et la durabilité écologique est un motif pour s'engager en faveur de l'égalité des sexes, considérée dans ce contexte comme une contribution à la promotion de la démocratie et d'une société civile démocratique. Les rapports entre les sexes sont observés dans le cadre d'autres situations de discrimination et d'exclusion. Une transformation générale des rapports sociaux allant bien au-delà de la sphère domestique est visée.

Les exemples montrent que les projets exposés comportent généralement aussi bien des éléments de promotion féminine et de renforcement des capacités que d'orientation sur l'égalité entre les sexes. La plupart des organisations traversent une phase de promotion des femmes, c'est-à-dire qu'elles encouragent leur participation active dans des programmes et des projets, leur accès aux et le contrôle des ressources ainsi que l'engagement en faveur des droits de la femme en tant que droits de l'Homme avant que la dimension hommes/femmes n'entre dans la conception de projets.

Ce n'est qu'après avoir recueilli les expériences nécessaires et avoir reconnu que les rapports entre les sexes changent uniquement avec la participation des femmes et des hommes qu'elles se consacrent à la promotion ciblée de l'égalité entre les genres et ainsi à l'approche intégrée de l'égalité hommes/femmes. La promotion féminine reste ici un instrument stratégique pour parvenir à instaurer l'égalité des sexes.

Le travail prévu pour les hommes est de plus en plus incorporé dans la stratégie. Dans ce contexte, il convient de citer en particulier les ateliers sur la masculinité tels qu'ils sont menés par PROMESA. La réflexion sur les stéréotypes liés aux rôles masculins a toutefois lieu aussi dans d'autres projets, même si c'est moins systématique.

La violence domestique et l'absence de justice sexospécifique sont indissociables. Ce lien est aussi reconnu

dans bon nombre des projets exposés. Dans un cas, cela a contribué à approfondir la compréhension des questions liées au genre. Ici aussi, il semble que les situations accablantes peuvent être désamorçées dans de nombreux cas en discutant la problématique et en assurant un accompagnement compétent. Parallèlement, il s'avère qu'il est nécessaire d'accorder une attention accrue à la lutte contre la violence domestique dans un contexte de changement des rapports entre les sexes.

Afin de parvenir à instaurer l'égalité entre les sexes, il ne faut en aucun cas esquiver les conflits. Les débats sur les rapports de genre inégaux ne génèrent pas uniquement des conflits, ils rendent visible ce qui sépare et ce qui lie les sexes.

Une procédure méthodique

Les exemples exposés ont été identifiés comme « bonne pratique » dans le cadre de la réalisation de l'étude de la Diaconie œcuménique intitulée « Les femmes sont devenues visibles mais la dimension genre concerne les femmes et les hommes de la même manière! » („Frauen sind sichtbar geworden, aber Gender geht Frauen und Männer an!“) ou ont été recommandés par des collaborateurs et collaboratrices des différents groupes continentaux de « Brot für die Welt ». Dans les deux cas, le choix reposa sur les critères mentionnés ci-dessous et pouvant être considérés comme des indicateurs d'ancrage de la perspective sexospécifique dans une organisation ainsi que dans ses programmes et projets :

- Existence d'une compréhension conceptuelle claire des différences et des liens entre la promotion des femmes et l'égalité entre les genres
- Prise en considération de l'égalité entre les genres dans la mission et la vision institutionnelles
- Existence d'une politique institutionnelle en matière de genre
- Prise en considération de l'orientation genre lors de la planification, du suivi et de l'évaluation (PME/PSE)

L'égalité hommes/femmes | Pratique

- Mise en œuvre d'approches méthodiques convaincantes
- Développement de la dimension hommes/femmes issu d'un processus de discussion
- Mise en œuvre de l'approche intégrée de l'égalité hommes/femmes

Outre les critères mentionnés, un aspect important pour choisir les exemples fut l'existence d'éléments novateurs lors de la mise en œuvre de l'approche. Par ailleurs, un manuel sur l'exposé des « bonnes pratiques » fut élaboré avec des consignes de rédaction. La présentation de tous les exemples est structurée de la manière suivante :

1. Rapports de genre dans la région
2. Description des bonnes pratiques
3. Facteurs favorisant et freinant la mise en œuvre de l'approche intégrée de l'égalité hommes/femmes
4. Changements obtenus
5. Conclusions et leçons tirées

Les exposés ont vu le jour de diverses manières. Bettina Lutterbeck, Carsta Neuenroth et Heide Trommer, qui ont rédigé les présents rapports, se sont rendues dans les organisations PROMESA, EMAS, ISAPSO et SAMVADA. COMINSUD et UAW ont rédigé elles-mêmes leurs exposés en se référant au manuel.

Avec ZOTO et YAPIDI, des études de cas ont été réalisées dans le cadre de la documentation d'action « 50 ans de 'Brot für die Welt' » dans lesquelles est décrit, entre autres, le travail de la promotion des femmes et l'intégration de la dimension genre. Carsta Neuenroth a écrit les présents chapitres sur la base de ces études de cas et du manuel.

Avec AFREDA, une étude des activités a été mise au point également dans le cadre de la documentation d'ac-

tion susmentionnée. L'auteur de cette étude, Thomas Döhne, a rédigé le rapport présenté ici. Les textes ont ensuite été retravaillés par Bettina Lutterbeck et Carsta Neuenroth de FAKT.



Photo : Bettina Lutterbeck

1 PROMESA – une promesse pour les pauvres

Comme de nombreuses organisations de la société civile encore actives aujourd'hui dans le pays, le programme social de l'Église épiscopale au Panama s'est mis en place en 1989 après l'invasion du pays par les troupes américaines. Afin de séparer le travail ecclésiastique du travail social, l'Église épiscopale a regroupé depuis 1998 ses programmes sociaux au sein de la « Fundación para el Desarrollo Humano Integral » (Fondation pour le développement humain intégral). PROMESA est

Panama : des chances de développement inégales

Dans le rapport sur le développement humain de 2007, le Panama se trouve en 62e place juste après l'Arabie saoudite, mais la répartition de sa richesse sociale est extrêmement inégale. Le Panama est, après le Brésil, le pays qui présente les différences de revenus les plus importantes dans l'hémisphère occidental : 20% de la population dispose de plus de 63% du revenu annuel national tandis que les 20% les plus pauvres doivent se satisfaire de 1,5% du produit intérieur brut. 1,2 millions de personnes, soit 37,2% de la population, sont extrêmement pauvres et vivent avec moins de 1 US\$ par jour. La disparité de revenus est particulièrement grande entre la ville et la campagne. 65% de la population rurale et 95,4% de la population indigène vivent dans une extrême pauvreté.

l'un des programmes de la fondation, soutenu depuis cette époque par « Brot für die Welt ». Le programme de PROMESA, acronyme choisi pour « Programa de Ministerio y Educación Social », parle de lui-même : le mot espagnol PROMESA signifie « promesse ».

PROMESA fut lancée à une époque où la politique et l'économie se trouvaient dans un état d'arriération patent. Le retour du pays à la démocratie s'accompagna de violents débats quant au futur cap politique et économique à prendre au sein des différentes élites du pouvoir. Dans le même temps, le Panama se relevait difficilement de la profonde crise économique qu'il traversa après des années d'embargo. Cet embargo avait été décrété par les États-Unis lorsque l'étendue des imbroglios politiques du dictateur militaire Noriega et de sa participation à des trafics de drogue fut révélée au grand public.

Au début, PROMESA fut essentiellement un programme d'aide d'urgence pour les familles pauvres d'un des quartiers de la capitale détruits par les troupes américaines. Il incluait des activités dans le domaine des droits de l'Homme et des postes sanitaires mobiles permettant de procurer des soins médicaux de base. Quelques années plus tard, PROMESA renforça les contacts avec les communes situées en zone rurale où la pauvreté et les disparités sociales et culturelles sont extrêmes.

Projets pour les plus pauvres des pauvres

Le travail du programme PROMESA s'adresse résolument aux « plus pauvres des pauvres » :

L'égalité hommes/femmes | Pratique

- des groupes d'agricultrices et d'agriculteurs possédant très peu de terres ou exploitant des terres en location ainsi que
- des communautés indigènes Kuna et Emberá vivant sur le territoire tribal, des réserves appelées comarcas.

Depuis trois ans, le programme PROMESA est dirigé par un enseignant qui travaille depuis quinze ans dans le programme social de l'Église épiscopale. L'équipe comporte en outre trois collaboratrices de projets présentes depuis des années, dont deux sont originaires du groupe cible indigène et paysan ; la troisième était auparavant impliquée dans le travail social des femmes.

L'égalité des sexes comme élément central du développement rural

Depuis 2003, PROMESA est une organisation partenaire du « Programa de Intercambio, Diálogo y Asesoría en Agricultura Sostenible y Seguridad Alimentaria » (PIDAASSA) ; toutes ses activités se déroulent selon ses directives. Ce programme de conseil et de dialogue soutenu par « Brot für die Welt » et œuvrant pour une agriculture durable et la sécurité alimentaire contribue dans onze pays d'Amérique latine à assurer la subsistance des familles paysannes. Au centre de ce programme se trouve l'échange d'expériences suivant la méthode « De paysan à paysan ». Les questions et les expériences relatives à la culture en rotation, à la polyculture ou au contrôle naturel des parasites sont partagées et transmises.

Pour PIDAASSA, l'égalité entre les hommes et les femmes figure parmi les principes fondamentaux d'un développement durable et est ancrée de manière stratégique à tous les niveaux et dans toutes les activités. Dans le cadre de ce programme, PROMESA soutient des groupes de producteurs paysans ainsi que des communautés indigènes localisés dans deux régions particulièrement défavorisées du pays.

- Dans la province de Coclé, caractérisée par la culture agro-industrielle du riz et de la canne à sucre, PROMESA soutient tout particulièrement des groupes de paysannes et de paysans pauvres et, la plupart

du temps, dépourvus de terres. Ils vivent dans des zones retirées, dotées d'une infrastructure déficitaire du point de vue de l'éducation, de la santé et de la mobilité. Nombreuses sont les communes n'ayant pas accès à l'eau potable et à l'électricité. En plus de gérer eux-mêmes la culture des champs, les hommes des groupes de producteurs soutenus occupent aussi, pour la plupart du temps, des emplois saisonniers sur base journalière, principalement dans la récolte de la canne à sucre et l'extraction de l'or et du cuivre pour la société minière canadienne Petaquilla, tandis que les femmes travaillent, mis à part dans l'agriculture, dans le secteur de l'artisanat d'art et perçoivent ainsi un revenu en tressant le fameux chapeau Panama.

- Dans la province de Panama, PROMESA soutient des groupes des communautés indigènes des Emberá et des Kuna. Ils vivent dans des villages attribués aux communautés indigènes lorsque, à la fin des années 70, le barrage du Bayano inonda le territoire tribal. Quelques groupes furent installés dans la région d'Ipetí. D'autres villages furent bâtis dans des zones retirées et accessibles uniquement par bateau. Ces communautés n'ont pas accès à l'électricité et à l'eau potable. Elles se fournissent en eau dans les fleuves chargés en résidus agrochimiques. Les terres sont essentiellement exploitées de manière collective ; les hommes accomplissent les travaux des champs et les femmes n'aident que pour les récoltes. Ils cultivent essentiellement des aliments de base, telles que bananes à cuire, yucca, maïs et haricots. Par ailleurs, des tissus brodés et cousus de façon traditionnelle (molans), des bijoux ainsi que des objets tressés en fibres de palmes sont confectionnés, puis commercialisés par le biais d'intermédiaires.

La situation sociale et économique précaire de la population indigène est accentuée par des rivalités quant à l'appartenance politique et géographique des réserves ainsi que par la lutte contre les colons illégaux sur le territoire tribal. Les deux ethnies ont intenté une action afin d'obtenir une indemnisation pour avoir été déplacées dans une autre région. Alors qu'en 1998 les organisations d'aide promouvant des projets visant à améliorer les conditions de vie de la population indigène du Panama étaient encore au nombre de 14, PROMESA est

aujourd'hui la seule organisation à soutenir le développement social des communautés indigènes.

Jusqu'en 2008, PROMESA a formé 47 promotrices et promoteurs indigènes et paysans. Dans le milieu rural, la proportion entre hommes et femmes est équilibrée pourtant dans les régions indigènes, le rapport est d'environ 80% d'hommes pour seulement 20% de femmes. Leur travail consiste à conseiller les groupes de producteurs de 18 organisations locales au total, dont six travaillent dans des régions indigènes et douze dans des régions rurales de projet. Alors que les coopératives indigènes comptent chacune entre 40 et 70 membres, les organisations de producteurs paysans sont d'une taille comparativement petite, avec 6 à 18 membres.

Dans le cadre de l'exposé de « bonne pratique », le responsable de PROMESA a été interrogé ainsi que des collaboratrices du projet, des promotrices et promoteurs des régions de projet rurales et indigènes (Kuna Madungandi et Emberá-Ipetí) ainsi que des hommes et des femmes appartenant aux groupes cibles, répartis en groupes mixtes ou par genre. Certains des paysannes et paysans interrogés ainsi que des hommes et des femmes indigènes ont parfois voyagé pendant plusieurs heures à pied ou en bateau pour se rendre sur les lieux de l'interrogation de leur province. Les récits des femmes des coopératives indigènes furent traduits en espagnol. En outre, des documents de projets furent consultés. L'exposé établi dans le cadre de cette étude se base principalement sur des descriptions de processus et de l'état réel des choses telles que dépeintes lors des entretiens et qui semblent par moments constituer les chapitres d'un « conte de genre ».

1.1 Rapports de genre dans la région

La politique de promotion féminine et la lutte pour la parité au Panama

Un mouvement féminin organisé au Panama vit le jour en même temps que le mouvement international et latino-américain en faveur de la reconnaissance des droits de la femme. Dès 1980, le Panama ratifia

la convention de l'ONU adoptée en 1979 pour lutter contre la discrimination féminine. Jusqu'à aujourd'hui, ce mouvement féminin est essentiellement mené par des femmes métisses provenant du milieu urbain. Il gagna une certaine force lors de la « Cruzada Civilista », une vaste alliance de mouvements sociaux contre la dictature de Noriega.

Pour les mouvements sociaux, l'invasion américaine marqua un tournant. A partir de cette date, le mouvement féminin revint sur le devant de la scène après des années de répression douloureuse et se reforma. Des femmes issues de diverses sphères sociales, d'Églises, de syndicats, de l'université et du secteur politique ainsi que des représentantes d'organisations indigènes se réunirent en 1992 lors du forum national « La femme et le développement » (Foro Nacional « Mujer y Desarrollo ») qui fit progresser les années suivantes la politique de la parité au Panama. Une collaboratrice de PROMESA faisait partie des fondatrices du forum.

Pour reprendre les mots d'une participante, le premier plan national pour l'égalité entre les hommes et les femmes « Pro Igualdad » (« Pour l'égalité des chances ») était « davantage un diagnostic de la situation qu'une consigne d'action, ses recommandations avaient plutôt un caractère d'annonce. » Mais grâce à l'appui de l'Union européenne, le plan gagna clairement un poids politique lors de sa mise en œuvre. La législation du Panama est considérée aujourd'hui comme l'une des plus évoluées d'Amérique latine en ce qui concerne l'égalité hommes/femmes.

La parité juridique sur papier

Considérée comme une étape importante dans la politique de parité au Panama, la loi votée en 1999 pour l'égalité des chances prévoit, entre autres, une occupation des postes publics par au moins 30% de femmes. Mais, comme souligne le rapport alternatif (shadow report) envoyé en 2007 par des organisations de la société civile panaméennes à la Commission des droits de l'Homme de l'ONU parallèlement au rapport officiel, l'Etat n'aurait pris aucune mesure pour garantir le respect de ce taux. En outre, ce rapport critique le fait que

L'égalité hommes/femmes | Pratique

le service chargé au sein du ministère des Affaires sociales de la mise en œuvre des mesures en faveur de l'égalité hommes/femmes dispose d'un des budgets ministériels les plus restreints.

En 2002 fut adopté un décret dans le cadre de la loi de parité, visant à instaurer un pourcentage d'activité professionnelle des femmes de 50% afin d'agir contre leur discrimination sur le marché du travail. Là aussi, aucune ressource ne fut octroyée au ministère du Travail compétent pour faire tomber les barrières et promouvoir l'emploi des femmes. Leur taux de chômage reste donc supérieur à celui des hommes et les femmes actives gagnent, à qualifications égales, jusqu'à 35% de moins.

Rapports entre les sexes dans la population paysanne à Coclé et au sein des communautés indigènes des Kuna-Madungandí et des Emberá-Ipetí

Les disparités ville/campagne et entre les êtres humains de diverses origines ethniques ont entraîné au Panama l'apparition de sociétés parallèles qui se distinguent fortement du point de vue de leurs conditions-cadres économiques, politiques et socioculturelles et des rapports entre les sexes.

Dans la population paysanne du Panama, la proportion des chefs de famille féminins est supérieure de 25% à celle de la population urbaine. Cela s'explique, entre autres, par le fait qu'un taux élevé d'hommes migre temporairement vers d'autres régions comme travailleurs journaliers en laissant souvent leur famille derrière eux pour très longtemps.

Les travailleurs migrants sont aussi féminins ; il s'agit la plupart du temps de jeunes femmes et de filles. Dans certaines régions particulièrement pauvres, comme celle du Machuca, env. 80% des filles âgées entre 13 et 16 ans sont envoyées dans la périphérie des villes pour devenir employées de maison. Certaines travaillent plus tard dans de petites entreprises du secteur informel. La plupart du temps, les femmes ne quittent plus le domicile commun après avoir fondé une famille.

A peu près la moitié de la population indigène vit dans des territoires tribaux, appelés comarcas, qui disposent d'une propre structure administrative et politique.

Tandis que le taux d'analphabétisme s'élève à 5% au sein de la population paysanne non indigène rurale, il atteint en moyenne 30% dans la population indigène. Des études représentatives effectuées auprès de la population des territoires tribaux ont révélé que 35% des Emberá, 39% des Kuna Yala et jusqu'à 46% des Ngöbe Buglé ne savent ni lire ni écrire.

Au sein de la population indigène, le taux d'analphabètes chez les femmes et les filles est 1,6 fois supérieur que chez les hommes et les garçons. Cela est dû au fait que, par tradition, les femmes indigènes assument plutôt les tâches au sein des familles nombreuses et de la communauté tandis que les contacts vers l'extérieur et la représentation politique sont confiés exclusivement aux hommes.

Au sein de la population indigène, comme c'est le cas aussi chez les Kuna Madungandí et les Emberá-Ipetí assistés par PROMESA, le déséquilibre du pouvoir entre les hommes et les femmes est très important. Ce sont encore les hommes qui prennent les décisions au niveau de la communauté. Souvent, les filles sont mariées très jeunes, traditionnellement vers 11 ans, peu après l'arrivée de leur première menstruation.

Elles sont alors considérées comme adultes et sont responsables des enfants, du foyer ainsi que de l'organisation d'une partie des pratiques rituelles.

La tradition veut qu'aucune terre ne soit allouée aux femmes et aux filles ; elles aident les hommes lors des récoltes.

Chez les Kuna, les femmes ne sont absolument pas représentées sur le plan politique, comme chef (sahila) de groupe tribal, comme représentante supérieure d'une ethnie ou d'une plus grande communauté (cacique) ou encore comme représentante au Congrès. Et chez les Emberá, elles le sont seulement à titre exceptionnel.

1.2 Description des bonnes pratiques

Cadre conceptuel : identification personnelle, engagement et mise en œuvre de manière déterminée

PROMESA est un programme de petite envergure, mais très engagé, qui se caractérise par un degré d'institutionnalisation relativement faible et d'une administration minceur. Bon nombre des activités menées, aussi bien dans le domaine de l'agriculture durable que dans celui du plaidoyer, ne sont documentées que très succinctement. Il manque des évaluations ou un suivi d'impact consistant. Le genre est néanmoins ancré de façon exemplaire comme thème transversal dans tous les comptes rendus.

Malgré quelques lacunes dans la documentation, le programme PROMESA a été sélectionné comme exemple de bonne pratique parce que l'organisation considère la promotion féminine et l'approche intégrée de l'égalité hommes/femmes comme partie intégrante de la conception de projet et en tient compte de façon prioritaire lors de la planification et de la réalisation d'activités. Contrairement aux autres organisations où l'égalité des sexes est placée à un endroit éminent dans les documents de principes mais se retrouve marginale dans la pratique, PROMESA la considère comme une base de départ pour la justice sociale et la durabilité écologique. Des mesures visant à l'égalité hommes/femmes sont intégrées dans toutes les activités de projets.

PROMESA a également contribué à ce que les aspects liés au genre soient davantage pris en compte au sein de la fondation et de l'Eglise épiscopale. Ainsi l'évêque, entre autres, prit aussi part aux activités dans ce domaine, entre autres à un atelier sur la masculinité.

En 2007, PROMESA décida de fixer par écrit la politique paritaire de l'organisation. A cet effet, elle mena plusieurs consultations dans le cadre d'un processus participatif lors desquelles furent intégrés aussi bien la direction que les collaborateurs de l'organisation, les promotrices et promoteurs ainsi que les groupes cibles. Dans l'approche du projet, les aspects liés au genre et

à la durabilité sont également motivés sur le plan spirituel.

« Nous devons apprendre que les femmes sont comme la terre, à l'instar des hommes ; nous sommes le fruit de cette terre, nous nous multiplions à travers elle et dépendons d'elle sur le plan social et spirituel, ce lieu qui nous procure à manger et où nous bâtissons nos maisons, cohabitons et travaillons. Ceci fait partie de notre vision du monde. C'est la raison pour laquelle PROMESA considère l'égalité des sexes et le développement comme les deux piliers porteurs de notre système de valeurs et l'organisation du système social. Convaincu de la justesse de cet objectif, PROMESA intègre la perspective sexospécifique dans toutes les activités, comme une condition assurant la durabilité écologique et sociale. Avec les mêmes droits pour tous, hommes et femmes. » (Extrait de l'introduction à la politique paritaire de PROMESA)

Agriculture durable, sécurité alimentaire et égalité des sexes

L'approche stratégique de PROMESA se situe au niveau du foyer : les hommes, les femmes et les enfants sont visés en tant que familles, et de manière plus vaste en tant que communautés chez les groupes indigènes, par le biais de diverses mesures. Depuis 2001, PROMESA met principalement l'accent sur la formation de promotrices et promoteurs issus des groupes cibles paysan et indigène. Il s'agit en premier lieu de conseiller les coopératives et les groupes de producteurs/productrices sur les méthodes de l'agriculture durable, relatives en particulier à la diversification de la production et à l'amélioration de la fertilité des sols.

Une hausse du rendement et un élargissement de la gamme des cultures avec une semence appropriée provenant de la région doit garantir la sécurité alimentaire, améliorer la qualité de l'alimentation et contribuer à enrichir le régime alimentaire. En tant que multiplicateurs, les promotrices et promoteurs transmettent au sein de leur environnement leur savoir en matière d'agriculture

L'égalité hommes/femmes | Pratique

durable. Ils constituent des modèles sociaux et des personnalités dirigeantes au niveau communal.

Pour PROMESA, les questions liées au genre ont joué un rôle dès le début et sont intégrées de manière systématique depuis à peu près 2001 dans toutes les formations et activités en tant que sujets transversaux. Entre

2004 et 2007 ont été organisées au total 22 formations, d'une durée allant de plusieurs heures à plusieurs jours, qui thématisaient les rapports de genre déjà dans leur intitulé, par exemple « Méthodes et instruments de promotion de l'égalité des sexes dans l'agriculture durable » ou « Aspects liés au genre lors des processus de prise de décision dans l'organisation ». Plus de 150

Une avancée dans le travail en matière d'égalité entre les genres : ateliers sur la masculinité

Conçus sur une base empirique, les ateliers sur la masculinité proposés dans toute l'Amérique centrale par l'organisation costaricaine WEM (Instituto Costarricense de Masculinidad, Pareja y Sexualidad) sont taillés sur mesure aux besoins des différents groupes. A partir de l'analyse en termes de genre, ils dissèquent les rôles types masculins établis dans divers domaines de travail et de vie.

En employant différentes méthodes – outre des méthodes d'intervention cognitives, des processus de groupes psychopédagogiques (psychodrame, jeux de rôles, analyse de films, etc.) incitant à un travail sur le plan émotionnel – les participants identifient peu à peu les traits caractéristiques des comportements traditionnellement masculins ou de modèles de conduite patriarcaux dans des domaines de la vie, tels les relations de couple, la sexualité, l'agriculture ou l'organisation.

Ensemble, les participants formulent leur vision d'une vie commune plus égale pour les hommes et les femmes. Pour de nombreux hommes, ce fut la première fois qu'ils pleurèrent devant d'autres hommes sans se sentir mal à l'aise par la suite et parlèrent de leurs problèmes de couple et de sexualité. Le directeur de PROMESA lui-même rapporta que ce débat sur la masculinité fut pour lui une expérience profonde et brutale qui changea durablement son senti et son vécu en tant qu'homme, partenaire, père, collaborateur dans le projet et l'institution. Il a aussi contribué de manière décisive à revaloriser l'importance des questions liées au genre pour l'organisation. En outre, des cours masculins « mixtes » avec des participants issus de diverses organisations indigènes et paysannes soutenues par

PROMESA ont également ébranlé les modes de pensée et comportements types profondément enracinés dans les esprits. Par la suite, les conflits et les préjugés entre Emberá et Kuna ainsi qu'entre des indigènes et des paysans et leurs organisations ou communautés purent être mieux résolus.

Le formateur de WEM utilise quatre archétypes de comportement masculins qui mettent en évidence pour les hommes interrogés ce qu'ils refusent ou désirent pour eux-mêmes :

1. Le roi (personnalité autoritaire qui dirige avec charisme mais qui attend de l'obéissance et ne sait pas déléguer)
2. Le guerrier (protège et défend son territoire jalousement, loyalement mais en assurant le contrôle, ne sait pas exprimer ses sentiments)
3. L'amant (homme social, éloquent qui s'entend bien aussi avec les hommes, fait du charme aux femmes et entretient des « liaisons »)
4. Le sage (impressionne par des stratégies de résolution pragmatique des problèmes, parle peu mais agit beaucoup, doté de peu d'intelligence émotionnelle)

Dans le cadre de ces ateliers, il fut possible dans de nombreux cas de montrer clairement que les hommes peuvent, en changeant leur rôle type, espérer aussi un allègement, avant tout de leur responsabilité, ainsi qu'un accroissement de la qualité de vie, entre autres sur le plan émotionnel.

hommes et femmes issus des groupes cibles indigènes et paysans y participèrent. Considérée comme mesure spéciale pour la promotion féminine, PROMESA a soutenu de manière ciblée des femmes occupant des postes dirigeants au niveau communal, entre autres, par le biais de formations en communication. Dans des communautés indigènes, PROMESA a encouragé tout spécialement la création de coopératives féminines.

Stratégies pour l'égalité entre les genres avec des groupes cibles paysans

Les groupes de producteurs soutenus par PROMESA dans la région de projet rurale sont petits par rapport à d'autres, avec entre 6 et 18 membres par organisation. Quelques-uns d'entre eux ont vu le jour avant le soutien apporté par PROMESA, d'autres furent créés dans le cadre de la conception de projets. La plupart des membres de groupes actifs sont âgés de plus de 40 ans et exploitent des terres en location. L'autosuffisance alimentaire est largement assurée grâce à la mise en place de méthodes de culture durables. La plupart des familles touchent un revenu modeste provenant essentiellement de la vente d'articles artisanaux confectionnés en fibres de palmes, essentiellement les chapeaux Panama.

Au début de la coopération, certains des groupes assistés étaient majoritairement composés de membres masculins, d'autres en revanche exclusivement de membres féminins, et d'autres étaient mixtes. Au fil des années, la composition s'est légèrement modifiée de sorte qu'aujourd'hui, la plupart des groupes comptent des membres masculins comme féminins et les tâches de direction sont quasiment réparties selon le principe de parité.

Certaines organisations fondées par des femmes se sont également ouvertes aux hommes, par exemple « Damas Unidas de Machuca » (Les dames unies de Machuca) qui compte désormais six hommes en plus des onze femmes. Le fait que des organisations autrefois créées et dirigées par des femmes sont désormais gérées sur une base mixte et que des groupes dominés par des hommes comptent sur la participation active des femmes résulte des changements survenus au niveau de la répar-

titution du travail sexospécifique et d'une collaboration plus harmonieuse entre les hommes et les femmes qui se traduisent également par une meilleure cohésion sociale des groupes. Ce n'est désormais plus le sexe qui est déterminant pour la position ou l'adhésion dans un groupe, mais l'aptitude personnelle.

Ceci est le résultat d'un processus décrit de la manière suivante par les collaboratrices de PROMESA ainsi que les hommes et les femmes interrogés issus du groupe cible : jusqu'en 2000, le travail en matière d'égalité des sexes n'était pas intégré, il était considéré comme un domaine de travail en soi restant donc largement limité aux débats qui se tenaient suite aux ateliers organisés sur le thème du genre et auxquels assistaient surtout des femmes. Ces ateliers analysaient l'attribution des rôles et les rapports de forces entre les hommes et les femmes. L'étude des rapports de genre mettait souvent au grand jour les préjudices causés aux femmes ; ce qui mettait souvent les hommes moralement sous pression qui adoptaient alors instinctivement une attitude défensive.

Afin d'encourager la sensibilisation aux questions de genre des deux sexes, PROMESA se mit à aborder des questions liées au genre lors de toutes formations, qu'elles concernent les méthodes agricoles, les semences ou l'accès à la terre. Quelques formations, par ex. en communication et leadership, furent proposées spécialement aux femmes. Depuis 2003 sont organisés parallèlement à ces formations des ateliers sur la masculinité qui, hormis une formation pour l'équipe, sont adressés uniquement aux hommes. Cette stratégie permit de mettre aussi en évidence les avantages retirés pour les hommes quand les tâches, charges et privilèges sont répartis également. Pour les hommes interrogés, cette expérience équivalait à un réveil leur permettant de ressentir « comme les femmes un même intérêt sérieux à changer la vie commune familiale ».

Stratégies pour l'égalité des sexes avec des groupes cibles indigènes

Lorsque PROMESA commença à assister des groupes indigènes, son but premier consista à établir une rela-

L'égalité hommes/femmes | Pratique

tion de confiance. Face à un groupe discriminé pour des raisons ethniques, doté d'un système de valeurs transmis par la culture et d'une forme de cohabitation sociale qui se distingue fondamentalement de l'occidentale, PROMESA dut d'abord prouver son respect pour l'autonomie culturelle et politique de ce groupe et, en outre, convaincre que les activités de projets visent à améliorer la situation sociale. PROMESA s'engagea en outre à leur apporter davantage de poids sur le plan politique.

L'agriculture durable renoue avec des pratiques agricoles traditionnelles, mais elle transmet aussi de nouvelles techniques adaptées qui sont appréciées car elles permettent rapidement une hausse des rendements. En proposant des conseils nutritionnels ainsi qu'en matière de fabrication et de commercialisation des molas destinés principalement aux femmes, les collaboratrices de PROMESA ont pu établir le contact avec elles.

Les structures décisionnelles traditionnelles font obstacle

Dans le cas des Kuna et des Emberá-Ipetí, il fut difficile au début d'obtenir l'autorisation du chef (sahila) de former une promotrice en plus de chaque promoteur. Les sahilas refusèrent d'abord en argumentant que la répartition du travail sexospécifique traditionnelle de la communauté empêcherait la promotrice d'accomplir sa tâche, à savoir transmettre ses connaissances, puisque personne ne l'écouterait.

L'approche visant à organiser des formations participatives en présence d'hommes et de femmes s'accompagna également de problèmes aussi bien chez les Kuna Madungandi plutôt orientés sur la tradition que chez les Emberá-Ipetí orientés déjà plus vers la société majoritaire.

Des femmes obtinrent des autorités locales et de leurs partenaires, au cas par cas et à titre individuel, la permission de se rendre à des manifestations en dehors de la comarca. Même si elles eurent le droit d'y prendre part, elles ne participaient que très peu, prenant rarement la parole. Hormis les promoteurs indigènes, les personnes participant aux ateliers sur le genre et la mas-

culinité étaient moins nombreuses que dans le milieu paysan.

Coopérative féminine pour soutenir les femmes au sein de la communauté

En 2005, le sahila des Kuna Madungandi interdit l'organisation d'un atelier sur le genre mais autorisa la création d'une coopérative de femmes. Le congrès indigène, comité suprême dans la comarca, émit la condition qu'elle soit accompagnée par un « organe de soutien technique » composé d'hommes.

La réussite économique de cette coopérative née il y a à peine trois ans et comptant 56 membres féminins confère aux femmes participantes un très grand prestige social et un renforcement des capacités. Pour la coopérative, les femmes qui, par tradition, ne travaillent pas aux champs se virent attribuer pour la première fois une parcelle propre.

Les femmes de la coopérative organisèrent lors de chaque Journée mondiale de la femme une fête pour la communauté, une tâche qui était auparavant réservée aux hommes. Cet événement revêtit un caractère symbolique supplémentaire car les aliments servis lors de cette fête avaient été cultivés sur la parcelle des femmes. L'« organe de soutien technique » ne joue plus aucun rôle aujourd'hui.

La requête de PROMESA de relever l'âge du mariage pour les jeunes filles (pour des raisons de santé) et d'introduire des consultations médicales, entre autres, pour les femmes enceintes s'avéra difficile à satisfaire.

Certaines mesures mises en œuvre par PROMESA pour la promotion féminine sont aujourd'hui encore observées d'un œil méfiant par quelques autorités traditionnelles. En dépit de quoi, PROMESA est bien parvenu à établir un rapport de confiance car des sahilas des Kuna demandèrent que soit organisée une réunion d'information sur le VIH et SIDA. Ils craignent que de jeunes Kuna rejoignant la ville pendant quelque temps pour y travailler ou étudier reviennent dans leur village infectés par le virus et contaminent leurs partenaires.

1.3 Facteurs favorisant et freinant la mise en œuvre de l'approche intégrée de l'égalité hommes/femmes

L'approche intégrale constitue la clé de voûte du travail pour la promotion de l'égalité des sexes : PROMESA se considère comme une organisation qui apprend et travaille de manière globale. La stratégie en matière de genre a entraîné des changements dans le rapport entre les sexes, aussi bien dans les groupes cibles que chez les membres de l'équipe qui sont des modèles sociaux et vivent sur le plan personnel ce qu'ils transmettent lors des formations continues.

Une participation plus égale des hommes et des femmes à la vie familiale et publique au niveau communal est considérée dans le même temps – selon la situation de départ des groupes cibles – comme une condition pour et comme une conséquence du renforcement des capacités individuelles et sociales.

Dans le milieu paysan :

- L'agriculture durable exige des changements dans la répartition du travail sexospécifique : pendant l'enquête, les promotrices et promoteurs ainsi que les représentants et représentantes du groupe cible ont déclaré unanimement que la répartition du travail familial a fortement changé grâce à la participation au projet PROMESA en faveur d'une agriculture durable. Qui opte pour celle-ci de manière permanente doit le faire en connaissance de cause car c'est un système de culture qui exige plus de travail que la culture conventionnelle, et les femmes doivent aider davantage aux champs à titre saisonnier. En contrepartie, il faut qu'elles soient davantage aidées par leur conjoint dans d'autres domaines (foyer, éducation des enfants, artisanat). Sans quoi toutes les tâches ne pourraient pas être accomplies. Il a également été rapporté que les changements intrafamiliaux concernant la répartition du travail se traduisent par une transformation de la perception des rôles dévolus aux sexes tant chez les garçons que les filles.

- Réflexion sur les rôles des sexes : plusieurs ateliers sur le genre et en particulier sur la masculinité,

d'une durée de plusieurs jours, conçus de manière interactive et empirique ont été désignés comme étant un élément déclencheur pour l'intérêt accru que portent les hommes à un changement des structures familiales.

- Compréhension des rôles : parallèlement à cela, la participation égale des hommes et des femmes aux formations dans le domaine agricole a conduit à une nouvelle prise de confiance des femmes et à une meilleure appréciation de leurs activités classiques.

- Cohabitation sociale : des formations et des programmes de rencontre d'une demi-journée ont créé l'espace permettant un échange régulier. Les expériences et les informations ainsi acquises ont fait l'objet d'une discussion intensive dans les groupes respectifs, ce qui a fortement renforcé la cohésion sociale au sein des groupes, mais a aussi initié un changement collectif quant à la répartition du travail sexospécifique.

Dans le milieu indigène :

- Intégrité de l'équipe : le fait qu'une collaboratrice de l'équipe de PROMESA était elle-même Kuna joua un rôle important dans la réussite du travail en matière d'égalité des sexes. Elle est l'une des premières femmes Kuna à avoir refusé le mariage et eu accès au système d'éducation au-delà de l'école primaire. Elle termine actuellement sa formation universitaire. Avec une très grande sensibilité vis-à-vis des pratiques culturelles, elle a fait entendre les requêtes des femmes Emberá et Kuna du groupe cible.

- Coopération politique avec les organes d'autogestion : le travail en matière d'égalité des sexes au sein de la communauté des Emberá a été fortement facilité grâce à l'étroite coopération avec le congrès indigène. Une fois les doutes du début dissipés, les Emberá avaient finalement accepté qu'une femme assume le rôle de promotrice.

- Renforcement de la capacité d'action : la réussite économique des coopératives dirigées par des femmes Kuna (coopératives agricole et d'artisanat, magasin d'ali-

L'égalité hommes/femmes | Pratique

mentation géré en tant que coopérative) a accru l'assurance et la considération des femmes participantes. En outre, depuis lors, les autorités traditionnelles et les conjoints des femmes actives acceptent désormais qu'elles participent à des mesures de formation en dehors du territoire tribal, puissent exprimer leur opinion en public et prendre leurs propres décisions.

- Formation pour les filles : un plus grand nombre de femmes et de filles a désormais accès à l'éducation primaire, en partie en cours du soir. Les connaissances de la langue espagnole sont une condition préalable à l'alphabétisation.

Facteurs empêchant une promotion de l'égalité hommes/femmes

Dans le milieu paysan :

- Pas d'accès à la terre : la majorité des paysannes et paysans soutenus ne possèdent pas de terre propre. L'agriculture durable affiche certes des succès rapides en ce qui concerne la fertilité des sols et permet une amélioration de la situation alimentaire, entres autres, grâce à la diversification mais aussi parce que moins d'intrants, tels que les produits agrochimiques, sont nécessaires. Quand la stratégie de l'agriculture durable porte ses fruits, le propriétaire reprend souvent la terre et les familles doivent tout recommencer à zéro sur de nouvelles parcelles. Le renforcement des capacités politiques permettant de placer au premier plan la revendication de terres n'était pas jusqu'à présent au cœur des activités de projet.

- Migration : cela fait déjà des années que la majorité des paysannes et paysans organisés dans les groupes soutenus sont aidés et ils ont aujourd'hui plus de 40 ans. Contrairement à leurs enfants, ils sont attachés à la région et essaient de maintenir la tête hors de l'eau malgré le peu de perspectives sur place tandis que la plupart des adolescents ont quitté la région pour migrer vers les villes. De nombreux paysans voient des perspectives ailleurs pour leurs enfants, ce qui limite considérablement la durabilité des processus sociaux et du travail en matière d'égalité des sexes.

- Structures patriarcales : les structures patriarcales profondément enracinées de la société panaméenne exercent une grande pression sur ceux qui aspirent à un changement des rapports entre les sexes. Les promoteurs racontent qu'ils doivent en permanence se justifier au niveau communal et sont raillés lorsqu'ils s'occupent de leurs enfants et préparent à manger pendant que leur femme participe à une formation. Les femmes en revanche rapportent que leur pouvoir de négociation lors de la commercialisation des articles artisanaux s'est certes renforcé mais que leur compétence est souvent mise en doute par les intermédiaires commerciaux.

Dans le milieu indigène :

- Structures de décision hiérarchiques : le travail avec les groupes cibles indigènes peut être certes désigné comme travail politique en matière de genre, mais pas comme une mise en œuvre systématique de l'approche intégrée de l'égalité hommes/femmes en raison des structures hiérarchiques de la communauté, organisées sur un modèle patriarcal. Toute activité en faveur de la promotion féminine est soumise à l'accord des autorités communales (sahilas et caciques). Seuls quelques succès ont été obtenus, comme la participation de certaines autorités aux formations dans le domaine de l'égalité des sexes.

- Autonomie culturelle contre revendications en matière des droits de l'Homme et de la femme : PROMESA argumente le fait qu'il n'est pas question d'imposer un modèle de société occidental aux communautés indigènes, mais de promouvoir des mesures compensant les préjudices particuliers causés aux femmes et filles indigènes et de s'intéresser à leurs propres demandes, telles de meilleurs soins médicaux ou de meilleures chances d'éducation, par exemple en mettant en place des écoles du soir. Quelques personnes d'autorité masculines craignent toutefois que les mesures de promotion féminine brisent les structures de décision traditionnelles.

- Préjudices au niveau social et de la santé causés par le mariage des filles : l'âge précoce autorisé pour le mariage des filles est considéré comme un obstacle particulier à l'amélioration de la situation des femmes et filles

indigènes. Très souvent, elles n'ont pas accès au système d'éducation primaire vu qu'à 12 ans, elles attendent déjà leur premier enfant.

■ Rapports à la terre et à la propriété incertains : PROMESA soutient les peuples indigènes lors de processus de démarcation continus, entre autres, pour prendre des contre-mesures aux attaques sur l'autonomie de l'autogestion indigène et pour éviter l'individualisation prévue des droits à la propriété collective ainsi que des invasions de colons sur le territoire tribal. La situation juridique et politique précaire alimente la méfiance vis-à-vis du principe d'organisation de la société métisse majoritaire et freine la disposition à accepter les processus de changement social.

1.4 Changements obtenus

Dans le milieu paysan :

■ La répartition du travail entre les femmes et les hommes ainsi que le pouvoir de décision dans la sphère familiale ont considérablement changé au cours des dernières années. Les femmes ont pris confiance en elles, les hommes ont abandonné une part des responsabilités assumées. En fonction des besoins, les femmes travaillent aux champs, les hommes cuisinent et s'occupent des enfants, ou vice-versa. Les décisions familiales sont en grande partie prises en commun. Ces changements ont conduit à une participation plus égale des hommes et des femmes non seulement dans les familles, mais aussi au niveau des organisations de producteurs/productrices, et ont renforcé la cohésion sociale des communautés : en particulier les membres de la communauté discriminés ou marginalisés, tels les personnes handicapées ou les femmes séparées, sont soutenus de manière collective.

■ Comme le rapportent les paysannes et paysans, la violence intrafamiliale et à l'encontre des femmes reste un problème important sur le plan communal et national. Au sein des groupes de producteurs/productrices, il n'est cependant fait état d'aucun cas de violence en raison de la réflexion intensive ayant lieu sur les rô-

les des sexes et les processus de changement social. Des réunions d'information sur le VIH et SIDA ont été organisées, mais la maladie joue plutôt un rôle secondaire dans la région de projet.

■ Aux yeux de PROMESA, la réussite de la stratégie en matière d'égalité hommes/femmes s'explique essentiellement par le fait que non seulement des connaissances techniques furent transmises lors des formations dans le domaine de l'agriculture durable. Les formations et les programmes de rencontre de la méthode « De paysan à paysan » sont devenus des espaces de temps libres durant lesquels il est possible de réfléchir aux questions sociales, économiques et écologiques à l'écart de la pression du travail quotidienne. Il était alors absolument nécessaire qu'aussi bien les membres de l'équipe de PROMESA que les promotrices et promoteurs animant le processus transmettent en même temps des modèles de rôles qu'ils vivaient eux-mêmes. En combinaison avec les ateliers sur les femmes, le genre et la masculinité, cela mena à une percée dans le travail en matière d'égalité des sexes.

Dans le milieu indigène :

■ PROMESA signa un accord formel avec le congrès des Kuna et des Emberá formulant les principes fondamentaux de la coopération et obtint, entre autres, que le cacique des Emberá, plus haute autorité sur le territoire tribal, participe à un atelier sur la masculinité. Deux promoteurs Kuna y assistèrent également et s'activent depuis lors en tant que multiplicateurs sur les questions liées au genre. Ceci est une première étape, mais une étape très importante afin de pouvoir aborder de manière adéquate le thème de l'égalité des sexes sur le plan discursif.

■ Chez les Kuna, au mode de vie très traditionnel, la position des femmes s'est considérablement améliorée grâce aux coopératives. Le succès des coopératives féminines a initié un processus de changement des modes de pensée, en particulier chez les autorités indigènes, qui met plus en avant les femmes et leurs besoins et intérêts spécifiques. Les femmes prennent aujourd'hui la parole en public avec plus d'assurance et ont obtenu l'autorisa-

L'égalité hommes/femmes | Pratique

tion du cacique de se rendre à des manifestations organisées hors de la comarca tandis que leurs époux restent à la maison pour s'occuper des enfants et du foyer.

■ Par ailleurs, l'autorisation obtenue par les femmes Kuna de participer au programme d'échange « De paysan à paysan » est à considérer comme un progrès décisif. Il est encore plus remarquable qu'une femme Kuna – la première dans l'histoire du peuple des Kuna – ait pris la parole lors d'un congrès national des Kuna pour en parler. Un autre indicateur est que plusieurs femmes, occupant notamment des postes dirigeants au sein de la coopérative, suivent des cours du soir dans le but d'obtenir leur diplôme d'enseignement primaire et tiennent à présent à ce que leurs filles soient scolarisées.

■ La position des femmes indigènes au sein de la famille et de la communauté s'est globalement renforcée. Grâce aux coopératives féminines des Kuna et grâce à la bonne expérience avec une promotrice chez les Emberá, les femmes sont davantage respectées dans les communautés, également hors de leurs sphères traditionnelles et ont obtenu une plus grande autonomie d'action dans le domaine public et privé.

1.5 Conclusions et leçons tirées

L'approche globale pour instaurer l'égalité hommes/femmes est déterminante pour le succès de la stratégie de PROMESA en la matière. Lors de la discussion des questions liées au genre, les niveaux institutionnels et personnels sont toujours restés étroitement liés, conformément à la devise suivante : l'aspect personnel est politique et l'aspect politique est personnel. La concordance entre ambition et pratique constitue ainsi un élément clé sur la voie menant à l'égalité entre les hommes et les femmes. Pourtant, les conditions de départ économiques se sont tout compte fait peu améliorées au cours des dernières années pour bon nombre des personnes issues de la région de projet rurale et indigène : les familles et la communauté, les hommes comme les femmes, n'ont toujours aucun accès ou bien un accès limité aux prestations de service de base publiques, telles que la santé, l'éducation, l'électricité, l'eau potable ou des

routes goudronnées, et disposent d'un revenu se situant au niveau ou en dessous du minimum d'existence.

Il est donc surprenant que les personnes du groupe cible interrogées – surtout des femmes – aient affirmé que leur vie a changé fondamentalement depuis qu'elles bénéficient du soutien de PROMESA. La seule explication convaincante est que les hommes comme les femmes, les paysannes et les paysans de la province de Coclé ainsi que les femmes dirigeantes des coopératives indigènes se sentent aujourd'hui plus capables d'exprimer leurs besoins et leurs demandes spécifiques sur le plan individuel et celui de la communauté grâce au soutien et à la formation de PROMESA. Pour bon nombre de ces personnes, ce fut une expérience nouvelle et importante en termes d'existence et qui est à considérer comme un élément fondamental de toute stratégie en matière d'égalité hommes/femmes.

Leçons apprises pour le travail avec les groupes cibles paysans

La mise en œuvre pertinente de l'approche intégrée de l'égalité hommes/femmes orientée sur les deux sexes a entraîné un processus de changement social. Des hommes et des femmes appartenant au groupe cible rapportent que l'égalité de droits et l'égalité des sexes ne sont plus désormais des objectifs à long terme. Notamment les ateliers sur la masculinité constituent une étape importante dans ce processus. Bien plus que les formations sur le genre, les ateliers sur la masculinité conçus empiriquement ont su motiver les hommes à étudier en détail leur rôle.

Par la suite, il devint évident que les hommes comme les femmes peuvent tirer avantage d'un changement dans la répartition des rôles, du travail et du pouvoir au sein de la famille ou dans leur couple. Chez les deux sexes se dessina un fort intérêt à emprunter la voie menant vers l'égalité hommes/femmes. Outre le travail avec les femmes, celui avec les hommes est aussi un élément important pour une stratégie en la matière.

Pour la durabilité, la question des terres est toutefois centrale dans l'instauration de l'égalité entre les sexes.

Quand des membres d'une famille, encore enfants ou adolescents, quittent la campagne parce qu'ils n'y ont aucune chance de formation ni aucune perspective d'avenir, le renforcement des capacités politiques des adultes doit devenir une priorité. La durabilité de la politique paritaire est limitée par le taux de migration élevé des jeunes.

Leçons apprises pour le travail avec les groupes cibles indigènes

Une condition préalable pour travailler avec des groupes indigènes est la sensibilité vis-à-vis des questions ethniques et culturelles ainsi que le respect des systèmes de valeurs des communautés indigènes. Le fait que la collaboratrice de l'équipe est elle-même Kuna et possède donc des connaissances très approfondies de la vision du monde et du rapport de genre indigènes fut d'une importance cruciale pour le travail en matière d'égalité des sexes réalisé par PROMESA.

Dans le contexte indigène, l'égalité entre les hommes et les femmes est à considérer comme un objectif à poursuivre avec d'autres approches que dans les modèles de société occidentaux, même si les communautés indigènes sont soumises de manière inéluctable et continue à des changements causés par la dominance de la société majoritaire et de processus d'acculturation progressive. Une notion de progrès impliquant de garantir les conditions-cadres économiques et politiques à tous les individus, hommes et femmes, pour un degré maximal d'auto-épanouissement de chacun, est refusée par les communautés indigènes qui sont fondées sur des structures d'organisation collectives, orientées sur la communauté. Dans le travail en matière d'égalité des sexes, PROMESA applique par conséquent une approche classique pour la promotion féminine qui a ici toute sa légitimité. PROMESA s'inspire de revendications en matière de droits de la femme et renforce ainsi la position des femmes indigènes dans la communauté. Les changements dans les rapports de genre ne seront observables qu'à long terme et doivent avoir lieu en tant que processus d'apprentissage collectif.

Bettina Lutterbeck



Photo : Jörg Jenrich

2 EMAS – Equipe de femmes œuvrant pour la solidarité

L'organisation féminine EMAS (Equipo Mujeres en Acción Solidaria/Equipe de femmes dans l'action solidaire) travaille depuis 1987 dans l'Etat de Michoacán (Mexique) où elle réalise deux programmes :

1. Programme pour le développement durable local intégrant la perspective sexospécifique :

Ses principaux champs d'action sont l'agriculture durable et la souveraineté alimentaire, la santé, les droits sexuels et reproductifs, la violence domestique ainsi que les droits de l'Homme économiques, sociaux et culturels. Ce programme s'adresse à un millier de personnes, dont 44% de femmes et 56% d'hommes qui vivent dans neuf communes rattachées à trois municipalités différentes. Il s'agit de petits paysans et paysannes indigènes et non indigènes. Les femmes ont entre 15 et 50 ans et, en moyenne, six enfants. Elles les élèvent en couple ou seules, ayant été quittées par leur mari ou en étant séparées. Les hommes ont entre 20 et 45 ans et savent tous, contrairement aux femmes, lire et écrire.

2. Programme pour influencer la politique publique et promouvoir l'exercice des droits politiques et civiques des femmes :

Les principaux champs d'action sont la planification participative au niveau des communes et des villes, l'intégration participative de la dimension de genre dans le

Les paysannes et paysans mexicains contraints à l'exode rural

La politique de libéralisation menée au Mexique ces dernières décennies a généré des conséquences gravissimes tant sur le plan économique que social, le secteur agricole ayant été particulièrement touché. Les revenus des producteurs paysans ont énormément chuté, et de nombreuses petites et moyennes exploitations qui produisaient pour le marché national se sont retrouvées ruinées. L'exode rural vers les villes, et surtout vers les Etats-Unis, n'a ensuite cessé de s'amplifier. Depuis 1994, près de deux millions d'emplois ont été supprimés dans le milieu rural. La population rurale s'est appauvrie et souffre d'un degré élevé de sous-alimentation. Au vu de ces conditions, environ 600 paysannes et paysans quittent chaque jour leur région.

budget (gender budgeting), ainsi que les droits politiques et civiques des femmes. Près de 170 personnes, dont 108 femmes et 62 hommes, provenant de trois localités différentes participent à ce programme.

Les deux programmes visent, en outre, à promouvoir les aptitudes à diriger et le renforcement des capacités des femmes (leadership and empowerment).

2.1 Rapports de genre dans la région

Morelia, capitale de l'Etat de Michoacán et siège du bureau d'EMAS, présente un caractère essentiellement ur-

bain. Toutefois, EMAS travaille principalement dans les campagnes environnantes. La population rurale, qu'il s'agisse de familles indigènes ou non, vit dispersée dans des communes très éloignées les unes des autres.

Le Michoacán comprend aussi bien de petites exploitations qui visent avant tout l'autosuffisance alimentaire que de grandes exploitations agro-industrielles mécanisées dont la production est destinée à l'export et qui nécessitent peu de main-d'œuvre. Le taux de chômage est élevé. Le Michoacán enregistre un des taux de migration les plus forts du Mexique. Ce sont principalement les hommes qui partent pour les Etats-Unis tandis que les femmes restent et assument la subsistance de leur famille.

Les femmes accomplissent la majeure partie du travail reproductif et productif. Malgré tout, elles n'ont que rarement accès aux ressources, par ex. à la terre. Un autre grand problème touchant les régions rurales du Michoacán est, en outre, la médiocrité des soins médicaux.

De nombreuses femmes souffrent de malnutrition, ne sont pas habituées à prendre soin de leur corps et ont des problèmes de santé qui sont aggravés par la pollution de l'air, du sol et de l'eau. Leur niveau d'éducation est très faible et bon nombre d'entre elles sont analphabètes. Les femmes sont victimes de discrimination et de violence domestique.

Les hommes sont imbus de machisme et d'une culture de la violence qui définit leurs rapports avec autrui. Le taux de chômage élevé entraîne l'alcoolisme et la toxicomanie.

De nombreux hommes ne voient aucune perspective dans l'agriculture et ne considèrent pas l'identité de petit paysan comme un système de valeurs qui vaille d'être défendu. En endossant ce statut, ils sont obligés de se lancer dans des conflits territoriaux et subissent les conséquences d'une politique agricole qui ignore les petites exploitations. Dans de nombreux endroits, leurs pratiques agricoles détruisent l'environnement et les sols.

2.2 Description des bonnes pratiques

Egalité des sexes et transformation des rapports sociaux

Dans ses programmes, EMAS applique l'approche genre en appréhendant le concept de manière très large, à savoir en intégrant la compréhension des différences et des relations entre la promotion des femmes et l'égalité des sexes. Par ailleurs, cette organisation a conscience que les rapports de genre doivent toujours être considérés en relation avec le contexte donné ainsi que d'autres situations de discrimination et d'exclusion. Dans l'entendement d'EMAS, le travail sur les questions liées au genre doit être réalisé en y intégrant l'aspiration à une transformation générale des rapports sociaux. La perspective sexospécifique est présente dans l'ensemble des programmes et activités ainsi que dans l'esprit des collaboratrices.

EMAS considère l'inégalité entre les genres comme un obstacle pour les femmes, en particulier les femmes pauvres, à revendiquer leurs droits, à savoir non seulement les droits de la femme, mais aussi les droits politiques et civils ainsi que les droits de l'Homme économiques, sociaux et culturels. En effet, l'inégalité entre les genres a des répercussions négatives sur la cohabitation des hommes et des femmes sur le plan économique, social et culturel et est un frein au développement de la démocratie. Or, pour EMAS, l'égalité des sexes est une condition indispensable au bon fonctionnement d'une démocratie. A cette fin, il est nécessaire de déconstruire les rapports actuels empreints de soumission et d'inégalité. Les relations entre les sexes doivent reposer sur la reconnaissance et le respect mutuels ainsi que sur les possibilités de développement égales pour les hommes et les femmes.

Pour instaurer l'égalité entre les genres, un changement doit s'opérer tant dans la conscience des femmes que dans celle des hommes. C'est pourquoi EMAS a commencé son travail dans le domaine de l'agriculture durable et la souveraineté alimentaire en y ajoutant systématiquement la dimension genre, c'est-à-dire que pour la première fois, l'organisation a aussi intégré dans les

L'égalité hommes/femmes | Pratique

projets des hommes comme groupe cible. Le but ainsi poursuivi était, dans un premier abord, de remettre en question, avec des hommes et des femmes, les rapports de force existants. Les sujets abordés étaient, entre autres, la violence domestique, le droit des femmes à disposer de leur propre corps, ainsi que la juste répartition des tâches ménagères. Les hommes doivent apprendre à considérer les choses sous d'autres perspectives et à prendre conscience des rapports dépourvus de justice et de démocratie comme le sont les relations traditionnelles entre les hommes et les femmes. Les processus de masculinité doivent également être basés sur cette approche globale.

L'organisation accorde une attention particulière aux femmes car, pour elle, il ne peut être remédié aux déséquilibres existant dans les rapports que si les personnes favorisées bénéficient d'une aide et d'un soutien. C'est la raison pour laquelle le renforcement de la capacité d'action des femmes et de leur position est au cœur des ambitions d'EMAS.

Cette prise de position marque le fonctionnement de l'organisation dans tous les domaines. Sa politique paritaire édicte que toutes les décisions soient prises par des femmes. Des hommes peuvent néanmoins être employés comme membres de l'équipe opérationnelle. En dehors de quoi, le statut des employés est régi par les prescriptions légales. Les collaboratrices disposent toutefois d'une liberté suffisante dans l'organisation de leur travail afin de leur permettre de concilier famille et activité professionnelle.

De l'engagement pour les droits de la femme à l'adoption de la perspective sexospécifique

Organisation féminine à l'origine, EMAS a commencé par traiter la problématique de l'état de santé des femmes pauvres, puis à étudier les problèmes de santé spécifiques aux femmes, leurs droits sexuels et reproductifs ainsi que les effets de la violence à l'encontre des femmes. Outre le renforcement de leurs droits, EMAS a essayé de soutenir aussi les femmes sur le plan économique. Toutefois, les activités visant à obtenir un revenu n'étaient que rarement couronnées de succès.

Dans le cadre des préparatifs de la 4^{ème} Conférence internationale des femmes qui se déroula en 1995 à Pékin, EMAS entra en contact avec le mouvement féminin organisé au Mexique et en Amérique latine, découvrant alors le concept de l'approche genre. Les années suivantes, EMAS s'engagea intensivement, dans divers réseaux, institutions et forums nationaux et latino-américains, en faveur de la promotion féminine et de l'égalité des sexes. C'est de cette époque que date l'enracinement d'EMAS dans le mouvement d'émancipation féminine et que l'approche genre fait désormais partie intégrante du travail de l'organisation.

Suite aux résultats d'une évaluation externe soutenue par « Brot für die Welt », EMAS décida de travailler dans le domaine de l'agriculture durable et de la souveraineté alimentaire, ainsi que d'inclure des hommes dans les activités de projet en continuant d'appliquer sa méthode de travail qui lui tient très à cœur : les hommes et les femmes sont représentés dans des groupes de base, les hommes prennent part à des formations et s'engagent aussi comme promoteurs.

La perspective sexospécifique a été intégrée dès le début dans le travail sur l'agriculture qui concerne actuellement 150 paysannes et 50 paysans. Parallèlement à cela, EMAS étudie des questions d'importance pour son avenir relatives, entre autres, à la durabilité économique de l'organisation ainsi qu'au changement de génération au seuil duquel se trouvent les collaboratrices.

Le tableau ci-contre expose les étapes de développement définies par EMAS.

Au cœur du programme axé sur le développement durable local en prenant en compte la dimension genre se trouvent un travail de mise en réseau, des apprentissages et formations ainsi que la sensibilisation des groupes cibles dans le cadre d'ateliers de travail, de visites sur le terrain, d'exercices pratiques et d'échanges d'expériences sur l'agriculture durable et la sécurité/souveraineté alimentaire, la santé et les médecines alternatives, le leadership et la citoyenneté ainsi que la participation à la politique locale. Des mesures visant à préserver la fertilité des sols, à développer l'économie agro-forestière

Tableau 1 : Etapes de développement d'EMAS

Etapes	Principaux axes de travail
1. Début du travail dans le Michoacán (1987–1989)	Travail avec des femmes sur des sujets ayant rapport à la santé
2. Consolidation du travail dans les communautés paysannes et indigènes dans le Michoacán (1989–1995)	Travail avec des femmes sur des sujets ayant rapport à la santé, aux droits de la femme (droits sexuels et reproductifs, violence à l'encontre des femmes), leadership, formation de promotrices, mesures génératrices de revenus
3. Présence dans le mouvement féminin aux niveaux local, régional (de l'Etat fédéré), national et latino-américain	Présence dans le mouvement féminin dans le cadre de la préparation à la 4 ^{ème} Conférence internationale des femmes à Pékin en 1995 et de la conférence suivante Pékin+5 en 2000, participation à divers réseaux nationaux et latino-américains, organisation de différentes manifestations et forums sur des thèmes traitant du genre et des femmes, travail avec des promotrices de santé dans le Michoacán.
<i>Dans la troisième étape, EMAS se familiarise avec la thématique du genre et se construit une identité d'organisation féminine ancrée dans le mouvement féministe.</i>	
4. Début du travail sur l'agriculture durable et la souveraineté alimentaire dans une perspective sexospécifique (2001–2007)	Intégration de la dimension genre dans tous les secteurs de travail (santé, agriculture, droits de l'Homme), lancement du travail direct avec des hommes
5. Elaboration de stratégies de développement pour l'avenir	Analyse de la durabilité financière, étude de l'histoire de l'organisation, mise sur pied d'une nouvelle équipe

re et le reboisement constituent des aspects importants de ce travail.

Par ailleurs, EMAS s'est engagée pour le développement de la collectivité, entre autres, en réintroduisant des réunions communales afin de prendre des décisions, en restaurant la tradition d'entraide, en faisant naître une réflexion sur le développement villageois sur la base d'analyses de situation participatives ou en discutant avec des autorités et membres communaux sur l'apport des femmes dans l'agriculture.

Intervention ciblée en faveur des droits de la femme

Ce programme est axé sur la politique publique et la promotion de l'exercice des droits politiques et civiques des femmes. A cette fin, le travail se concentre sur la participation à des réseaux féminins et mixtes de la société civile. Les échanges avec des représentants et représentantes du monde politique et scientifique revêtent une importance cruciale, tout comme l'élaboration

et la diffusion d'initiatives portant sur des questions relatives à la femme et au genre (travail de lobbying et de plaidoyer).

De nombreuses manifestations sont organisées dans le cadre de ce programme, telles que la célébration de la Journée mondiale de la femme et de la Journée de l'élimination de la violence à l'égard des femmes, mais aussi des ateliers de travail sur la politique publique, un travail de lobbying et d'actions de défense en faveur des cadres dirigeants féminins au sein des organisations sociales du Michoacán et dans d'autres Etats fédérés, ainsi que des journées thématiques sur la santé des femmes.

EMAS oriente son action sur les principes « d'éducation populaire » latino-américaine (educación popular) qui fonde les processus d'apprentissage sur les expériences vécues, les connaissances et le savoir des hommes et des femmes. Ceux-ci font l'objet d'une réflexion, sont modifiés et étendus de telle sorte que la réalité est perçue différemment et que l'action des uns et des autres s'en retrouve elle aussi modifiée. EMAS utilise cette approche

L'égalité hommes/femmes | Pratique

tout particulièrement pour son travail d'éducation en matière de santé. L'organisation a conçu de nombreux manuels et modules de formation sur divers sujets qui peuvent être réunis pour former un cycle d'apprentissage et d'analyse basé sur un processus. Dans ce contexte, la déconstruction et la reconstruction jouent un rôle important dans la réflexion sur les relations entre hommes et femmes. Ainsi, des vérités tenues comme immuables, telles que « les femmes sont le sexe faible » sont, dans un premier temps, « démantibulées » avant d'être redéfinies.

La participation – condition préalable aux processus d'apprentissage

Dans le domaine de l'agriculture durable et de la souveraineté alimentaire, EMAS applique la méthode « De paysan à paysan » qui repose également sur les expériences recueillies par des hommes et des femmes, notamment dans l'agriculture. Elles servent de base pour la suite de la formation qui a lieu lors d'ateliers de travail et de visites sur terrain, d'échanges d'expériences entre paysans et paysannes et d'expérimentations sur la propre parcelle des participants. La participation joue un rôle décisif dans ces deux approches de travail où les participants, hommes et femmes, sont les protagonistes des processus d'apprentissage. Les professionnels d'appui ont uniquement une fonction d'accompagnement et d'animation. Les deux approches confèrent également un rôle important aux promotrices et promoteurs car ce sont eux qui garantissent que les processus enclenchés se multiplient et aient un impact relativement large.

Planification et documentation des expériences en tenant compte des sexospécificités

Pour la bonne planification du projet et sa mise en œuvre sensible aux questions de genre, il est impératif d'analyser les situations et les groupes cibles de manière différenciée en fonction du sexe. EMAS effectue des analyses de genre participatives, par ex. en relation avec l'élaboration du plan de développement pour le district de Panindícuaro. EMAS attache une grande importance à la systématisation des expériences afin d'en tirer des enseignements et de pouvoir les partager avec d'autres

organisations et personnes intéressées. Actuellement, EMAS s'est attelée à l'étude de l'histoire de l'organisation qui elle aussi doit être systématisée.

2.3 Facteurs favorisant et freinant la mise en œuvre de l'approche intégrée de l'égalité hommes/femmes

Selon EMAS, ce sont essentiellement les expériences déjà faites lors de la mise en œuvre de la dimension hommes/femmes qui s'avèrent bénéfiques, à savoir les concepts clairement définis, les approches méthodiques éprouvées ainsi que la systématisation et la documentation ambitieuse sur le travail réalisé. EMAS est désormais connue et reconnue comme organisation experte en matière de genre au-delà de la région de projet. On fait appel à sa compétence et, par le biais de consultations et de conférences, EMAS parvient à étendre la discussion portant sur l'égalité des sexes et l'approche genre.

Comme facteurs gênant la mise en œuvre de l'approche intégrée de l'égalité hommes/femmes, EMAS cite tout d'abord ceux liés au contexte, comme le machisme, le conservatisme qui est répandu dans la société au Michoacán, la pauvreté et le manque de confiance des gens dans leurs expériences et leurs connaissances locales, ainsi que la politique publique qui ne prend pas convenablement en compte l'espace rural ni la dimension hommes/femmes. Il existe toutefois aussi des obstacles générés par les personnes. Les membres de l'équipe font remarquer qu'eux aussi sont marqués par la répartition traditionnelle des rôles. Il est pour eux, comme pour d'autres hommes et femmes, difficile de remettre en question les stéréotypes. Il s'agit même là d'un processus qui les effraye, ce qui peut avoir des conséquences néfastes sur leur travail.

2.4 Changements obtenus

Le travail d'EMAS rayonne dans toutes les directions. Les approches, méthodes et expériences de l'organisation sont devenues des références de premier ordre

pour le mouvement féminin mexicain. Ce résultat est le fruit des travaux de préparation et d'analyse de la Conférence internationale des femmes à Pékin auxquels a participé l'organisation de manière intensive, au niveau du Mexique et de l'Amérique latine. Le matériel de formation et d'analyse publié par EMAS est expédié aujourd'hui dans le pays entier. Dans la région de projet, l'administration du district a demandé à EMAS de participer, par exemple, à l'élaboration du plan de développement du Panindícuaro. L'organisation veille ainsi à ce que la planification prenne en compte la perspective sexospécifique. Les activités menées dans les projets d'EMAS se répercutent de différentes manières sur les groupes cibles. Voici les principaux effets observés :

- Renforcement de la capacité d'action des femmes dans la zone de projet d'EMAS à l'aide d'apprentissages et de formations complémentaires, ainsi que d'une analyse des rapports de genre dans les secteurs de la santé et de l'agriculture. Les femmes sont devenues plus conscientes de leur valeur, agissent en tant que promotrices et sont actrices au sein de la commune et de la famille.

- Prise de conscience croissante des hommes quant à l'importance de la contribution des femmes dans le ménage et l'agriculture en les intégrant toujours davantage dans le travail de projet.

- Participation et intérêt croissants des femmes et des hommes aux développements et aux décisions prises dans leur commune et ville. A Panindícuaro, région de travail importante d'EMAS, une femme a récemment été élue maire. EMAS estime que cette élection est un impact indirect de son travail.

Les succès remportés dans son travail renforcent le sentiment d'EMAS qu'elle se trouve sur la bonne voie. Toutefois, en tant qu'organisation apprenante, EMAS a su reconnaître les défis à relever à l'avenir.

Il s'agit de défis sur le plan institutionnel, notamment :

- Mise sur pied d'une nouvelle équipe constituée de jeunes membres (changement de génération)

- Concentration du travail sur des secteurs sélectionnés

- Promotion de la durabilité financière

- Renforcement du travail en réseau

Les rapports entre les sexes se modifient lentement

Le changement dans la répartition des tâches dévolues à un sexe donné constitue pour EMAS un indicateur décisif d'une mutation des rapports entre les genres. Or, dans ce domaine et selon ses propres déclarations, l'organisation a observé jusqu'alors peu de changements. EMAS a cependant aidé à rendre les femmes plus fortes et plus visibles. Des processus importants ont été déclenchés et leurs effets vont dans la bonne direction, même si aucune modification durable des rapports de genre n'est encore apparue. Aucun effet négatif engendré par le travail d'EMAS n'a été constaté. Au niveau des groupes cibles, il faut continuer à renforcer la conscience et l'engagement pour des rapports entre les sexes plus justes.

2.5 Conclusions et leçons tirées

EMAS est une organisation féminine ancrée dans le mouvement féministe. Elle accomplit son travail avec la conviction que l'instauration de l'égalité entre les sexes est une condition préalable fondamentale au bon fonctionnement d'une société démocratique. Ses programmes s'adressent tant aux femmes qu'aux hommes.

Au vu de la discrimination particulière que subissent les femmes tant dans la sphère économique que socioculturelle, la défense des droits de l'Homme pour les femmes se trouve au cœur du travail d'EMAS. Celui-ci se caractérise par une conception claire, le recours à des méthodes éprouvées et la systématisation des expériences. En tant qu'organisation apprenante, EMAS est consciente des défis à venir et souhaite les relever.

Les leçons suivantes peuvent être tirées du travail réalisé par EMAS :

L'égalité hommes/femmes | Pratique

■ La mutation des rapports de genre survenue grâce à la mise en œuvre de l'approche intégrée de l'égalité hommes/femmes se heurte à des résistances non seulement chez les hommes, mais aussi chez les femmes. Un exemple type est le domaine de la reproduction qui constitue en général la seule sphère où les femmes peuvent exercer un pouvoir. L'intrusion des hommes dans ce domaine, par exemple en participant aux travaux ménagers et à l'éducation des enfants, fait vaciller cette unique position de pouvoir qu'elles détiennent. L'approche en matière d'égalité hommes/femmes est fréquemment interprétée de la sorte par les femmes et constitue une source d'angoisses.

■ La mise en œuvre de l'égalité des sexes induit une redistribution des pouvoirs qui provoque inévitablement des conflits. Lors des débats sur la question, les hommes et les femmes ne découvrent pas uniquement des sujets sur lesquels ils ont des avis divergents, mais aussi d'autres qui les unissent, c'est-à-dire que les discussions n'entraînent pas seulement des conflits.

■ Les rapports de genre doivent toujours être considérés en fonction du contexte, des situations spécifiques de discrimination et d'exclusion, ainsi que de l'aspiration à une mutation générale des relations sociales.

■ La mutation des rapports de genre concerne les hommes et les femmes. Pour la réussite du travail, il est essentiel d'intégrer les hommes. Le processus s'en trouve ainsi enrichi. Il ne faut pas cependant négliger de soutenir le combat des femmes pour leur participation à la société sur une base égale de droits et de valeurs.

■ L'action en faveur de l'égalité entre les genres exige un mouvement dynamique déployé à de multiples niveaux. C'est pourquoi la constitution de réseaux s'avère indispensable.

■ Une prise en compte réussie de la dimension hommes/femmes dépend d'une approche méthodique concrète et de la définition d'indicateurs clés permettant d'observer les progrès. Les expériences doivent être systématisées.

■ L'engagement en faveur de l'égalité des sexes ne peut être réduit à l'utilisation de l'aspect genre comme catégorie d'analyse; il constitue un défi permanent à relever dans sa propre vie.

■ Le respect des droits de l'Homme à l'égard des femmes ne doit pas se limiter à la défense des droits de la femme, mais doit inclure les droits de l'Homme politiques et civils.

Carsta Neuenroth



Photo : Christof Krackhardt

3 AFREDA – Renforcement de la capacité d'action économique et sociale des femmes grâce à un projet réalisé à Kilombero

Fondée en 1990, l'organisation non gouvernementale tanzanienne Action for Relief and Development Assistance (Action de soutien à l'aide d'urgence et au développement/AFREDA) a comme objectif d'améliorer le statut économique et social des hommes, femmes et enfants pauvres en Tanzanie. Elle accorde une attention particulière à l'amélioration des conditions de vie sur le plan du revenu, de la santé, de l'éducation, de l'alimentation et des droits de l'Homme. A ses débuts, AFREDA s'est consacrée à l'aide d'urgence aux réfugiés, puis a déployé son action avec des projets se rapportant à la sécurité alimentaire et à l'amélioration des revenus.

Les bureaux d'AFREDA se trouvent dans une banlieue de Dar es-Salaam. L'ONG possède deux autres filiales à Morogoro et Kidatu et emploie trente personnes. Sa prise de contact avec « Brot für die Welt » date de 1999. Un partenariat fut conclu deux ans plus tard. Depuis lors, « Brot für die Welt » a soutenu l'organisation dans la réalisation du projet féminin de Kilombero. L'objectif numéro un du projet est de renforcer sur le plan économique et social les femmes vivant dans le district de Kilombero situé dans la région de Morogoro.

De manière plus spécifique, le projet vise à améliorer la situation économique des femmes en les formant, les

conseillant et leur octroyant des crédits. Par ailleurs, il cherche à endiguer la propagation du VIH et SIDA.

Le projet doit permettre d'améliorer les conditions de vie des femmes et de leurs familles dans cette région structurellement sous-développée et d'enrayer l'exode rural. Dans un premier temps, le travail se concentra sur 200 femmes âgées entre 15 et 60 ans qui, pour bénéficier de l'aide du projet, devaient remplir certaines conditions, par ex. avoir une idée claire de l'activité éco-

Des micro et petites entreprises créent des emplois en Tanzanie

La Tanzanie est un des berceaux de l'humanité. Le territoire de l'Etat actuel était déjà peuplé il y a des milliers d'années. Aujourd'hui, 37 millions de personnes vivent en Tanzanie dont 80% en milieu rural et près de la moitié vit sous le seuil de pauvreté. L'agriculture est le pilier le plus important de l'économie tanzanienne. Environ 80% de la population travaillent dans ce secteur, et les produits agricoles constituent 85% des exportations. Dans les régions rurales, la majorité des activités économiques est réalisée par la population paysanne ou bien des petits commerçants et commerçantes dans le secteur informel. Peu de jeunes pouvant espérer trouver un emploi rémunéré, le secteur des micro et petites entreprises joue un rôle essentiel dans le développement économique du pays. Effectivement, il représente déjà près de 30% du produit national brut et crée env. 50% de tous les emplois générés dans le domaine économique privé.

L'égalité hommes/femmes | Pratique

nomique qu'elles souhaitent entreprendre. Après trois années de travail, cette première phase du projet a été close avec succès en 2004 puis fit l'objet d'une évaluation. Une seconde phase de projet débuta en 2004 : elle visait à soutenir au total 460 femmes dans la mise sur pied et l'extension de leurs activités au sein de leurs petites entreprises. Cette seconde phase de projet prit fin en juillet 2007.

Une présentation des expériences tirées du projet féminin de Kilombero s'avère utile pour les raisons suivantes :

- Le projet se caractérise par un panaché réussi d'offres de formation et de conseil économiques (comptabilité, gestion des crédits, etc.) avec des cours de contenu social (formation sur la question du genre et du VIH et SIDA ; constitution de groupes et formation en leadership) qui, outre une amélioration du statut économique, comprennent d'autres aspects (sociaux, culturels et juridiques) complétant le processus d'autonomisation des femmes.
- L'intégration croissante des aspects liés au genre dans le travail du projet, ainsi que son ancrage institutionnel au sein d'AFREDA sont représentatifs des processus d'apprentissage et de transformation qui ont cours dans les « organisations apprenantes ».

3.1 Rapports de genre dans la région

La région de Morogoro est une des plus pauvres de Tanzanie. L'exode rural y est extrême, un mouvement renforcé par les bonnes voies de communication vers Dar es-Salaam. 450 000 personnes vivent dans le district de Kilombero pratiquant, pour la plupart, une agriculture de subsistance. Mis à part deux grandes raffineries de sucre, il n'y a aucune industrie digne de ce nom. Selon la population locale, les conditions de vie difficiles s'expliquent par :

- Manque de soutien des activités agricoles
- Problèmes de commercialisation

- Mauvaise enseignement formation
- Aucune possibilité d'obtenir des crédits
- Obstacles dus à la culture et aux traditions
- Discrimination des femmes, des personnes infectées par le VIH et des personnes vivant avec le SIDA (PVVS)

Bien que quelques signes laissent présager des changements quant à la perception des rôles dévolus aux hommes et aux femmes en Tanzanie, c'est toujours l'image patriarcale qui prédomine avec l'indépendance économique des hommes, l'hétérosexualité normative et le mariage/la vie conjugale. Ces normes sexuelles rigides sont consolidées par le fait que les autres orientations sexuelles et modes de vie sont contestés, sanctionnés et tabouisés.

La société attend des hommes qu'ils endossent le rôle de soutien de la famille et l'entretiennent. C'est la raison pour laquelle les jeunes hommes émigrent fréquemment vers les centres urbains pour rechercher du travail et gagner de quoi nourrir leurs familles.

Masculinité : le dictat de l'économie sexuée

En Tanzanie, les garçons sont éduqués dès leur plus jeune âge selon des normes de genre dominantes, traditionnelles pour la plupart, et ainsi préparés à leur rôle de membre masculin de leur société/ethnie. Ils subissent une pression sociale élevée exercée par la famille, la communauté, l'école, l'entreprise d'apprentissage et d'autres institutions les obligeant à se conformer aux prescriptions prééminentes en vigueur régissant une conduite masculine acceptable. Les attentes qui y sont liées, comme les images existantes de la masculinité au sein de la classe d'âge donnée et/ou du groupe de pairs (le statut d'un jeune homme étant aussi mesuré à l'aune de la fréquence de ses contacts sexuels), exercent une forte influence sur l'adoption des rôles types endossés au sein du couple, de la famille et par rapport à l'entendement développé par chacun quant aux relations et à la sexualité.

A quoi il faut ajouter l'obligation de réussir sur le plan économique afin de remplir un autre critère clé défini par la société : le mariage qui, dans la société tanzanienne, marque rituellement le passage de l'adolescence à la vie adulte. Toutefois, dans le cadre de cette « économie sexuée », de nombreux jeunes hommes se retrouvent en concurrence avec des hommes plus âgés, disposant de revenus, et ne sont souvent pas en mesure de satisfaire les attentes financières des jeunes femmes, ce qui exclut tout mariage. Un taux de chômage élevé et le manque de possibilités d'accéder à un revenu empêchent les jeunes hommes de se conformer aux normes sociales et menacent leur identité masculine.

Les rôles des femmes : violence sexuelle et discrimination économique

Ces dernières années, le gouvernement tanzanien a promulgué des lois en faveur de l'égalité des sexes, de la protection des femmes et de l'endiguement de toute violence à l'encontre de celles-ci ainsi que des enfants. Cependant, la violence à l'égard des femmes reste toujours un phénomène largement répandu dans la société tanzanienne. Des normes et pratiques traditionnelles entretiennent le fait que les femmes sont soumises aux hommes en ville comme dans les zones rurales. Des contraintes culturelles, familiales et sociales empêchent les femmes d'informer les autorités sur la violence et les mauvais traitements dont elles font l'objet et de rechercher une aide juridique.

En ce qui concerne les droits de propriété et de succession, les femmes sont fortement défavorisées par rapport aux hommes. Le nombre de filles fréquentant une école supérieure reste toujours inférieur à celui des garçons. Les normes et rôles définis par la tradition affectent les femmes à une position subordonnée aux hommes. Dans le district de Kilombero, la plupart des activités agricoles et ménagères incombent aux femmes. Elles ont rarement l'occasion d'exercer un métier en dehors de l'agriculture au sein d'une petite exploitation ou d'accepter un emploi rémunéré.

L'accès et le contrôle des ressources et de la propriété étant le plus souvent refusés aux femmes, il leur est par-

ticulièrement difficile d'être autonomes. La dépendance économique annule dans les faits les mesures légales prises en faveur de l'égalité des sexes.

3.2 Description des bonnes pratiques

Approche combinée en faveur du renforcement économique et social des femmes

AFREDA est convaincue que cette approche est décisive. Le projet a donné naissance à des groupes comprenant en tout 460 femmes du district de Kilombero qui ont reçues des formations et des financements via un fonds de crédit. Grâce à ce soutien économique, les conditions de vie de nombreuses femmes et de leurs familles se sont améliorées. Outre des cours de contenu économique et technique, les femmes ont parallèlement été sensibilisées sur le sujet du VIH et SIDA ainsi que de leur prévention. Cette approche de projet intégrée, y inclus la formation sur le genre, qui s'adresse tant aux hommes qu'aux femmes, est jugée par les femmes comme extrêmement fructueuse et ayant un impact important sur leur vie quotidienne. Ce ne sont pas des mesures individuelles spécifiques, mais au contraire l'effet synergique généré par l'ensemble de mesures, y compris les efforts croissants d'AFREDA pour intégrer la thématique du genre dans toutes les activités de projet, qui font la richesse et la particularité du travail réalisé par le projet féminin de Kilombero.

Union d'intérêts pratiques et stratégiques

Le projet féminin de Kilombero suit une approche de projet intégrée qui combine apprentissage et appui technique dans le domaine de la création d'entreprise et la gestion des crédits avec des formations sur des thèmes sociaux (genre, VIH et SIDA) et qui renforce les capacités d'organisation et de direction des femmes avec des offres ciblées, telles qu'une formation en leadership. Les planifications de projet et les stratégies visent en priorité à renforcer les capacités économiques des femmes en mettant sur pied et en améliorant les activités réalisées au sein de petites entreprises. A cette fin, les femmes intéressées sont réunies par groupes auxquels sont propo-

L'égalité hommes/femmes | Pratique

sées des offres de formation spécifiques et une assistance technique pour la création d'entreprise ou l'augmentation d'activités commerciales déjà lancées.

Après la présentation d'un plan d'exploitation qui est soumis à l'agrément du groupe car celui-ci se porte garant du projet concerné, les membres du groupe peuvent recevoir un microcrédit à un faible taux d'intérêt. Le crédit doit être remboursé selon un calendrier ferme. Quand son remboursement est achevé, il est possible d'en demander d'autres. Deux femmes responsables par groupe sont formées par AFREDA en gestion de groupe, planification stratégique ainsi qu'en planification, exécution et évaluation de projet dans un esprit participatif.

Politique en matière de genre dans l'organisation : occupation paritaire des fonctions de direction et formation continue

Au fil du temps, AFREDA a adopté sciemment des mesures afin de gérer sa propre organisation en tenant compte des sexospécificités. « Brot für die Welt » a soutenu cette évolution par des offres ciblées de formation continue et de mise en réseau et a donné ainsi des impulsions essentielles dans cette voie.

Depuis des années, la présidence d'AFREDA est occupée par une femme. En effet, l'ONG a introduit une directive dans ses statuts qui prescrit qu'une femme doit être directrice adjointe quand le directeur est un homme, et vice-versa. Cet ancrage institutionnel de l'occupation paritaire des postes de direction est complété par une autre règle dictant que les femmes doivent être représentées à tous les niveaux de l'organisation. Aujourd'hui, près de 60% des collaborateurs/collaboratrices d'AFREDA sont des femmes, ce qui a une incidence positive sur la crédibilité de l'organisation dont l'objectif déclaré est le renforcement économique des femmes.

Lors des entretiens, les collaborateurs/collaboratrices d'AFREDA font preuve d'une grande compréhension quant aux questions liées au genre et ils sont très conscients de leur importance. L'ONG programme ré-

gulièrement des formations sur la thématique du genre pour ses propres collaborateurs qui peuvent s'exprimer de manière différenciée sur les rapports entre les sexes au sein de l'organisation, du projet et de son environnement. Ceci montre la détermination et la capacité d'AFREDA à prendre en compte ses propres expériences, à remettre en question ses méthodes dans la pratique et à intégrer toujours davantage la dimension hommes/femmes dans les processus de l'organisation.

Prévention du VIH et SIDA

La discrimination et la violence liées au genre sont des problèmes largement répandus dans le district de Kilombero. A quoi il faut ajouter la menace exercée par la pandémie de VIH et SIDA. Car ce sont essentiellement des femmes qui s'occupent des malades du SIDA dans les zones rurales.

Le traitement du SIDA occasionnant des frais élevés, les familles concernées risquent de tomber dans la pauvreté. Les soins exigent du temps et sont onéreux. L'exclusion sociale est une des conséquences fréquentes qu'ont à subir les malades et leurs familles, en particulier pour ceux commercialisant des aliments.

AFREDA a analysé ces relations de cause à effet ; entre-temps, le VIH et SIDA est devenu un axe de travail traité d'une manière transversale dans toutes les activités du projet féminin de Kilombero. Dans les formations sur le genre et le VIH et SIDA, les femmes ont appris à réfléchir sur leur situation au sein de la famille et du couple. Elles sont devenues conscientes des risques inhérents au VIH et SIDA pour leur activités professionnelles et leur qualité de vie en général. La formation les a aidées à mieux se protéger, ainsi que les membres de leur famille, pour éviter une éventuelle infection. Selon leurs propres déclarations, elles utilisent des préservatifs et sont adeptes d'une sexualité à risques réduits.

Les époux ont été sciemment intégrés dans cette formation sur le genre et le VIH et SIDA. Pour beaucoup d'entre eux, c'était la première fois qu'ils débattaient sur les rapports entre les sexes dans un tel cadre. Cette participation, appréciée à sa juste valeur par les hommes, a

amélioré leur compréhension des risques portés par le VIH et SIDA, ainsi que des pratiques sexuelles néfastes.

Depuis lors, AFREDA est convaincue qu'il est essentiel d'intégrer aussi les hommes pour obtenir une transformation des rapports entre les sexes. Les questions ayant trait au genre sont aujourd'hui davantage traitées dans les discussions de groupes qu'au début du projet.

3.3 Facteurs favorisant et freinant la mise en œuvre de l'approche intégrée de l'égalité hommes/femmes

AFREDA enregistre un franc succès pour le projet féminin de Kilombero et est reconnue par les groupes cibles comme une protagoniste importante pour les changements positifs survenus dans leurs vies. La mise en œuvre de l'approche genre a sûrement été acceptée aussi parce qu'AFREDA dirige ces dernières années sa propre organisation en tenant de plus en plus compte des sexospécificités et a formé ses collaborateurs/collaboratrices en conséquence. Le projet, conçu à l'origine pour promouvoir les petites entreprises des femmes, est parvenu, grâce à son orientation délibérée sur la dimension hommes/femmes, à obtenir des résultats significatifs sur le plan du renforcement des pouvoirs sociaux, juridiques et culturels des femmes, en sus au renforcement de la capacité d'action économique visé ; un résultat inattendu.

Du point de vue de la politique en matière de genre menée dans sa propre organisation et de l'orientation sensible aux questions de genre donnée au projet féminin de Kilombero, AFREDA s'est avérée être très apte à l'apprentissage. Ce processus de mise en œuvre systématique de l'approche genre n'est clos ni au sein d'AFREDA ni du projet de Kilombero. Ceci se reflète dans le dessein déclaré d'AFREDA de suivre à l'avenir une approche de projet beaucoup plus juridique et d'accomplir davantage de travail de lobbying et plaidoyer en faveur des droits de l'Homme et de la femme.

Des facteurs extérieurs au projet jouent aussi un rôle. Ainsi, le gouvernement tanzanien a adopté une straté-

gie en matière de genre pour endiguer la discrimination à l'encontre des femmes et des filles. Il a édicté des prescriptions légales pour l'égalité des sexes qui ne sont toutefois pas suffisamment appliquées.

Il y a à Kilombero d'autres organisations qui se consacrent à réduire le fossé entre les sexes ainsi qu'un fonds de soutien aux femmes qui dispose malheureusement de peu de moyens financiers. Le pourcentage de filles scolarisées et décrochant un certificat de fin d'études a augmenté au cours des dernières années, et la société est de plus en plus consciente des effets néfastes générés par la discrimination sexuelle.

Le système patriarcal constitue un obstacle car il refuse aux femmes l'accès aux et le contrôle des ressources, et leur interdit tout droit productif et reproductif.

La discrimination féminine est ancrée structurellement et s'étend à la propriété, la succession et la possession. Seulement peu de femmes détiennent des biens, sous forme de terre, de maisons ou de bétail. Le plus souvent, tout droit de succession est refusé aux femmes et aux veuves. Toutes les décisions, dans la mesure où il ne s'agit pas de l'approvisionnement en bois de chauffe ou de la vaisselle, sont prises par des hommes. Les normes, valeurs et pratiques culturelles qui maintiennent le fossé séparant les deux sexes sont largement disséminés.

Les femmes sont fréquemment surmenées. Leur charge de travail moyenne est deux fois plus importante que celle des hommes. Des mœurs et des pratiques néfastes qui touchent directement les femmes sont toujours largement répandues, comme la mutilation des organes génitaux féminins, le paiement de dots, la polygamie, le travail des enfants, etc. Ce sont toujours les garçons qui sont envoyés de préférence à l'école tandis que les filles n'ont généralement pas le droit de poursuivre leurs études. La pauvreté engendre des tensions et des désaccords qui se répercutent défavorablement sur le bien-être, en particulier celui des femmes et des filles.

La sécheresse et le manque de moyens d'irrigation pour les champs ainsi que des transports difficiles et chers constituent d'autres facteurs défavorables.

3.4 Changements obtenus

La formation de groupes consolide le renforcement de la capacité d'action

La formation de groupes et les activités réalisées en groupe qui sont soutenues par le projet féminin de Kilombero ont amélioré le statut social, l'acceptation et la confiance en soi des participantes. Selon leurs propres témoignages, d'autres femmes leur demandent plus fréquemment conseil et déclarent vouloir adhérer à un groupe. Les formations organisées dans le cadre du projet, les diverses activités de groupe et les succès économiques ont contribué à ce qu'une majeure partie des participantes occupent à présent des postes importants au sein des organisations et comités locaux. Avant le début du projet, nombre d'entre elles n'étaient même pas en mesure de s'exprimer devant un groupe car elles manquaient de l'assurance nécessaire pour le faire. Cela a changé. A titre d'exemple, une femme, très émue, a rapporté qu'autrefois elle n'était pas capable de prendre la parole dans un petit groupe alors qu'aujourd'hui elle parvient à se présenter avec assurance devant une assemblée composée d'une centaine de personnes.

L'amélioration de la situation économique ouvre de nouvelles chances

Les offres de formation ciblées en planification et mise en œuvre de projets, calcul de coûts et gestion des groupes, l'enseignement de base en matière de comptabilité, marketing ainsi que l'octroi de microcrédits ont contribué considérablement à renforcer le pouvoir économique des femmes et de leurs familles. Avant le lancement du projet, de nombreuses femmes avaient déjà recueilli des expériences avec des activités au sein de petites entreprises du secteur informel. Toutefois, dénuées pour la plupart de connaissances en matière de comptabilité, marketing, calcul des prix ou de relations avec les clients, et manquant de capital, elles n'étaient souvent parvenues qu'à réaliser un revenu marginal.

Ces « désavantages concurrentiels » ont pu être réduits à l'aide de mesures ciblées, telles que des formations et conseils individualisés en matière de développement

commercial, l'amélioration de l'accès aux crédits et la mise en réseau de groupes. Le succès économique des femmes participant au projet de Kilombero est porteur d'un message essentiel dans la perspective sexospécifique : les femmes savent aussi bien que les hommes tirer profit des chances qui leur sont offertes.

Lors de séances de suivi régulières, il était sans cesse répété aux groupes de femmes ce qu'elles avaient appris dans les formations et il leur était demandé si elles appliquaient les connaissances apprises, et si oui comment. L'accompagnement permanent assuré par les collaboratrices et collaborateurs du projet, ainsi que les visites fortuites réalisées par le bureau de conseil régional DESUNE (Development Support Service) et de « Brot für die Welt » ont permis aux groupes d'avoir des avis extérieurs et des échos sur leurs propres activités. De plus, ils ont été invités à des visites d'orientation et des rencontres avec d'autres groupes pour les inciter à échanger leurs expériences.

Changement dans la répartition des rôles

Du fait de l'augmentation de leurs activités commerciales, les femmes ont moins de temps à consacrer aux tâches ménagères qui doivent donc être réorganisées. Comme elles contribuent dans une large mesure aux revenus familiaux, elles sont plus soutenues aujourd'hui par les membres de leur famille (époux, filles et fils). Cette aide s'étend même parfois aux tâches domestiques qui incombent traditionnellement aux femmes et aux filles. Il faut renégocier les attributions au sein de la famille, ce qui a pour conséquences que les époux et les filles les assistent dans leur commerce, que les garçons font occasionnellement la cuisine, s'occupent des plus jeunes frères et sœurs ou nourrissent le bétail. Les mesures introduites par le projet ont ainsi des conséquences indirectes sur la répartition des rôles entre les sexes.

3.5 Conclusions et leçons tirées

« Brot für die Welt » soutient AFREDA financièrement depuis plus de six ans pour la réalisation du projet fémi-

nin de Kilombero. L'approche de projet intégrée d'AFREDA où la thématique du genre et la sensibilisation aux risques liés au VIH et SIDA jouent un rôle important, a permis un renforcement économique des participantes, les a aidées à mettre sur pied et à développer leurs activités et petites entreprises et a amélioré leur qualité de vie ainsi que celle de leurs familles. De la sorte, les femmes ont aussi renforcé leurs capacités sur le plan personnel et socioculturel. Elles ont gagné en assurance et en confiance, sont mieux armées face à la discrimination et violence sexuelles, aussi parce qu'elles sont organisées en groupes et connaissent mieux leurs droits en tant que femmes qu'avant le lancement du projet.

Les activités de projet ont certes eu des effets ayant induit des changements personnels pour les femmes et leurs familles, mais ont aussi amélioré le statut et l'image des femmes auprès du voisinage dans les villages et communes. L'offre équilibrée de formations et de prestations de conseil qui comprend des cours économiques (comptabilité, gestion des crédits, etc.) et sociaux (thématique du genre, sensibilisation sur le VIH et SIDA; formation en leadership, etc.) ainsi que le suivi intensif des groupes font toute la richesse et la particularité de ce projet.

Bien que d'autres facteurs contribuent à la mutation des rapports entre les sexes et du rôle de la femme, tels l'introduction par le gouvernement d'une stratégie nationale en matière d'égalité des hommes et des femmes, des modifications de la législation dans le sens de la parité, etc., le travail du projet d'AFREDA a été perçu par les groupes cibles, ainsi que des observatrices et observateurs externes, comme ayant eu une influence déterminante et ayant contribué concrètement à améliorer les conditions de vie des participantes.

AFREDA – une organisation apprenante en matière d'égalité entre les genres

Incitée par le dialogue mené avec son partenaire « Brot für die Welt » et ses échanges avec l'organisation de conseil régionale DESUNE, AFREDA est devenue une organisation apprenante qui est en mesure d'analyser de manière critique ses propres actions et, le cas échéant,

de les modifier. L'ancrage institutionnel de la parité dans sa propre organisation, l'orientation de son propre travail de projet axée de plus en plus au fil du temps sur le postulat de l'égalité entre les genres et le succès remporté par le projet sont imbriqués l'un dans l'autre et se renforcent mutuellement. Les lacunes souvent constatées dans l'instauration de l'égalité des sexes s'amenuisent, la crédibilité de sa propre organisation et de son action s'en trouvent consolidées.

AFREDA a soutenu la fondation d'une union des groupes féminins, KIWODEFU, et désire se concentrer davantage à l'avenir sur le renforcement institutionnel. Les formations et les conseils prodigués aux membres du directoire, aux responsables de groupes ainsi qu'aux conseillers et conseillères locaux (local advisors) doivent permettre à ces organisations de poursuivre leur travail de manière autonome à la fin du projet. Il s'agirait là d'un pas décisif pour la pérennisation des organisations de base locales nées de l'action du projet féminin de Kilombero et des résultats obtenus par leur travail au niveau des rapports entre les sexes dans le district de Kilombero.

Persévérance dans les efforts et augmentation du travail avec les hommes pour plus d'égalité entre les genres

AFREDA a développé à l'intérieur, dans l'élaboration du fonctionnement de sa propre organisation, comme à l'extérieur, dans la mise en œuvre du projet féminin de Kilombero, de très bonnes approches pouvant être perfectionnées pour un travail orienté sur l'égalité des sexes. Même si, dans les grandes lignes de son travail lié au genre, AFREDA suit une voie classique pour la promotion féminine, elle tente sciemment à divers égards, par ex. dans le cadre des formations sur la thématique du genre et du VIH et SIDA, d'intégrer les hommes et de les sensibiliser à ces sujets. Cet aspect du travail de programme d'AFREDA pourrait être davantage renforcé à l'avenir car c'est là que semble se trouver la clé pour une mutation durable des rapports entre les sexes marqués par l'injustice et une forte asymétrie. Il serait pensable de concevoir, par ex., des projets pilotes qui s'adressent de manière ciblée aux (jeunes) hommes

L'égalité hommes/femmes | Pratique

dans le dessein déclaré de faire bouger les rapports rigides instaurés entre les sexes.

Le développement des compétences de direction et la protection des femmes contre la discrimination et la violence nécessitent aussi à l'avenir plus d'attention et d'efforts. Selon les femmes du district de Kilombero, il faudra poursuivre le soutien et faire preuve d'une grande persévérance et résolution pour occuper des postes de direction et s'y maintenir.

L'instauration de la parité et de l'égalité des sexes ne sont pas des objectifs à atteindre rapidement, et ne sont pas acquis une fois pour toutes. Bien au contraire, une forte volonté politique et une longue haleine sont nécessaires pour obtenir des progrès dans ce domaine.

Les Nations unies ont fait remarquer dans diverses études menées sur l'état de la mise en œuvre des Objectifs du Millénaire pour le Développement que, si aucune avancée n'est réalisée au niveau de l'objectif de développement trois, à savoir l'égalité des sexes, d'autres objectifs ne peuvent pas être atteints. La mutation des rapports entre les sexes revêt donc une importance centrale pour la réalisation des objectifs en matière de politique de développement. Cette vue se reflète manifestement dans le travail d'AFREDA et le projet féminin de Kilombero. Elle mentionne simultanément la nécessité, afin d'obtenir une « fluidification des rôles sexuels normatifs », d'intégrer davantage que jusqu'à présent les hommes dans un dialogue sur les rôles masculin et féminin, les images de la masculinité porteuses de risques et une compréhension réciproque quant aux rapports entre les sexes.

Dr. Thomas Döhne



Photo : Christof Krackhardt

4 ISAPSO – au service de la lutte contre le VIH et le SIDA

L'organisation non gouvernementale éthiopienne ISAPSO (Integrated Service for Aids Prevention and Support Organization/Services intégrés pour la prévention du SIDA et le soutien organisationnel) a été fondée en 1997. Son bureau principal se trouve à Addis-Abeba. ISAPSO met en œuvre des concepts innovants qui tiennent compte des sexospécificités et des groupes cibles pour prévenir la violence à l'encontre des femmes et des filles. Son travail est axé sur la sensibilisation et la prévention du VIH et du SIDA ainsi que sur les soins des personnes vivant avec le VIH et SIDA (PVVS) et s'adresse à divers groupes cibles dans des zones rurales et urbaines.

Le travail s'articule autour de différents projets aux champs d'action divers. « Brot für die Welt » finance un projet dédié à la prévention de violence à l'égard des jeunes femmes et des filles dans des écoles secondaires d'Addis-Abeba. C'est principalement ce projet qui est exposé ici comme exemple de bonne pratique. Il est toutefois à considérer dans le cadre de l'ensemble des travaux réalisés par ISAPSO qui sont brièvement présentés ci-dessous.

La prévention concerne tout le monde

Les activités d'ISAPSO s'adressent à différents groupes cibles suivant leurs besoins en matière d'information, de prévention et/ou de soins. Les principaux groupes ci-

bles sont les conducteurs routiers, les ouvriers et ouvrières d'usine, les écoliers et écolières, les étudiants et étudiantes, les adolescents et adolescentes qui ont quitté l'école, les femmes seules, les prostituées et anciennes prostituées, les hommes et femmes en âge de procréer, les orphelins et familles d'accueil, les PVVS et les autres patients et patientes alités dans plusieurs communes, ainsi que les policiers et employés d'administration.

Pour ce qui est de l'éducation et de la prévention, les échanges et l'apprentissage entre pairs (peer education, peer counseling) jouent un rôle important. Par ailleurs, les villages et les communes sont encouragés à organiser des réunions et manifestations lors desquelles les aspects essentiels de la lutte contre le VIH et SIDA sont

Ethiopie : une population jeune jouissant de peu de chances

L'Ethiopie est un des pays les plus peuplés d'Afrique subsaharienne. En 2003, la population s'élevait à 70,7 millions d'habitants avec un taux de croissance annuel oscillant entre 2,8 et 3,0%. La moitié des Ethiopiens est âgée de moins de 18 ans. Environ 50% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté. Les systèmes d'éducation et de santé sont insuffisants. Le taux de croissance élevé de la population et les périodes de sécheresse de plus en plus fréquentes entraînent des récoltes mauvaises compromettant la sécurité alimentaire nationale. Les premières victimes de la sous-alimentation et de la malnutrition sont les femmes et les enfants.

L'égalité hommes/femmes | Pratique

discutés et auxquelles assistent en général des hommes et des femmes. Des réunions uniquement de femmes ou d'hommes sont également organisées. Dans les groupes cibles musulmans, la séparation hommes/femmes est de rigueur.

Les femmes seules, les prostituées et anciennes prostituées ainsi que d'autres groupes nécessiteux sont soutenus à l'aide des activités génératrices de revenus (jardinage, tissage, fabrication de textiles, tenue d'une boulangerie ou d'un restaurant). Afin d'assurer les soins et l'accompagnement des malades, ISAPSO forme des aides-soignantes et des aides-soignants communaux qui sont eux-mêmes assistés et suivis par des professionnels. La mise en réseau sur le plan étatique et non étatique constitue un autre champ d'action important d'ISAPSO.

4.1 Rapports de genre dans la région

La société éthiopienne est marquée par une structure patriarcale qui définit la position des hommes et des femmes ainsi que leurs rapports. La soumission sociale des femmes est profondément ancrée en milieu rural. Le mariage précoce des très jeunes filles et la mutilation des organes génitaux féminins sont des pratiques encore très répandues. 80% de l'ensemble des femmes et des filles éthiopiennes ont subi une excision. La prostitution est un problème essentiellement urbain. Les structures patriarcales laissent les femmes et les filles démunies face aux agressions dont elles sont souvent victimes, même à l'école. La violence domestique, les coups et le viol au sein des couples sont des phénomènes très fréquents.

Les hommes jouissent de meilleures chances d'enseignement que les femmes. Selon les estimations de l'UNESCO, le taux d'alphabétisation des femmes s'élevait en 2002 à seulement 33,8% contre 49,2% chez les hommes.

Comme dans nombreux d'autres pays, les femmes en Ethiopie sont plus touchées par le VIH et SIDA que les hommes. Selon les évaluations du ministère de la Santé,

environ 1,32 millions d'Ethiopiens et d'Ethiopiennes sont infectés par le virus et plus de 360 personnes meurent chaque jour du SIDA. Le VIH et SIDA se propage essentiellement en milieu urbain. Le taux de prévalence du VIH s'y élève à 9,1% chez les hommes et 11,9% chez les femmes tandis qu'il atteint en moyenne 3,5% à l'échelle du pays. Le taux d'infection au VIH est inférieur dans les zones rurales. Le taux de prévalence y plafonne à 1,9% : 1,7% chez les hommes et 2,2% chez les femmes.

L'Etat éthiopien a inscrit l'égalité des sexes parmi les objectifs à atteindre. La position des femmes a été renforcée par des lois qui suppriment les discriminations existantes. Ainsi, du point de vue de la législation, les femmes bénéficient désormais du même accès à la terre que les hommes. Le mariage précoce a été limité par la loi. En revanche, la manière dont la législation doit être appliquée n'a souvent pas encore été clarifiée.

4.2 Description des bonnes pratiques

Approche hommes/femmes en tant que processus

ISAPSO a été identifiée comme « bonne pratique » bien que l'organisation ne possède pas de politique institutionnelle en matière d'égalité hommes/femmes ni de concept lié au genre consigné à l'écrit. En outre, la mission et la vision de l'organisation ne prennent pas en compte l'égalité des sexes. Lors d'une visite de l'organisation, il a été remarqué que, dans leur présentation du travail, les collaborateurs et collaboratrices ne soulignaient pas suffisamment la perspective sexospécifique. Plus tard, les visiteurs ont appris qu'ISAPSO se trouve dans un processus de réorientation qui fait sans cesse progresser la mise en œuvre compétente de l'approche genre.

Le projet promu par « Brot für die Welt » se fonde sur une analyse différenciée des problèmes sous forme d'études qui sont consacrées à la situation en matière de violence et de discrimination à laquelle sont confrontées les femmes et les filles dans diverses écoles secondaires

d'Addis-Abeba. Le projet s'adresse à des femmes, des filles, des hommes et des garçons. ISAPSO est conscient du rôle joué par les deux sexes dans la lutte contre le VIH et SIDA. Les objectifs, les indicateurs ainsi que les activités relèvent d'une logique qui intègre la dimension hommes/femmes comme le montre, par ex., l'intégration tardive, mais de plus en plus importante, des hommes.

Approche innovante avec un large impact

Le projet axé sur les écoles secondaires d'ISAPSO était le premier de ce genre élaboré par une ONG éthiopienne qui s'adressait dans un premier temps aux écolières, puis aux écoliers, en argumentant que des femmes et des filles (ainsi que des hommes) sûres d'elles-mêmes sont moins touchées par des problèmes de santé génésique, le VIH et SIDA ainsi que la violence sexuelle comparé à celles qui ne possèdent pas suffisamment d'assurance. C'est pourquoi le renforcement de la confiance en soi ainsi que l'éducation et la sensibilisation aux thèmes de la santé génésique, le VIH et SIDA et la violence à l'égard des femmes sont au cœur du projet. De nombreuses ONG en Ethiopie ont repris cette approche innovante et travaillent aussi aujourd'hui dans les écoles secondaires. ISAPSO prévoit d'introduire à l'avenir cette approche également dans les écoles primaires afin de sensibiliser les garçons et les filles encore plus tôt.

Ce projet constitue une initiative importante dans la société patriarcale éthiopienne. Il promeut la santé génésique, l'éducation et la lutte contre le VIH et SIDA en relation avec les rapports entre les sexes et le renforcement de la position des femmes au sein de la famille et de la société.

Approche genre dans les esprits

ISAPSO s'est fixée comme objectif d'appliquer l'approche genre aussi bien au sein de l'organisation que dans le travail de projet et considère cette stratégie comme l'approche intégrée de l'égalité entre les hommes et les femmes (Gender Mainstreaming). Il n'existe toutefois aucun document consignant à l'écrit les stratégies de mise en œuvre de l'organisation. De nouveaux collabo-

rateurs et collaboratrices sont familiarisés avec la thématique du genre par le travail en équipe. Ancré dans la conscience du personnel, le concept d'égalité entre les genres, qui forme le cadre théorique d'orientation pour les divers projets d'ISAPSO et qui est diffusé par ses collaborateurs et collaboratrices, se laisse résumer comme suit :

Pour ISAPSO, la lutte contre le VIH et SIDA, l'égalité entre les sexes et la promotion féminine sont étroitement imbriquées. Dans son entendement, l'égalité des droits des hommes et des femmes, la levée de la discrimination des femmes et le renforcement de leur position au sein de la famille et de la société contribuent à remédier efficacement au VIH et SIDA et autres problèmes de santé.

Les femmes et les filles doivent apprendre à devenir plus sûres d'elles-mêmes afin de pouvoir se confronter avec assurance aux hommes. La promotion féminine, développée notamment par des activités génératrices de revenus, améliore la situation économique des femmes car leur prestige croît à la mesure de leurs revenus. De la sorte, elles consolident leur position sociale.

Sous ce rapport, la lutte contre le VIH et SIDA et la promotion féminine à l'aide des activités génératrices de revenu protège les femmes de la prostitution. ISAPSO est consciente du fait que l'approche genre ne doit pas se consacrer exclusivement aux femmes. Bien au contraire, il faut intégrer les hommes comme les femmes dans la discussion afin d'adopter conjointement des mesures visant l'égalité entre les sexes et d'obtenir ainsi des changements durables.

Briser les tabous

Les collaborateurs et les collaboratrices d'ISAPSO soulignent que les rapports entre les sexes sont rarement remis en question et que des sujets comme la mutilation d'organes génitaux, l'enlèvement et le viol des femmes ont été longtemps tabous au sein la société éthiopienne. C'est seulement à la suite des mesures de conscientisation et de lutte contre le VIH et SIDA que l'omerta a été brisée. Ce processus ne comprend cependant

L'égalité hommes/femmes | Pratique

pas le domaine de la violence domestique qui n'est toujours pas entrée dans le débat public. ISAPSO brise ce tabou et parle ouvertement de la violence domestique et sexuelle.

Formations d'acquisition de l'assurance dans les écoles

Dans le projet promu par « Brot für die Welt », le développement et le renforcement de la prise de conscience de leur propre valeur, des femmes et des filles sont placés au cœur de l'action. ISAPSO a publié une série d'études qui font ressortir que les femmes et les fillettes subissent des agressions et harcèlements sexuels aussi bien à l'école même qu'à ses abords. Afin de remédier à cette situation, les écolières provenant de divers établissements secondaires ont la possibilité de participer à des séminaires de formation où elles apprennent à développer et à renforcer leur conscience de soi et leur assurance. Car l'expérience montre que les femmes sûres et conscientes de leur propre valeur sont moins souvent victimes d'attaques sexuelles que celles qui respirent la peur et l'incertitude.

Les clubs – lieux sociaux d'apprentissage sur la répartition des rôles entre les sexes

Dans les écoles, il est courant que les élèves soient organisés en clubs, chacun d'entre eux étant consacré à un certain sujet. Il existe des clubs VIH et SIDA ou des clubs de filles qui se transforment de plus en plus fréquemment en clubs pour l'égalité des genres. Au début, ISAPSO encourageait des filles à se regrouper pour créer des clubs où étaient traités des sujets intéressants pour elles, par ex. la sexualité ou les relations avec les garçons ou les hommes. La prévention du VIH et SIDA est aussi un thème central dans ces clubs.

Il s'est avéré que les garçons et les jeunes hommes s'intéressaient aussi à ces sujets et demandaient à adhérer aux clubs. C'est de cette manière que les clubs de filles devinrent des clubs pour l'égalité des genres. Depuis lors, ISAPSO forme non seulement des « éducatrices et conseillères paires », mais aussi des éducateurs masculins afin de pouvoir accompagner et conseiller leurs ca-

marades dans la lutte contre le VIH et SIDA, les rapports entre les sexes, y compris la violence domestique, et la sexualité.

Au cours de la visite d'une école dans le cadre d'un échange avec ISAPSO, les visiteurs ont assisté dans un club sur l'égalité des genres à une discussion engagée sur la sexualité et le moment opportun pour débiter une relation. Suite à quoi a eu lieu un entretien avec les éducateurs pairs pendant lequel les jeunes ont fait remarquer qu'ils ne pouvaient pas parler de ses sujets en dehors du club.

Dans ce projet, l'intégration de garçons et de jeunes hommes – conformément à la perspective sexospécifique – revêt manifestement une importance croissante dans le travail d'ISAPSO. L'évolution des clubs de filles en clubs pour l'égalité des genres repose sur le fait que tant l'organisation que le groupe cible lui-même ont reconnu que l'approche genre ne s'adresse pas exclusivement aux femmes, mais aux femmes et aux hommes, aux garçons et aux filles, sur un même pied d'égalité.

VIH et SIDA et pratiques traditionnelles néfastes

Ci-après sont exposés quelques exemples montrant avec quelles activités ISAPSO met en œuvre l'approche hommes/femmes dans d'autres projets non financés par « Brot für die Welt ».

En milieu rural, le travail cherche, au travers de la sensibilisation sur le VIH et SIDA, à lutter contre des pratiques traditionnelles qui portent préjudice aux femmes. En Ethiopie, il s'agit essentiellement de la mutilation des organes génitaux féminins et du mariage précoce des filles. ISAPSO associe la lutte contre ces pratiques à l'incitation et à la promotion de l'éducation des femmes et des filles.

Cette action s'adresse essentiellement aux paysans et paysannes et/ou aux groupes de population qui vivent de l'élevage du bétail. Hommes et femmes ont l'occasion de discuter, ensemble ou en groupes de genre, du VIH et SIDA, de la mutilation génitale ainsi que de l'enlèvement et du viol des femmes.

Dans ce contexte, la méthode utilisée de préférence est celle de la conversation communautaire : des assemblées villageoises sont organisées avec le soutien d'un animateur ou d'une animatrice lors desquelles les sujets susmentionnés sont librement débattus. Le but de cette méthode est de rendre les hommes et les femmes conscients des divers problèmes afin qu'ils les identifient comme étant les leurs et tentent de les résoudre ensemble. Cette méthode n'est pas seulement employée par ISAPSO, mais par de nombreuses autres organisations gouvernementales et non gouvernementales. On peut même parler d'une campagne nationale de lutte contre la mutilation génitale et d'autres pratiques traditionnelles néfastes, soutenue aussi par le gouvernement.

Renforcement économique des femmes pour prévenir la prostitution

Le renforcement économique des femmes grâce à des activités génératrices de revenus s'adresse aux femmes possédant particulièrement peu de revenus ainsi qu'aux prostituées dans les zones urbaines. La prostitution est illégale en Ethiopie, toutefois, elle est très répandue dans les contextes urbains.

Dans le domaine de la formation sur le VIH et SIDA, ISAPSO travaille avec des prostituées et d'anciennes prostituées dans différents quartiers d'Addis-Abeba. Des policiers et employés d'administration sont aussi intégrés dans ce travail d'information et sont sensibilisés à la situation des prostituées. Elles représentent ainsi un groupe cible important pour ISAPSO. Ce travail s'adresse également à d'autres femmes possédant un faible revenu et à leurs enfants ainsi qu'aux enfants des prostituées. En collaboration avec d'autres organisations issues du secteur de l'éducation, ISAPSO soutient la scolarisation et l'enseignement des enfants afin qu'ils aient la possibilité de se qualifier et de trouver un meilleur emploi que leurs parents.

Politique paritaire au sein de l'organisation

Il n'existe aucune politique paritaire écrite pour la mise en œuvre de l'approche hommes/femmes au sein de

l'organisation, ce qui n'est pas ressenti comme un manque par les collaborateurs et les collaboratrices.

En effet, l'application de l'approche hommes/femmes au niveau institutionnel n'est pas considérée comme aussi importante que sa prise en compte dans les projets. Toutefois, les critères internes liés au sexe jouent un rôle car un rapport équilibré entre les employés masculins et féminins est recherché.

Cet équilibre est respecté tant au niveau du nombre des hommes et des femmes dans l'organisation qu'à l'occupation paritaire des divers échelons hiérarchiques. Dans les faits, l'effectif de 38 personnes comprend 17 femmes, dont 3 travaillant à la coordination de projet en compagnie de 2 hommes. C'est actuellement une femme qui se trouve à la tête de la direction.

Par ailleurs, la politique du personnel est conforme à la législation nationale qui prescrit l'égalité juridique des hommes et des femmes au poste de travail. A dater de la naissance d'un enfant, les femmes ont droit à un congé de maternité de trois mois.

4.3 Facteurs favorisant et freinant la mise en œuvre de l'approche intégrée de l'égalité hommes/femmes

Pour la mise en œuvre de l'approche hommes/femmes, l'environnement (externe) joue autant un rôle que la situation institutionnelle (interne). Il existe des facteurs qui influent le travail de manière positive ou négative. Dans le cas d'ISAPSO, les facteurs favorables reconnus sont les suivants :

- Les lois sur la parité adoptées par l'Etat ont créé un environnement qui encourage la discussion des rapports entre les sexes et la mise en œuvre de l'approche hommes/femmes.
- Dans le cadre de la campagne de sensibilisation et de lutte contre le VIH et SIDA, il est devenu possible d'aborder des sujets tabous, comme la mutilation génitale, l'enlèvement et le viol de femmes, qui n'avaient

L'égalité hommes/femmes | Pratique

auparavant jamais fait l'objet de débats au sein de la société éthiopienne.

- L'engagement et la vision de la directrice d'ISAPSO contribuent de manière décisive à la promotion de l'approche hommes/femmes au sein de l'organisation et motivent les membres de l'équipe.

- Les succès déjà enregistrés sont également une source de motivation tant pour le personnel que pour les groupes cibles.

Les facteurs suivants ont une influence négative sur une mise en œuvre réussie de l'approche hommes/femmes :

- Le traitement des rapports entre les sexes est souvent refusé par la société éthiopienne conservatrice. En dépit des quelques progrès susmentionnés, il existe toujours des domaines, comme la violence domestique, qui restent tabous.

- Il manque des refuges temporaires, ainsi que des possibilités d'assistance et de thérapie, pour les victimes de violence sexuelle si bien qu'il est rarement possible de les aider véritablement.

- De nombreux projets ont des échéances à trop court terme pour pouvoir induire des changements durables.

4.4 Changements obtenus

En rapport avec les activités menées dans le cadre du projet de « Brot für die Welt », les changements suivants qui concernent essentiellement le groupe cible ont pu être observés :

- Le nombre d'écoliers et d'écolières ayant participé aux activités et aux réunions de formation sur le thème de la lutte contre le VIH et SIDA a augmenté de telle sorte qu'il peut être présumé que la problématique du VIH et SIDA a été intériorisée à un degré important dans les écoles touchées par le projet.

- Le nombre de membres actifs dans les clubs pour l'égalité entre les genres et antisida a considérablement augmenté suite aux activités initiées par le projet. En particulier les filles et les jeunes femmes y ont gagné un forum où elles peuvent se rencontrer pour discuter des sujets importants. Il est patent que les débats menés par les élèves sur des sujets tels que la sexualité et la violence à l'égard des femmes se sont intensifiés et que les garçons et les jeunes hommes prennent de plus en plus conscience des répercussions de la violence à l'encontre des femmes et des filles. En effet, la participation des garçons et des jeunes hommes aux activités soutenues par le projet a augmenté au fil du temps.

- Par ailleurs, le projet a induit une amélioration de la coordination entre la police, les ONG et les écoles en matière de lutte contre la violence sexuelle.

- Il a déjà été évoqué qu'ISAPSO a développé dans le projet scolaire une approche innovante qui jouit d'un grand intérêt parmi les ONG : de nombreuses organisations mènent aujourd'hui des projets similaires.

- Grâce à l'introduction des activités génératrices de revenus qui s'adressent en particulier aux prostituées, leur situation économique a pu s'améliorer et de nombreuses femmes ont d'ores et déjà pu abandonner la prostitution.

Aucun impact négatif engendré par le travail d'ISAPSO n'a été constaté. Il n'est pas possible de faire des déclarations fermes quant à la durabilité des transformations observées. Des processus importants ont été initiés dans tous les domaines et les résultats obtenus vont dans le bon sens. Au moment de la rédaction de ce compte rendu, il n'était toutefois pas encore possible de constater d'une manière objective, si par exemple la violence à l'encontre des femmes et des filles a effectivement reculé dans les écoles secondaires suivies par le projet.

Les initiatives aidant les femmes à rechercher des sources de revenus sont un autre exemple de projet pour lequel la durabilité des résultats n'est pas encore assurée. Ces initiatives sont plus ou moins subventionnées par ISAPSO. Si elles ne parviennent pas à se passer de

ces subventions, cela signifie que les transformations ne sont pas pérennisées et que beaucoup de femmes risquent de retourner à la prostitution.

En pratique, il s'avère que les hommes doivent être associés dans le travail sur l'égalité entre les genres, sans quoi il n'est pas possible d'obtenir des transformations durables des rapports entre les sexes.

4.5 Conclusions et leçons tirées

Carsta Neuenroth

ISAPSO est une organisation qui associe avec succès la prévention et la lutte contre le VIH et SIDA à l'intégration de l'approche genre tant dans le travail de projet que dans l'organisation. Malgré les lacunes évoquées, on peut constater la mise en pratique concrète de l'approche intégrée de l'égalité entre les hommes et les femmes.

Les leçons suivantes peuvent être tirées du travail réalisé par ISAPSO :

- La mise en œuvre de l'approche hommes/femmes peut aussi être réussie sans qu'elle soit incorporée dans la vision et la mission de l'organisation et sans qu'elle fasse l'objet d'une politique institutionnelle définie par écrit. Toutefois, dans de tels cas, la réussite est fréquemment à mettre sur le compte de personnes auxquelles l'égalité des sexes tient à cœur. A moyen terme, il s'avèrera nécessaire d'ancrer par écrit cette approche dans les statuts de l'organisation ainsi que de former le personnel en la matière.
- Même des organisations sensibles aux questions liées au genre ont parfois du mal à rendre explicitement visible à l'extérieur l'approche hommes/femmes dans leur travail. Elles ne sont pas en mesure de fournir des informations stratégiques qui pourraient être utiles à d'autres personnes ou organisations intéressées.
- L'association de la promotion féminine et l'approche hommes/femmes s'avère judicieuse. D'une part, la situation, surtout économique, des femmes s'en trouve renforcée et, d'autre part, hommes et femmes sont motivés et encouragés à identifier les discriminations liées au sexe et à s'engager pour plus d'égalité.
- L'approche genre est encore souvent comprise comme une approche adressée aux femmes, ce qui est faux.



Photo : Christoph Püschner

5 COMINSUD – La promotion de la démocratie par le biais du renforcement des capacités des femmes

Le « projet pour la démocratie et le renforcement de la capacité d'action des femmes » œuvre afin que des conditions favorables soient créées dans la province du Nord-Ouest du Cameroun pour permettre aux femmes et à la population rurale marginalisée de participer de manière juste et équilibrée au pouvoir ainsi qu'aux prises de décision. Les instruments mis en place à cet effet sont l'analyse et la politique en matière de genre, mais aussi des mesures de sensibilisation et de formation destinées à la population. Le but de ce projet est de contribuer à lutter contre la pauvreté et d'encourager une bonne gouvernance à tous les niveaux de la société camerounaise en faisant changer les rapports de pouvoir et les structures causant la discrimination et l'oppression des femmes ainsi que de la population marginalisée.

Le projet est mis en œuvre par COMINSUD (Community Initiative for Sustainable Development), initiative communautaire pour le développement durable. Dans ce contexte, COMINSUD travaille, en tant que partenaire de « Brot für die Welt », en étroite collaboration avec deux organisations de l'Eglise presbytérienne du Cameroun : le programme de motivation et le centre ecclésiastique de Mankon.

COMINSUD a vu le jour en janvier 1996 comme organisation locale de développement, fondée par cinq di-

plômés d'université qui souhaitent contribuer de façon judicieuse au bien-être et à l'épanouissement des populations à travers la réflexion, le dialogue et la participation.

COMINSUD : développement durable et égalité des sexes

La philosophie de COMINSUD a été marquée en particulier par l'Agenda 21, programme d'action adopté en

Cameroun : l'insécurité alimentaire touche particulièrement les femmes et les enfants

Le Cameroun est un Etat pluriethnique qui compte 16,3 millions d'habitants. C'est le pays le plus fort sur le plan économique de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) ; il réalise 50% du produit intérieur brut de cette région. Malgré tout, les problèmes socioéconomiques y sont considérables. A peu près la moitié de sa population vit en dessous du seuil de pauvreté. Même si la situation alimentaire est meilleure au Cameroun que dans les Etats voisins, ce sont souvent et avant tout les femmes et les enfants qui souffrent de sous-alimentation. En outre, la mauvaise qualité des soins médicaux entraîne un taux élevé de mortalité maternelle et infantile. Le VIH et SIDA menacent gravement la santé de la population. Le taux d'infection s'élève à 12,8%. L'infrastructure est déficiente essentiellement dans les zones rurales. L'approvisionnement en eau et en courant stagne et l'état des routes s'est dégradé.

1992 au sommet de Rio de Janeiro, et par le concept de l'autodétermination considéré comme une condition préalable importante au développement durable. L'organisation s'est alors fixée comme objectif d'encourager le développement durable par l'appui de la bonne gouvernance et du partenariat. En outre, le travail de COMINSUD vise les objectifs suivants :

- Mise en place d'un forum pour échanger du savoir, des connaissances ainsi que des informations sur les questions actuelles de développement et pour élaborer des stratégies d'action locale
- Qualification et soutien de communautés, groupes et personnes afin d'acquérir des capacités d'action et d'organisation
- Incitation à la collaboration institutionnelle et au travail en réseaux

Les trois comités suivants sont chargés de définir le travail de COMINSUD :

- L'assemblée générale, composée de quinze membres. Elle s'occupe de la mise au point de politiques, de la planification ainsi que de rapports; elle choisit les membres du conseil d'administration.
- Le conseil d'administration composé de sept membres. Il est dirigé par un président et assume le contrôle régulier des planifications et des activités ainsi que le contrôle et la supervision internes.
- L'organe de coordination, composé de cinq femmes et quatre hommes. Il est chargé de la mise en œuvre des programmes.

COMINSUD est une organisation pluridisciplinaire active aussi bien dans la gestion des ressources naturelles (agriculture durable, éducation à l'environnement) que dans le domaine de la promotion de la bonne gouvernance, des droits de l'Homme ainsi que de la démocratie. Ses engagements en faveur de l'égalité des sexes et de la lutte contre le VIH et SIDA sont définis comme des tâches transversales intégrées à toutes les activités. Par

ailleurs, COMINSUD réalise des analyses de situation, met en œuvre des mesures en matière d'éducation et de prise de conscience, soutient le développement de capacités institutionnelles et effectue le suivi des projets. Enfin, elle fournit des informations utiles pour le travail de lobbying et de plaidoyer.

5.1 Rapports de genre dans la région

La province du Nord-Ouest est l'une des dix provinces du Cameroun. En 1953, elle comptait 429 100 habitants. En 1998, la population y était estimée à 1 789 164 personnes et devrait atteindre les deux millions d'habitants en 2010. Elle est répartie en trois groupes ethniques (Tikaris, Widikums et Fulanis) et en trente tribus. La province est découpée en sept divisions administratives subdivisées, à leur tour, en 34 subdivisions.

Les chefs de villages et de communautés (appelés fons et ardos) constituent des entités administratives et politiques fortes et attachent une grande importance au respect des traditions locales par la population. La société de cette province se caractérise par la coexistence de structures et de systèmes de croyance modernes ainsi que traditionnels. Les coutumes et traditions locales sont toujours fortement ancrées au sein de la population et possèdent certains aspects défavorables et discriminatoires à l'égard des femmes dans de nombreuses sphères.

Les villages de la province sont caractérisés par des valeurs patriarcales. Les hommes prédominent dans tous les domaines de la vie publique et exercent également leur autorité dans la sphère domestique. Les femmes portent la lourde charge d'un système qui les discrimine et qui ne respecte guère leurs droits. Cette situation s'en trouve encore aggravée par le taux d'analphabétisme élevé chez les femmes.

Les femmes subissent diverses formes de violence et d'exploitation. La mutilation des organes génitaux féminins est très répandue et empêche le bon développement des filles. Les femmes n'ayant aucun accès à l'information et à l'éducation, elles ne connaissent pas leurs

L'égalité hommes/femmes | Pratique

droits. Bon nombre d'entre elles acceptent leur destin et vivent dans l'idée que l'homme est supérieur à la femme dans toutes les circonstances et qu'elle est sa propriété.

Le compte rendu camerounais sur l'accomplissement des Objectifs du Millénaire pour le Développement (2003) souligne le fait que 52,5% de la population de cette province vivent en dessous du seuil de pauvreté. A l'échelle du pays, le niveau de pauvreté est passé de 50,5% en 1996 à 40,2% aujourd'hui. Sur les dix provinces camerounaises, celle du Nord-Ouest se place en deuxième position en termes de pauvreté. Elle est durement touchée par le VIH et SIDA. Le taux de prévalence de 8,5% (11,5% pour les femmes) est le plus élevé du pays. Selon une étude sur la santé et la démographie réalisée en 2004, il atteint 5,5% à l'échelle nationale.

5.2 Description des bonnes pratiques

Le but du projet est de contribuer à lutter contre la pauvreté et à mettre en place la bonne gouvernance en faisant changer les rapports de pouvoir et les structures causant la discrimination et l'oppression des femmes ainsi que de la population marginalisée.

L'objectif est de créer des conditions favorables pour une participation juste et équilibrée des femmes et de la population rurale marginalisée au pouvoir ainsi qu'aux prises de décision dans quinze subdivisions des sept divisions administratives de la province du Nord-Ouest. Le projet vise à défendre les intérêts des femmes en induisant une modification des normes culturelles, des pratiques institutionnelles et des politiques. Il faut leur permettre d'acquérir les connaissances et le savoir relatifs à la gouvernance, aux droits de l'Homme et à la démocratie. Plusieurs milliers de personnes ont été abordées et sensibilisées par le biais de mesures éducatives mises en œuvre par des membres de la communauté (multiplicateurs et multiplicatrices) issus des institutions religieuses et formés à cet effet.

En outre, un manuel sur le renforcement de la capacité d'action politique leur procura des informations contri-

buant à initier un changement dans les idées et les comportements. Le succès de ces mesures incita les coordinateurs du projet à mettre en place d'autres activités visant à consolider les valeurs et les intérêts défendus par le projet.

Parmi les mesures couronnées de succès, il convient de citer les suivantes :

- Au cours des quatre dernières années, le projet a joué un rôle déterminant lors des fêtes et manifestations organisées dans le cadre de la Journée mondiale de la femme. Des collaborateurs organisèrent des conférences de presse, des débats ainsi que des défilés de manifestants. Plus de 25 000 prospectus traitant de divers thèmes importants pour les femmes furent distribués aux groupes féminins.

- Les expériences recueillies dans le cadre du projet sont utilisées dans d'autres régions. A titre d'exemple, un projet similaire « éducation et renforcement de la capacité d'action » destiné aux femmes a été introduit dans la province du Sud-Ouest. Dans la partie francophone du pays, le concept de projet et les méthodes ont été présentés à 35 organisations auxquelles furent distribués au total 500 exemplaires du manuel sur le renforcement de la capacité d'action politique traduit en français.

- En outre, le projet prit part à l'observation des élections, mesure destinée à renforcer la participation politique de la population locale.

Les décideurs – acteurs du changement

L'approche du projet réside dans la sensibilisation des institutions clés religieuses, politiques et traditionnelles de la société. Il s'adresse aux décideurs auxquels il est demandé de reconsidérer les rapports de genre au sein de la communauté ou de l'institution. Le projet reprend les valeurs fondamentales des institutions religieuses, traditionnelles et politiques et thématise les rapports de genre dans ce contexte. Des discussions et des réflexions sur des sujets, tels la participation, la reconnaissance des autres, la recherche de solutions, le lea-

dership, la violence, les droits de l'Homme, la pauvreté ainsi que le VIH et SIDA, suscitent l'intérêt de tous quelle que soit leur appartenance ethnique, religieuse ou politique. Une ouverture pour les thèmes liés au genre est ainsi créée et doit permettre de modifier les valeurs, pratiques ainsi que normes institutionnelles sur lesquelles se fondent les comportements d'oppression et de violation des droits de l'Homme. Les rapports entre les sexes sont thématiques à l'aide de l'analyse du genre qui sert de base pour le développement de politiques paritaires au sein des institutions.

Les groupes cibles sont en particulier :

1. D'une part, les décideurs des communautés religieuses chrétiennes et musulmanes et, d'autre part, des institutions politiques et traditionnelles, notamment les partis politiques et les assemblées locales, ainsi que les conseils villageois traditionnels, les associations de développement des villages et les groupes socioculturels influents.

2. Autres personnes et groupes appartenant aux communautés chrétiennes ou musulmanes.

Processus de prise de conscience en deux étapes

Le processus de prise de conscience dans une communauté commence par la tenue, dans le bâtiment de l'assemblée locale, d'un atelier d'initiation d'une durée de deux jours. Le chef administratif de la subdivision, le maire, des représentants et représentantes d'organisations non gouvernementales locales ainsi que de la « délégation étatique du renforcement de la capacité d'action des femmes et de la famille » (Delegation of Women Empowerment and the Family) y sont conviés ainsi que les dirigeants d'institutions religieuses, politiques et traditionnelles. Les villageois et villageoises sont eux aussi représentés.

Les participants assistent tout d'abord à une présentation introductive des concepts et contenus de projet, puis à un exposé des normes et pratiques traditionnelles qui préjudicient aux femmes. Jusqu'à présent, les ateliers de ce type ont regroupé au total 810 participants

(345 hommes et 465 femmes) dans quinze subdivisions de la province du Nord-Ouest.

Dans une seconde étape qui s'adresse essentiellement aux équipes dirigeantes des institutions, une analyse en termes de genre est menée afin d'identifier les postes occupés par les hommes et les femmes dans les structures des institutions. Par ailleurs, les différences dans le déroulement des journées et les activités des hommes et des femmes appartenant aux groupes cibles sont discutées, ainsi que les disparités existantes quant à l'accès et au contrôle des ressources, et pour finir les différences existant en matière de droit de succession et de comportement général vis-à-vis des veufs et des veuves. Cette étape permet aux participants de prendre conscience des rapports entre les sexes dans les villages et les institutions. Ensuite est organisé un débat approfondi portant sur les conséquences de la paupérisation ainsi que de la propagation de la violence et du VIH et SIDA pour les femmes et les enfants, en particulier les filles.

Les discussions et les réflexions dans le cadre des formations conduisent généralement les participants à décider d'élaborer une politique paritaire améliorant la situation des femmes et des filles. Elle est aussi utilisée comme cadre pour la surveillance des rapports entre les sexes au sein des institutions et des communautés qui souhaitent obtenir des changements.

Jusqu'à présent, des analyses en termes de genre ont été réalisées dans vingt communautés villageoises, deux institutions ecclésiastiques et douze conseils municipaux. Onze villages ont élaboré des politiques paritaires et s'efforcent de les faire appliquer. Afin de soutenir ces processus, COMINSUD a mis au point un guide pour la réalisation desdites analyses et l'élaboration desdites politiques.

Par ailleurs, des multiplicateurs et multiplicatrices ont été formés pour soutenir le processus de mutation dans les divisions et les subdivisions. Dans ce contexte, sept ateliers de formation ont déjà été organisés. 238 promoteurs et promotrices (85 hommes et 153 femmes) ont suivi une formation afin de soutenir les initiatives en matière de promotion des femmes à des postes diri-

L'égalité hommes/femmes | Pratique

geants et visant à imposer les droits politiques et civils au niveau de la base.

Dans les subdivisions, 418 animateurs et animatrices municipaux (160 hommes et 258 femmes) ont suivi seize réunions de formation. Ils travaillent au sein des groupes religieux et contribuent à la prise de conscience de la population locale.

Travail de relations publiques et de lobbying

Les conférences-débats, reportages radio, panneaux publicitaires et banderoles ainsi que la distribution de brochures se sont avérés efficaces incitant une prise de conscience, en particulier dans le contexte de la Journée des Nations unies pour les droits de la femme et la paix internationale.

Au niveau de la province, un atelier consacré à la réflexion et aux actions de défense sur les thèmes « Les femmes à des postes dirigeants » et « Imposer les droits politiques et civils » a déjà eu lieu. 60 dirigeants d'institutions traditionnelles, politiques et religieuses y assistèrent. Les résultats de cette manifestation ont été intégrés au manuel sur le renforcement de la capacité d'action politique au niveau de la base, rédigé par COMINSUD. 1 700 exemplaires ont été imprimés et distribués aux promoteurs et promotrices, animateurs et animatrices ainsi qu'à d'autres personnes intéressées par les questions liées au genre. Cet ouvrage encourage la réflexion, la discussion et la compréhension sur les questions relatives au concept.

5.3 Facteurs favorisant et freinant la mise en œuvre de l'approche intégrée de l'égalité hommes/femmes

Les sujets abordés par le projet sont pertinents et d'actualité car ils concernent la vie quotidienne des personnes tant sur le plan individuel que communautaire. Dans une situation où elles ne peuvent faire entendre leur voix, mais souffrent de la violence, de la maladie, de la pauvreté, des privations ainsi que de la violation des droits de l'Homme, de l'oppression et de la discrimi-

nation, la prise de conscience est une condition préalable aux changements.

La coordination et la gestion du projet par COMINSUD reposent sur un système performant qui comprend la planification, la mise en œuvre, le suivi, l'évaluation et la documentation. Une planification stratégique reflétant la vision de l'organisation sert de cadre d'orientation pour le développement du projet. Le conseil d'administration de l'organisation, le groupe de pilotage du projet ainsi que les collaborateurs/collaboratrices font preuve de beaucoup de détermination lorsqu'il s'agit d'élaborer des approches, des stratégies et des instruments. De nombreux participants consacrent également une partie de leur temps libre afin de faire avancer le projet. COMINSUD met à disposition des bureaux, des équipements et d'autres fournitures pour permettre le parfait déroulement du projet.

La participation active d'institutions de l'Eglise presbytérienne du Cameroun au déroulement du projet joue un rôle important pour la mobilisation des communautés et de l'organisation d'initiatives œcuméniques et interreligieuses.

Les promoteurs et promotrices ainsi que les animateurs et animatrices diffusent systématiquement des informations importantes parmi la population et initient le changement. A l'aide du manuel et des rapports, ils touchent des milliers de membres des paroisses, en particulier dans les groupes de prière. Ils agissent également dans certains cas à titre de conseillers et conseillères. En outre, ils se tiennent à disposition lorsque des participants aux rencontres de réflexion désirent s'entretenir avec eux. Certains apportent aussi leur aide lors de la préparation des séances d'analyse de genre dans les villages en expliquant aux autorités villageoises leur importance et leurs avantages.

Bon nombre d'autres institutions ecclésiastiques et étatiques participent activement à la réalisation du projet. Elles font des suggestions et le soutiennent à l'aide d'un échange d'informations, la mise à disposition de personnes-ressources et de salles de conférence. Des organisations non gouvernementales, telles Mbororo Social and

Cultural Development Association (MBOSCUDA), permettent d'atteindre la communauté musulmane, une minorité marginalisée dans la contrée et très attachée à sa culture.

« Brot für die Welt » s'occupe du financement du projet et appui le développement organisationnel ainsi que le renforcement de la capacité d'action institutionnelle. Par ailleurs, il soutient l'échange d'expériences avec d'autres organisations ainsi que la réalisation d'évaluations externes. SIRDEP, le bureau de transfert de fonctions au Cameroun, apporte des conseils techniques, organise l'échange d'informations et procure un soutien pour le développement des capacités institutionnelles et pour le suivi semestriel des activités.

Les facteurs suivants ont une influence négative sur la mise en œuvre de l'approche hommes/femmes :

- Les pratiques traditionnelles ancrées dans les cultures continuent d'empêcher le renforcement de la capacité d'action des femmes. De plus, le manque de compréhension quant à l'importance de la politique paritaire restreint les possibilités d'évolution pour les femmes dans certaines institutions. Souvent, il manque encore un esprit d'ouverture pour les questions liées au genre.
- De nombreuses personnes éprouvent de la méfiance vis-à-vis du projet à cause de mauvaises expériences faites avec d'autres projets qui, pour certains mis sur pied à la va-vite, n'ont eu aucun effet positif sur la vie des personnes. Des cas où des hommes et des femmes ont été escroqués et exploités par des organisations non gouvernementales sont connus et expliquent le profond scepticisme vis-à-vis des projets. Il est aussi arrivé que des ONG gagnent la population à leur cause et obtiennent leur participation grâce à des incitations financières.
- Dans le cas de COMINSUD, les promoteurs et promotrices sont des bénévoles qui sont parfois considérés à tort comme faisant partie du personnel de projet rémunéré, ce qui a pour conséquence que certains villageois et villageoises s'attendent à toucher de l'argent pour leur participation au projet.
- Dans certains cas, le manque d'incitations, de ressources et de possibilités de transport pour rejoindre des groupes et communautés situés dans des zones retirées réduit l'engagement des promoteurs et promotrices bénévoles. La réalisation des activités nécessaires dépend donc fréquemment de leur bonne volonté et de leur pouvoir de persuasion. C'est ainsi que les changements ne deviennent visibles que très lentement, sachant que beaucoup de régions et des milliers de personnes n'ont pas encore pu être visités.
- Dans ce contexte, on voit clairement les difficultés spécifiques survenant lorsqu'un projet vise essentiellement des changements sociaux plus qu'économiques.
- Les différents acteurs participant au projet ne possèdent pas une compréhension commune de ce que sont la démocratie et le renforcement de la capacité d'action des femmes. Les institutions chrétiennes, musulmanes et traditionnelles ainsi que les partis politiques interprètent ces concepts selon les idéologies et les intérêts qu'ils représentent.
- Certains promoteurs et promotrices ne sont pas pris au sérieux parce qu'ils sont considérés comme des politiciens et politiciennes. Tous leurs propos sont immédiatement mis en relation avec leurs intérêts soi-disant politiques. Ainsi, l'initiative d'animateurs et d'animatrices d'encourager la population locale à s'inscrire sur les listes électorales et à voter fut interprétée comme une tentative de recrutement de nouveaux adhérents à un parti.
- Le rôle des bénévoles est souvent mal interprété. Citons par exemple ce promoteur qui a subi des menaces de la part d'anciens membres d'un conseil municipal car ceux-ci voyaient leur place menacée par le fait que le promoteur avait encouragé des adolescents et des femmes à se porter candidats pour les prochaines élections communales et législatives. Pourtant, il ne voulait que contribuer à atteindre l'objectif formulé par le gouvernement de présenter 30% de femmes candidates.
- Il arrive que les bénévoles abandonnent leur travail, parfois parce qu'ils quittent leur village. Or, les multi-

plicateurs et multiplicatrices constituent une ressource cruciale pour le projet et les communautés. Quand une personne s'en va, elle laisse un vide.

5.4 Changements obtenus

Le projet répand une compréhension globale du développement et accorde une attention particulière aux femmes et aux personnes marginalisées. Un système PME/PSE bien développé ainsi que des visites régulières sur le terrain contribuent à que la mise en œuvre du projet corresponde aux besoins de la population et à atteindre les objectifs du projet.

Changements pour les hommes et les femmes

Sur le plan individuel, le projet a contribué à renforcer la confiance en soi des femmes. Les femmes concernées par le projet ont d'avantage conscience de leur importance au niveau social. Elles sont aujourd'hui plus nombreuses à être prêtes à occuper des postes dirigeants et sont intéressées pour participer activement aux activités politiques et publiques.

Le processus de renforcement de la capacité d'action a encouragé bon nombre de femmes à prendre des initiatives leur permettant d'acquérir et de gérer des revenus afin de soutenir leurs familles. En même temps, cela leur confère le pouvoir de prendre des décisions au niveau familial. Cette nouvelle situation a entraîné une diminution de la violence domestique. Les hommes sont aujourd'hui bien plus enclins à accepter les femmes comme partenaires. Ils reconnaissent qu'elles apportent une précieuse contribution au développement de la société à tous les niveaux. Les personnes entrées en contact avec le projet savent qu'il existe, aussi bien au niveau national qu'international, des instruments et des mécanismes garantissant les droits et la liberté de chacun et chacune. Elles sont en mesure d'identifier les pratiques traditionnelles qui violent les droits de l'Homme. Certaines femmes ont utilisé ces instruments et mécanismes afin d'imposer leurs droits, en particulier pour garantir leur patrimoine ainsi que leur liberté personnelle après le décès de leur époux.

Prise de conscience des droits de la femme : apprentissage et échange dans tous les domaines de la vie

La prise de conscience des droits de l'Homme a contribué considérablement à la diminution de la violence physique, psychologique et émotionnelle dans les foyers de la région de projet. Les femmes ont gagné en assurance et les hommes s'efforcent de respecter les droits de la femme.

Le manuel COMINSUD sur le renforcement de la capacité d'action politique au niveau de la base sert aux promoteurs et promotrices ainsi qu'aux animateurs et animatrices à créer cette prise de conscience. Il suit une approche intégrale, incluant chacun et chacune, rendu possibles par l'apprentissage et l'échange et favorise des changements dans de nombreux domaines de la vie.

Certains hommes partagent du coup leurs biens avec les membres féminins de leur famille. D'autres s'engagent résolument en faveur de la formation des femmes et contre le mariage forcé. Il y en a même qui ont accepté d'assumer certaines tâches reproductives.

Grâce au projet, de nombreux chefs traditionnels et membres de communautés ont saisi l'importance de l'analyse de genre. Ils sont en mesure d'analyser les rapports existant entre les sexes et de reconnaître leurs effets négatifs sur les femmes, les enfants et les familles ainsi qu'au niveau des villages et des communautés. Ce changement de perspective les a motivés à développer des politiques et des initiatives en faveur du renforcement de la capacité d'action des femmes et à bâtir des communautés plus démocratiques.

COMINSUD met en œuvre l'approche intégrée de l'égalité hommes/femmes. La prise en considération de la perspective sexospécifique est un élément évident du travail qui n'est pas ressenti comme imposé par l'extérieur. Les collaborateurs de COMINSUD possèdent des connaissances et des aptitudes suffisantes pour déclencher des processus et réflexions sur les questions liées au genre ainsi que pour assurer leur suivi. L'aspect des rapports de genre est abordé en liaison avec des thèmes

comme la démocratie et la lutte contre le VIH et SIDA. COMINSUD s'engage pour la coopération inter organisations qui a donné naissance à un large réseau pour l'apprentissage et l'échange mutuel.

L'approche de COMINSUD a suscité l'intérêt d'autres organisations qui recherchent son soutien dans des domaines comme la communication, la bonne gouvernance, la participation et l'organisation. COMINSUD est également invitée à mettre sur pied des cours d'apprentissage et de formation. Diverses personnes ayant observé le travail des multiplicateurs et multiplicatrices ainsi que les changements au sein des communautés se sont organisées afin de suivre une formation pour devenir animateurs et animatrices.

COMINSUD et l'Eglise presbytérienne ont lancé deux autres projets dans la partie anglophone du Cameroun : le « projet pour la démocratie et le renforcement de la capacité d'action des femmes » dans la province du Nord-Ouest et le « projet pour la formation et le renforcement de la capacité d'action des femmes » dans la province du Sud-Ouest. Tous les deux ont encouragé un renforcement de la capacité d'action politique ainsi que la participation active des femmes dans les structures et postes de prise de décision. Dans ces projets également, l'engagement de plus d'un millier de multiplicateurs et multiplicatrices bénévoles s'avéra décisif car ils permirent une prise de conscience sur les sujets de l'égalité des sexes, la participation, le leadership, les droits de l'Homme, la politique et la démocratie. Les expériences positives recueillies dans le cadre de ces deux projets encouragèrent COMINSUD à les faire connaître également dans la partie francophone du pays. De cette façon, le dessein de créer une culture véritablement démocratique au Cameroun qui inclurait les femmes et autres groupes marginalisés est en bonne voie.

5.5 Conclusions et leçons tirées

La prise de conscience et le développement des capacités institutionnelles sont nécessaires pour permettre aux personnes de comprendre les changements survenant dans leur environnement et de s'y adapter. Des conflits

éventuels suite à de nouvelles libertés gagnées peuvent ainsi être réduits voire empêchés.

Le projet a pris en considération les besoins économiques des femmes et les a motivées à exercer des activités génératrices de revenus. Le renforcement de la capacité d'action a contribué à lutter contre la pauvreté ainsi qu'à assurer le bien-être de la famille et à améliorer leur niveau de vie.

Les hommes, les femmes et les enfants ainsi que la société entière profitent de la réduction des inégalités entre les sexes et de la conduite partenariale régnant entre hommes et femmes.

Les rapports de genre, en particulier dans les institutions traditionnelles, ne peuvent pas changer d'une manière interne. Un soutien externe technique autant que financier est requis afin de permettre à une institution de s'autoanalyser de manière critique et de définir une voie pour le changement.

Des transformations sociales sont possibles si elles sont réellement souhaitées. Des approches adaptées pour leur promotion sont nécessaires. Le projet a mis en évidence le fait que les sujets importants doivent être abordés avec des personnes capables et au bon moment. C'est ainsi qu'il a été possible de créer un climat de sincérité. Les hommes ont prouvé qu'ils sont prêts à partager le pouvoir, à endosser des nouveaux rôles au sein de la famille et de la société et à traiter les femmes avec plus de respect.

L'image et la réputation de COMINSUD se sont affirmées aussi bien sur le plan local que régional et national, grâce à l'approche proactive de l'organisation pour la promotion de l'égalité des sexes, la démocratie et les droits de l'Homme.

Le projet a contribué à apporter des changements dans la société, qui s'installent étape par étape et à une vitesse différente dans les diverses organisations. Le concept du projet est clair. Tous les acteurs peuvent s'identifier et travailler aisément avec lui. La coopération entre COMINSUD et l'Eglise presbytérienne a conduit à ce

L'égalité hommes/femmes | Pratique

que les questions liées au genre soient thématiques dans diverses institutions. La participation de l'Eglise baptiste s'avère elle aussi très encourageante, tout comme celle d'autres Eglises. La communauté musulmane participe également de manière active au projet.

La participation des dirigeants des partis politiques est encore faible jusqu'à présent. Mais il y a de nombreuses occasions prometteuses de mener d'autres activités au niveau des conseils municipaux et des subdivisions.

Fon Nsoh



Photo : Heide Trommer

6 SAMVADA – Dialogue et rencontres d'échange contre la marginalisation

« Si tu désires changer le monde, travaille avec la jeunesse »

Telle est la devise de l'organisation SAMVADA, créée en 1992 à Bangalore, capitale en plein essor de l'Etat de Karnataka situé dans le sud de l'Inde. Ces vingt dernières années, Bangalore est devenue une ville industrielle florissante dotée d'une économie opérant sur le plan mondial et attirant des diplômés de hautes études tout comme une main-d'œuvre non qualifiée issue des régions pauvres de l'Inde.

Mais même dans les fascinantes métropoles industrielles et modernes de l'Inde, à l'instar de Bangalore, les répercussions sociales du système des castes officiellement aboli sont encore perceptibles à tous les niveaux. La plupart des destinées dépendent de la naissance, comme le dicte la stricte hiérarchie régissant la société indienne. Une cohabitation au quotidien de personnes appartenant à des castes et des classes sociales différentes ainsi qu'entre les hommes et les femmes s'avère pratiquement impossible. Les rôles fermement dévolus aux sexes défavorisent particulièrement les femmes et les filles.

L'ambition des deux fondatrices de SAMVADA est de permettre à des jeunes de castes, de classes sociales et de religions différentes de se rencontrer, de préparer les

jeunes défavorisés à décider de la vie qu'ils souhaitent mener et de briser le mur de verre érigé entre castes, entre riches et pauvres et entre hommes et femmes. Le mot tamoul SAMVADA signifie « dialogue » et symbolise parfaitement l'approche suivie par l'organisation.

Coopérant depuis plus d'une dizaine d'années avec « Brot für die Welt », SAMVADA s'est fait remarquer pour ses projets uniques et innovants, ses approches non conventionnelles et fondées autant sur la théorie que sur la pratique ainsi qu'un fonctionnement totalement basé sur l'aspect participatif. Tout ceci et le fait d'avoir réussi à surmonter les barrières érigées entre les classes sociales, les castes et les sexes ainsi que les rap-

Inde : croissance économique et pauvreté

Avec plus de 1,1 milliards d'habitants, l'Inde est le pays le plus peuplé du monde après la Chine. Cet état pluriethnique est leader mondial dans certains secteurs économiques, tels les technologies de l'information, le secteur tertiaire ou la recherche (par ex. biotechnologie). En 2006, son économie a enregistré une croissance de 9%. Malgré tout, le nombre d'habitants vivant sous le seuil de pauvreté avoisine les 300 millions, ce qui signifie que la croissance économique ne profite aucunement à plus d'un quart de la population. Cela s'explique par l'absence de chances d'éducation, l'insuffisance des soins médicaux ainsi que par le manque d'infrastructures (routes, électricité, eau), en particulier dans les zones rurales où vivent toujours plus des deux tiers de la population.

ports honnêtes sur des problèmes survenant là où les mesures ne pouvaient pas être mises en œuvre comme prévu, justifient le choix de SAMVADA comme exemple de « bonne pratique ».

6.1 Rapports de genre dans la région

Malgré tous ses problèmes internes, l'Inde se révèle être une démocratie stable. Le gouvernement vise l'accomplissement des Objectifs du Millénaire pour le Développement et crée les conditions permettant de faire tomber les barrières entre les sexes. L'éradication de la discrimination des femmes est à l'ordre du jour politique au niveau national et régional. Néanmoins, de nombreux obstacles restent à surmonter dans tout le pays, comme dans l'Etat de Karnataka, afin d'instaurer une réelle égalité de droits pour les femmes et les filles. Certes, les rapports entre les sexes au sein de la société indienne, empreinte de contradictions, sont difficiles à mettre en lumière de façon cohérente, toutefois, il existe des caractéristiques communes :

1. Les questions de classe sociale, de caste et de sexe sont étroitement liées et ne peuvent pas être discutées séparément.
2. Dans chaque classe sociale, caste et religion, les femmes jouissent de moins de possibilités d'épanouissement que les hommes.
3. Les violations des droits de l'Homme à l'égard des femmes sont à l'ordre du jour.

La tradition marque les rapports entre les sexes

Même si le programme scolaire indien prévoit des cours d'éducation sexuelle, les questions de sexualité, de planification familiale, de VIH et SIDA et d'homosexualité sont largement taboues. Les rencontres amicales entre les hommes et les femmes sont encore plus rares que les contacts entre classes sociales et castes différentes.

Les jeunes femmes de la classe moyenne doivent préserver l'honneur de la famille, être gentilles, belles et aimables

et surtout, renvoyer à l'extérieur l'image de la fille bien élevée. Chaque femme subit une pression extrêmement forte afin de satisfaire les attentes de la famille. Elle est contrôlée en permanence par sa famille et par la société et n'a qu'une marge de manœuvre réduite pour développer sa propre identité.

Les femmes sont prisonnières de ces traditions entretenues au fil des générations, mais les garçons subissent aussi une très forte pression liée aux attentes quant à leur devoir de s'occuper de la famille entière et d'arranger les mariages de leurs sœurs célibataires.

Les mariages arrangés

Le système des mariages arrangés existe dans toutes les religions et toutes les castes. En 2005, l'âge moyen des mariés était de 20 ans chez les femmes et 25 ans chez les hommes. Le responsable d'une organisation partenaire réputée de « Brot für die Welt » évite présentement le culte dominical car sa fille de 28 ans, bien instruite, n'est toujours pas mariée et la communauté la dénigre de plus en plus. Un collaborateur de SAMVADA âgé de 48 ans et marié depuis douze ans, père fier de deux fils, proclame que, jusqu'à son mariage arrangé, il n'aurait jamais eu de contacts amicaux ni intimes avec des femmes.

Violence sexuelle, avortement de fœtus féminins et meurtres liés à la dot

Selon les publications du gouvernement de l'Etat de Karnataka, 10,6% de toutes les femmes (!) ont subi un viol en 1996 à Bangalore City et dans sa région, et 2,7% des femmes ont été assassinées pour leur dot. Pendant les recherches effectuées pour la rédaction de ce texte en juin 2008, le meurtre d'une femme qui venait de se marier fut révélé au grand public. Elle avait été tuée par un membre de sa belle-famille car sa propre famille n'avait pas payé la totalité de la dot demandée.

L'amniocentèse pour déterminer le sexe du fœtus est interdite depuis 1994, mais les filles représentent un « facteur de coût » si élevé en raison du principe de dot que les dépenses liées à cet examen illégal et à un avorte-

ment sont comparativement faibles. Comme le dit un proverbe indien : « Elever une fille revient à arroser le jardin du voisin ». En raison des avortements de fœtus féminins, l'Inde est un des rares pays à afficher une proportion d'hommes supérieure à celle des femmes.

Des chances d'éducation inégales

Le taux d'analphabétisme a légèrement baissé ces dernières années. En 1991, le taux d'alphabétisation s'élevait encore à 56% de la population totale et atteignait même 66% en 2001 ; l'augmentation étant plus rapide chez les femmes que les hommes. Néanmoins, les filles abandonnent leurs études plus souvent que les garçons vu qu'elles doivent s'occuper du travail domestique et de leurs jeunes frères et sœurs.

Les chances d'éducation sont bien plus faibles à la campagne qu'en ville. Les filles venant des classes défavorisées n'ont généralement pas accès à une formation qualifiée. Mais dès que la situation économique des mères s'améliore, les chances de scolarité pour leurs filles augmentent.

Le droit de succession et les préjudices sexospécifiques

Le droit civil indien a promulgué diverses lois, pour les différentes religions, visant à régler l'héritage, le mariage et l'adoption. Chez les hindous, le droit de succession exclut les filles de l'héritage parental. Mais même si le droit de succession chrétien stipule le partage égal de l'héritage entre les fils et les filles, on attend de ces dernières qu'elles renoncent volontairement à leur part d'héritage – une forme peut-être encore plus perfide de pression.

Les femmes ne possèdent aucun titre foncier. Lors d'une étude menée récemment dans la région de Bangalore, SAMVADA a observé que le travail agricole est certes associé aux hommes, mais qu'en réalité ils se contentent de préparer et labourer la terre pour le semis tandis que les femmes s'occupent des semences, sèment, irriguent, sarclent, récoltent puis vendent les produits et s'occupent également des animaux.

L'état de santé des femmes est moins bon que celui des hommes car, à titre d'exemple, elles ne mangent qu'après les hommes et seulement ce qu'il leur reste, et ce malgré leur charge de travail énorme.

6.2 Description des bonnes pratiques

Communication et mise en réseau

SAMVADA gère à Bangalore un bureau de coordination avec une bibliothèque semi-publique abritant plus de 900 ouvrages, dont un tiers traite du thème de l'égalité hommes/femmes. Dans la capitale et dans quatre villages voisins, SAMVADA a ouvert des centres de jeunes où les adolescents peuvent se rencontrer quelque soit leur statut social et occuper leur temps libre selon leurs centres d'intérêts. Les jeunes hommes et femmes y trouvent un espace dont ils ne bénéficient pas ailleurs et où ils peuvent discuter en tête-à-tête ou en groupes de questions personnelles et sociales. Les discussions tournent souvent autour des rapports entre les hommes et les femmes ainsi qu'entre castes, mais aussi autour du changement social, de la démocratie ou de l'environnement.

Lors de manifestations culturelles et sportives bien fréquentées, les adolescents eux-mêmes attirent l'attention sur leur situation, leurs problèmes et leurs revendications, et obtiennent ainsi un soutien grandissant notamment de la part des assemblées villageoises. Des études scientifiques, par exemple, sur les agressions sexuelles ou le travail des enfants, étayent le travail. Leur publication oblige les autorités à intervenir pour protéger les enfants et les adolescents.

Des thèmes comme le VIH et SIDA ou la violence domestique sont également abordés. En cas de besoin, SAMVADA met les adolescents en contact avec des services spécialisés.

SAMVADA défend les intérêts des adolescents dans divers réseaux régionaux et nationaux et contribue à améliorer leur situation juridique et sociale par un travail de relations publiques très efficace.

L'égalité hommes/femmes | Pratique

Le travail en matière d'égalité hommes/femmes basé sur les rencontres d'échange et la formation

Les questions de l'égalité entre les sexes se retrouvent dans tous les domaines où SAMVADA est active. La situation des filles fut un thème essentiel lors de premières années de son action. Les discussions révélèrent que les garçons adolescents souffrent également des attentes rigides qui leur sont imposées. Ils doivent « plus tard » non seulement subvenir aux besoins de leur propre famille, mais aussi, en cas de décès du père, s'occuper de leur mère et du mariage de leurs sœurs célibataires. Les dots étant élevées, elles leur coûtent très cher, voire les obligent souvent à s'endetter.

L'examen des stéréotypes liés aux rôles, par exemple la représentation des garçons et des filles dans les médias, poussa SAMVADA à agir en faveur d'un travail en matière d'égalité entre les sexes orienté sur les garçons tout autant que sur les filles. Le rôle des femmes et des filles, mais aussi des hommes et des garçons, est ainsi abordé lors des formations sur le genre. Actuellement, les questions de la cohabitation au sein de la famille et de la violence domestique occupent une place importante dans les discussions.

Depuis peu, SAMVADA forme de jeunes hommes et femmes à de nouveaux champs d'action qui tiennent compte du marché du travail globalisé, par exemple l'écotourisme. Des professeurs d'écoles et d'universités sont formés aux nouvelles méthodes d'enseignement et aux questions liées au genre. L'invitation de SAMVADA fut accueillie favorablement en particulier par les adolescents de familles défavorisées, notamment des intouchables (Dalits) et des autochtones de l'Inde (Adivasi) vivant dans la campagne de Bangalore. Mais l'organisation s'adresse aussi aux adolescents de la classe moyenne urbaine car elle souhaite élargir leur horizon et leur faire découvrir les réalités sociales. Toutes les offres sont conçues de sorte à permettre aux filles d'y participer.

Jusqu'à présent, ils sont plus de 10 000 adolescents, dont à peu près autant de filles que de garçons, à avoir assisté aux manifestations de SAMVADA. Plus de 3 000 jeunes ont été en contact direct avec l'organisation et

plus de 500 collaborent activement aux différents projets.

L'égalité hommes/femmes concernant les paroles et les actes : une politique paritaire institutionnelle

Les deux fondatrices, qui dirigent encore l'organisation aujourd'hui, accordent une grande importance à faire concorder les actes aux paroles. Les décisions sont prises au sein de l'équipe. Ce mode de direction non hiérarchisé a pour effet, par exemple, que les jeunes collaboratrices contredisent les directrices de manière ouverte et parfois très expressive.

SAMVADA emploie actuellement 21 personnes, dont dix femmes. Le travail est réparti selon le principe de parité à tous les niveaux. Les collaborateurs jouissent d'une large marge de manœuvre et ils profitent des formations spécifiques. Leur satisfaction est communicative et se répercute chez les adolescents. Ce profil d'exigence élevé n'est toutefois pas du goût de tous. Un collaborateur n'acceptant pas le principe de l'égalité entre les sexes a été licencié après quelques mois.

Cette culture d'organisation non hiérarchisée est rare dans le contexte indien, mais elle est fondamentale dans le travail avec les adolescents. En effet, ces derniers perçoivent rapidement les contradictions, par exemple quand on parle de l'égalité entre les hommes et les femmes, ils identifient tout de suite les rapports de domination et de soumission entre les sexes dans le fonctionnement de l'organisation. Ainsi, les questions liées au genre sont régulièrement abordées lors des rencontres annuelles de l'équipe. Elles vont de la discussion sur des sujets privés (« Ai-je le droit en tant que veuve de me remarier ? ») au débat sur des questions liées au concept (évolution des formations sur le genre devenant des formations sur la masculinité et la féminité).

L'occupation paritaire des postes et la conciliation travail/famille sont deux mots d'ordre de l'organisation. Les horaires de travail flexibles tiennent compte des jeunes enfants et des membres de la famille dépendants.

Néanmoins, aucun des collaborateurs n'a un contrat de travail fixe à cause de la dépendance externe du financement des projets. Ainsi, malgré la forte identification au travail réalisé, le risque persiste que les collaborateurs se tournent vers d'autres organisations qui proposent de meilleures conditions de travail. Cela est arrivé mais un des collaborateurs en question est revenu car il trouvait qu'il pouvait mieux faire valoir ses idées chez SAMVADA.

Les étapes et tournants importants dans l'évolution de SAMVADA

Le tableau 2 montre les trois périodes principales marquant l'histoire de SAMVADA commencée il y a près de vingt ans : fondation de l'organisation, croissance et évolution institutionnelle.

Mesures, approches et méthodes

SAMVADA applique régulièrement de nouvelles méthodes non conventionnelles en fonction d'une situation donnée : consultation individuelle, groupes fixes et ouverts, manifestations culturelles et sportives médiatiques, voyages d'immersion et études (activités extrêmement rares en Inde). Au cœur de celles-ci se trouvent les différents univers des adolescents, leurs expériences individuelles et leur environnement social.

Au sein de leurs groupes et d'espaces protégés, les filles peuvent s'entretenir sur de nombreuses questions les concernant, par ex. la santé, la sexualité ou la situation juridique, et aborder des sujets dont elles ne pourraient parler avec personne. Les garçons sont incités à réfléchir sur les rôles qu'ils doivent assumer. Ensemble, garçons

Tableau 2 : Les étapes et tournants importants dans l'évolution de SAMVADA

Année	Étapes/Tournants	
Fondation	1989 – 1992	Fondation de SAMVADA, reconnue comme organisation non gouvernementale
	1993	Première étude empirique sur les agressions sexuelles. La publication et les tabous brisés font sensation.
Croissance	1996	Ouverture des premiers centres de jeunes dans des villages où il n'existait jusqu'alors aucune offre pour les adolescents.
	1999	Voyage de douze adolescents au Pakistan, pays avec lequel l'Inde est régulièrement en conflit. Quatre filles participent au voyage.
	1999	Festival des cultures réprimées : des chansons de résistants reprises par des adolescents mettent en exergue la diversité de l'art populaire.
	2000i	Défilés de mode alternatifs et élections de miss : les filles Dalit défilent très sûres d'elles en tenue traditionnelle, révélant toute leur beauté et leur pouvoir de séduction.
	2000 à aujourd'hui	Ateliers sur le thème du genre lors desquels sont abordés les rapports entre les sexes, les questions de masculinité et de féminité ainsi que, depuis 2007, des questions intimes liées à la famille.
Evolution institutionnelle	2005	« Jeux pour le changement » (Games 4 change) : plus de 5 000 adolescents appartenant à toutes les classes sociales participent à des tournois et compétitions organisés dans cinq villages pendant vingt jours (par ex. basket-ball pour les filles, jeux villageois préparés tout spécialement pour l'occasion).
	2006	Exposition d'objets d'art traditionnels : les femmes montrent leur contribution à la mise en valeur de leur culture.
	2006 – 2008	Projet filmographique : 60 adolescents produisent quatre films illustrant leur situation. Les garçons et les filles se montrent au public ensemble.
2006 à aujourd'hui	Programme pour des perspectives de vie alternatives : des adolescents appartenant aux classes défavorisées suivent des formations de haute qualité. Congrès de vingt organismes de formation professionnelle sur le thème de l'éducation innovante.	

L'égalité hommes/femmes | Pratique

et filles apprennent à exprimer leurs sentiments, à écouter, à percevoir les problèmes, les peurs et les espoirs de l'autre sexe ainsi qu'à s'investir sur un pied d'égalité.

Une caractéristique particulière de SAMVADA est l'apprentissage de l'autoréflexion. Les adolescents sont incités à faire confiance à leurs propres perceptions et à les comparer aux attentes de la société. Et ils apprennent que celles-ci peuvent changer. Dans ces groupes, les adolescents peuvent aussi réfléchir au cynisme qu'ils développent parfois face aux profondes inégalités auxquelles ils sont confrontés.

En interne également, SAMVADA s'oriente sur ses propres expériences. L'organisation exige beaucoup d'authenticité des collaborateurs et une capacité d'autoréflexion au-dessus de la moyenne. « Nous devons être extrêmement sensibles aux revendications exprimées par les adolescents », explique une des directrices. Aucune distinction n'est faite entre les questions personnelles et professionnelles; une même importance est accordée aux deux sphères.

Les collaborateurs réfléchissent sur leur comportement en matière de sexualité, de VIH et SIDA, de relations et de répartition des tâches domestiques. Ils expriment leurs propres sentiments, par exemple les craintes vis-à-vis de l'autre sexe ou des autres castes.

Mesures pour une mise en œuvre réussie de l'approche hommes/femmes

La grande complexité sociale et la dynamique régnant à Bangalore exigent de SAMVADA une adaptation et une évolution permanentes de sorte qu'elle est constamment obligée de réagir et d'imprimer ses propres orientations, c'est-à-dire qu'elle ne peut pas se reposer sur des approches couronnées de succès. Les mesures novatrices et exemplaires en matière d'égalité hommes/femmes présentées ci-dessous sont à relever dans ce contexte.

En 1993, SAMVADA a réalisé la première étude empirique sur les agressions sexuelles à l'encontre d'enfants et d'adolescents à Bangalore et dans les environs. L'enquête menée auprès de 149 filles et 148 garçons révéla que les

trois quarts des agresseurs appartiennent au même environnement social/familial que leurs victimes, que les agressions sont un phénomène touchant l'ensemble des castes, classes sociales et religions, ou encore que les proches sont au courant de ces abus mais couvrent son auteur. SAMVADA a piloté la création d'une assistance téléphonique et participé aux projets de lois visant à protéger les enfants et les adolescents. Aujourd'hui, il existe des centres d'accueil officiels et destinés également aux victimes de violence domestique.

Lors d'un voyage en 1999 au Pakistan, pays voisin dont les relations avec l'Inde sont marquées par des conflits en partie militaires qui éclatent régulièrement, douze adolescents, dont quatre filles qui n'avaient jamais quitté leur communauté, purent découvrir la situation de jeunes Pakistanais du même âge. Cette initiative de paix eut des retentissements bien au-delà de l'environnement immédiat de SAMVADA. Du point de vue d'une perspective sexospécifique, il est particulièrement remarquable que ces filles réussirent à obtenir de leurs parents l'autorisation de participer au voyage, qu'elles partirent avec des garçons et purent révéler leur situation de jeunes femmes.

Le plus récent projet mené par l'organisation est le programme pour des perspectives de vie alternatives qui prépare les adolescents défavorisés à des activités sur le marché du travail globalisé. A Bangalore, les secteurs économiques forts sont l'informatique et le secteur tertiaire, mais aussi l'industrie textile et agroalimentaire. Les jeunes femmes sans accès à une éducation formelle travaillent très souvent comme ouvrières sans qualification dans des zones de libre-échange créées spécialement pour le marché international, par exemple dans l'industrie de l'habillement. Les femmes dotées de connaissances en anglais et en informatique tentent d'obtenir un poste dans les grands bureaux ouverts où elles saisissent, par exemple, des rapports médicaux dictés outre-mer. Les jeunes hommes préfèrent, quant à eux, un emploi comme journaliers en ville plutôt que le travail agricole.

SAMVADA procure aux adolescents, d'origine Dalit et rurale pour la plupart, ainsi qu'aux femmes aux possibi-

lités professionnelles limitées une formation qui est reconnue sur le marché du travail globalisé. Comme la plupart des adolescents ne sont pas préparés au nouveau marché du travail car ils ne réunissent pas les conditions pour y accéder, par exemple, à cause de leurs connaissances lacunaires en anglais et en informatique, SAMVADA a élaboré des concepts professionnels innovants suite à une étude de faisabilité :

- Ecotourisme destiné aux employés bien rémunérés des sociétés de haute technologie internationales qui souhaitent découvrir la vie de la population rurale ainsi que la nature
- Formation d'assistantes maternelles qui s'occupent non seulement de la bonne éducation des enfants, mais s'engagent aussi pour leurs droits et la reconnaissance de leur propre métier

- Mise au point d'initiatives en matière de protection des consommateurs et consommatrices afin de défendre leurs droits

- Cours en gestion de l'eau où sont abordées aussi bien des questions techniques que sociales

- Agriculture durable thématissant, par exemple, la fierté perdue du travail agricole ou le savoir local des paysannes et paysans

- Formation de journalistes sur les thèmes de la paix, de la justice et du développement en tenant compte du point de vue de la population pauvre

Ce projet en particulier thématise le fait que les catégories, telles le sexe, la caste, la classe sociale ou le « développement », sont des constructions sociales qui ont

Tableau 3 : Importance de SAMVADA pour les garçons et les filles

Aspects importants pour les filles	Aspects importants pour les garçons	Aspects importants pour les filles et les garçons
<ul style="list-style-type: none"> ■ Parler de ses problèmes avec d'autres filles ■ Gagner en assurance ■ Obtenir des conseils et du réconfort ■ Parler des questions de santé ■ Avoir de l'espace pour soi ■ Se réunir au sein d'un groupe de filles ■ Discuter et s'exprimer en public ■ Faire de la musique et apprendre à jouer du tambour ■ Apprendre à aborder franchement les conflits et exprimer ses propres attentes ■ Une jeune femme de 19 ans déclara : « Si SAMVADA n'existait pas, on m'aurait déjà marié depuis longtemps. » 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Apprendre à respecter les filles ■ Créer une relation amicale avec les filles ■ Apprendre à bien se comporter ■ Prononcer moins de mots grossiers ■ Apprendre l'économie domestique, à faire la vaisselle et à devenir ainsi indépendant ■ Apprendre des choses auxquelles ils n'auraient pas accès autrement (par ex. faire de la musique) 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Lire des livres et des magazines ■ Créer une relation amicale avec l'autre sexe ■ Avoir un soutien en cas de problèmes à l'école/université, dans le cadre familial et dans les relations ■ Echanger des expériences, apprendre à se connaître ■ Etablir le contact avec les autres sans discrimination ■ Découvrir les problèmes communs et différents ■ Mieux se connaître et se développer en tant que personne ■ En savoir plus sur le VIH et SIDA

L'égalité hommes/femmes | Pratique

un effet sur chaque personne et créent une hiérarchisation. Elles déterminent la manière dont nous abordons les autres, le fait que nous nous sentions attirés par ceux d'origine similaire à la nôtre et étrangers vis-à-vis des autres. SAMVADA veut offrir aux adolescents des possibilités leur permettant de surmonter ces identités ainsi que de se détacher de la pression exercée par leur famille et leurs groupes de pairs.

Dans les centres de jeunes avec bibliothèque situés à Bangalore et dans quatre villages des environs, les adolescents de toutes les castes et classes sociales peuvent se retrouver, lire, jouer de la musique et développer leurs centres d'intérêt dans le domaine créatif. Des adolescents servent de « mentors » pour les autres. Ces centres sont dirigés par de jeunes femmes et hommes de la région.

Une enquête a été réalisée dans l'un de ces centres de jeunes. A la question « pourquoi SAMVADA est importante pour les garçons et les filles ? », les jeunes ont donné les réponses fournies au tableau 3.

6.3 Facteurs favorisant et freinant la mise en œuvre de l'approche intégrée de l'égalité hommes/femmes

Grâce à son travail innovant et tenant compte des sexospécificités, SAMVADA a acquis une excellente réputation dans les milieux spécialisés. Les facteurs favorisant l'instauration de l'égalité entre les sexes sont l'engagement, la crédibilité et les facultés de communication des deux directrices qui s'expriment en toute franchise sur leurs propres rôles (en matière de genre) et leur comportement et qui rendent public des questions d'ordre privé (divorce, adoption, etc.) dans un milieu conservateur.

Grâce à une bourse octroyée par le Programme Œcuménique de Bourses de « Brot für die Welt », une des deux fondatrices a pu étudier en Angleterre où elle a découvert des idées importantes pour son travail. Le fait que « Brot für die Welt » se montre ouverte et confiante à l'égard de SAMVADA et accepte ses idées nouvelles, renforce les directrices dans leur ambition de poursuivre

sur cette voie et de prendre de nouveaux risques. Les parties perçoivent cette relation basée sur la communication franche comme très enrichissante.

Ce à quoi s'ajoutent la composition paritaire de l'équipe ainsi que sa motivation et son professionnalisme. Précisément en ce qui concerne les questions liées au genre, elle affiche un concept clair et intègre ses propres expériences, mais aussi le débat scientifique et international. Les synergies naissant entre les adolescents et les collaborateurs sont clairement perceptibles.

Parallèlement, de plus en plus de femmes et d'hommes se disent scandalisés par la violation des droits de la femme. La société prend toujours davantage conscience des mauvais traitements infligés aux femmes.

Les principaux obstacles à surmonter sont les traditions ancrées au sein des familles, des classes sociales, des castes, des religions et entre les sexes. Au fil des générations, elles se sont profondément enracinées et empêchent l'instauration de l'égalité hommes/femmes. « Un débat et même les lois ne changent pas grand-chose, c'est un processus de longue haleine », explique une des directrices qui, parfois, désespère face aux traditions qui font que certains parents interdisent à leurs enfants, notamment aux filles, de participer aux offres de SAMVADA. Ils craignent – à raison – que ces jeunes n'acceptent plus sans aucune opposition les attentes pesant sur leurs épaules.

Les organisations religieuses fondamentalistes gagnent en influence. Dans la région de Bangalore également, la discrimination à l'égard des « autres », ceux qui défendent des positions soi-disant marginales, grandit. D'après les groupements fondamentalistes, les femmes doivent être ramenées à leur rôle traditionnel qui les soumet aux hommes et les prive de tout débat public sur des questions liées à la sexualité.

Le pouvoir croissant des groupes fondamentalistes ne s'arrête pas non plus aux portes de SAMVADA, il génère de temps à autre des tensions au sein de l'équipe, en partie aussi entre les adolescents. Un centre de jeunes a dû fermer à cause de tels conflits. Des collaborateurs

de SAMVADA ont déjà été agressés physiquement par des hindous fanatiques. Les activités des groupes fondamentalistes requièrent une réaction très différenciée. D'une part, ceux-ci poursuivent des objectifs totalement différents de ceux de SAMVADA en ce qui concerne les questions liées au genre et, d'autre part, ils se penchent dans le même temps sur des thèmes similaires, par exemple, la protection de la nature. Leurs campagnes chargées d'émotion font sensation auprès de la population.

SAMVADA doit réagir de manière appropriée. Précisément dans le domaine de l'égalité hommes/femmes, la préservation du bon équilibre action/réaction constitue un défi important. En effet, SAMVADA s'expose à des attaques lors de ses apparitions publiques et par les tabous qu'elle parvient à briser.

Le financement du travail étant presque exclusivement lié à des projets concrets, il reste peu de marge de manœuvre pour réagir rapidement aux imprévus. Les bailleurs de fonds ont des modèles de rapport et des

périodes d'établissement de bilan différents qui exigent un travail de gestion colossal de la part de SAMVADA. Une harmonisation des attentes des bailleurs diminuerait considérablement les contraintes internes.

6.4 Changements obtenus

Faire tomber les barrières érigées sur la voie menant à l'égalité hommes/femmes

SAMVADA apporte une contribution essentielle et permet de franchir les frontières entre les castes, les religions et les sexes, ainsi que de surmonter les barrières ethniques et les idéologies politiques. L'organisation a obtenu que les collaborateurs et collaboratrices ainsi que les adolescents attachent une grande importance au thème de l'égalité entre les hommes et les femmes et le montrent par leur comportement.

Les garçons et les filles défendent leurs idées dans leurs quartiers, écoles et universités et abordent les inégalités

Tableau 4 : Les impacts du travail de SAMVADA du point de vue des filles et des garçons

Filles	Garçons	Filles et garçons
<ul style="list-style-type: none"> ■ S'engagent pour leurs propres intérêts, luttent pour leur droit à l'éducation et améliorent leur situation en matière de formation ainsi que professionnelle ■ Sont sensibilisées aux questions de santé et de sexualité et ont acquis un certain renforcement de la capacité d'action ■ Savent qu'elles ne sont pas responsables de la discrimination des femmes et des filles ■ Négocient avec leurs parents l'âge de leur mariage ■ S'habillent selon leurs goûts ■ Pratiquent des sports traditionnellement masculins 	<ul style="list-style-type: none"> ■ S'ouvrent aux discussions sur la sexualité et leur corps ■ Apprennent à discuter en argumentant leur point de vue et non en faisant valoir leur statut ■ Prennent des responsabilités, également dans la sphère domestique ■ Reconnaisent la force des filles ■ S'adonnent à des sports et des jeux traditionnellement féminins 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Apprennent à se connaître ■ S'engagent ensemble pour défendre leurs droits ■ Sont en contact avec des adolescents appartenant à d'autres castes et classes sociales ■ Mettent en place une collaboration basée sur la confiance ■ L'âge du mariage augmente, l'adolescence s'en trouve rallongée ■ Démystification de la sexualité ■ Organisent ensemble et partagent leurs loisirs, par ex. la pratique collective d'un sport

L'égalité hommes/femmes | Pratique

sociales. Les filles notamment perdent de leur timidité et se présentent plus libres et plus sûres d'elles. Elles trouvent un soutien grandissant et ont réussi à empêcher, par exemple, qu'une fille violée épouse son agresseur.

Dans le tableau 4, les collaborateurs citent les effets immédiats de leur travail sur les deux sexes.

Travail efficace de conseil, de lobbying et de relations publiques

SAMVADA est reconnue par le public comme étant une organisation importante. Après avoir dû batailler il y a quelques années pour obtenir des locaux, elle est aujourd'hui une partenaire de coopération estimée. Ses offres sont prisées par les écoles, les universités ainsi que les communautés. Les organismes publics reconnaissent la réussite de l'organisation et la soutiennent.

SAMVADA contribue à ce qu'une importance grandissante soit attachée au travail avec les jeunes tout en acceptant que des questions liées au genre soient abordées. L'organisation s'engage de manière publique pour la défense des droits des adolescents et fait contrepoids face aux forces conservatrices. C'est ainsi que sont apparus de nouveaux concepts du travail avec les jeunes grâce auquel les différentes identités des adolescents selon leur sexe, leur caste et leur classe sociale ont commencé à être respectées et prises en compte davantage. Les adolescents sont de plus en plus pris au sérieux en tant que ressource importante de la société. Les filles apparaissent en tant que groupe cible à part avec des intérêts propres. Les écoles et les universités ainsi que les communautés villageoises discutent de la situation des adolescents, et en particulier de leurs possibilités à prendre eux-mêmes des décisions importantes (concernant par ex. la formation ou le mariage). SAMVADA induit des changements dans les rôles sexospécifiques et incite au développement d'une démocratie paritaire.

Dans le domaine de la protection des enfants, SAMVADA a joué un rôle de pionnière et a contribué à une définition de normes effectives dans l'Etat de Karnataka. Pour les adolescents mais aussi les femmes vivant dans des

conditions difficiles et subissant par exemple la violence domestique, SAMVADA est devenue un service d'aide offrant des alternatives.

Développement institutionnelle

SAMVADA a développé la capacité de leadership et renforcé la confiance des collaborateurs et collaboratrices en leurs propres forces et en celle de l'organisation. La sensibilité aux questions sexospécifiques de SAMVADA se traduit également dans la sphère privée des employés. Un collaborateur décrit que c'est lui qui exécute les tâches domestiques chez lui et lave le sari de son épouse sous le regard de leurs voisins : « Au début, ils se moquaient tous de moi, mais c'est fini. Même mes parents l'ont accepté. » Tous ces changements ne sont pas possibles sans conflits. Des querelles éclatent au sein des familles des adolescents ainsi que dans l'environnement de l'organisation. SAMVADA en est bien consciente et soutient les adolescents dans les discussions avec leurs parents.

Dans le cadre du développement institutionnelle, SAMVADA tente de résoudre toute une série de problèmes et de questions :

- Le travail avec les jeunes dépend des financements externes. La sécurité et l'indépendance financières sont des défis permanents. La couverture des frais de gestion et autres coûts non relatifs au projet devient de plus en plus difficile.
- Trouver un personnel qualifié répondant aux exigences élevées et néanmoins prêt à travailler sans contrat fixe et faiblement rémunéré n'est pas simple à Bangalore.
- La préservation de la créativité est une tâche centrale pour la direction qui, au vu de son propre vieillissement, doit rester toujours proche des jeunes.
- Le système de documentation n'est pas au point. Tout ce que SAMVADA a déclenché chez les adolescents, au niveau de la politique et de l'organisation elle-même, est documenté de manière incomplète.

■ Certes la mondialisation offre à de nombreuses personnes des possibilités de carrière attractives mais pour la plupart, elle représente une menace car ces personnes craignent, à raison, de se retrouver exclues de cette évolution. Et ces craintes peuvent se transformer en agressivité.

■ Certaines organisations sont très jalouses du succès de SAMVADA et l'attaquent sur le fait qu'elle serait financée de l'extérieur. SAMVADA doit faire face à cette critique.

■ Les médias esquissent parfois une image très partielle de la situation des adolescents. La complexité de leur vie, en particulier pour les jeunes ruraux, ainsi que leurs rêves et leurs réalités sont rarement pris en compte. À l'avenir, SAMVADA veut devenir plus influente dans ce domaine.

fait ses études en Europe où elle a pu découvrir d'autres manières d'aborder les problèmes est un détail important dans ce processus.

La sympathie compréhensive à l'égard des adolescents, d'une part, et l'orientation sur les univers concrets des adolescents et la confiance en leurs propres forces, d'autre part, ouvrent aux adolescents de nouvelles perspectives au-delà des voies traditionnelles. À l'aide de l'approche sexospécifique, les filles peuvent elles aussi saisir les chances offertes par SAMVADA.

Heide Trommer

6.5 Conclusions et leçons tirées

Dans une société moderne et cosmopolite d'un côté, mais bloquée par sa structure extrêmement patriarcale de l'autre, SAMVADA a commencé à concrétiser le rêve d'une société juste et à briser les tabous qui tracent des frontières strictes et sont sources d'inégalités entre castes, classes sociales et sexes.

Une collaboratrice de SAMVADA formule son travail ainsi :

« Quand les gens apprennent depuis l'enfance qu'ils sont plus mauvais et ont moins de valeur que d'autres, ils ont bien du mal à se détacher de ce rôle. Par le biais du travail avec les jeunes, nous pouvons changer cela. »

SAMVADA a élaboré des approches de travail avec les jeunes qui étaient auparavant inconnues dans le contexte indien. D'une certaine manière, l'approche ressemble à celle du travail avec les jeunes en Allemagne dont l'objectif est d'aller chercher les adolescents là où ils se trouvent et de les accompagner sur une voie les menant à une vie autodéterminée. Le fait qu'une des directrices a



Photo : Carsten Stormer

7 ZOTO – Organisation de base dans les bidonvilles de Tondo (Metro Manila)

Les habitants et les habitantes d'un bas quartier de la ville portuaire de Tondo ont fondé en 1970 l'organisation de base ZOTO (Zone One Tondo Organization). Situé aux portes de la capitale, ce bidonville est le plus grand d'Asie du Sud-Est. A l'époque, les gens s'étaient regroupés pour lutter ensemble contre la démolition de leurs campements planifiée dans le but de pouvoir agrandir le port de Tondo.

Aujourd'hui, ZOTO réunit plus de 14 100 habitants pauvres dans la région de Metro Manila. Environ 80% d'entre eux sont des femmes. La base de ZOTO est constituée de 212 organisations locales (Cluster et Chapter), transplantées dans 14 zones disséminées et qui, ensemble, composent le « Chapter Council of Leaders ». L'organigramme comprend en outre la « Chapter Assembly » et le « Regional Congress » qui correspond à l'assemblée générale.

Les personnes à la tête des sections locales (Chapters) forment le « Regional Executive Committee » qui siège une fois par mois et se compose de cinq femmes et de cinq hommes. 19 femmes et 18 hommes sont représentés dans le « Regional Council of Leaders » qui se réunit tous les deux mois. Son rôle est de diriger et de surveiller l'ensemble des programmes de concert avec la direction générale. Tous les trois ans, l'assemblée générale « Regional Congress », où sont représentées toutes

les unités, entérine les principales décisions directrices de l'organisation. L'organisation est en mesure de mobiliser au total plus de 89 000 personnes.

Une organisation de base d'orientation politique ayant fait ses preuves dans la pratique

En tant qu'organisation de base, ZOTO lutte pour les intérêts de ses membres dans le domaine des droits de l'Homme économiques, sociaux et culturels, particulièrement pour le droit à une habitation adéquate. Elle réa-

La migration de la main-d'œuvre féminine est un important facteur économique aux Philippines

Parmi les 84 millions d'habitants que comptent les Philippines, 14 vivent dans l'agglomération de Manille. Le taux de croissance annuel de la population s'élève à env. 2,4%. 15% des Philippines vivent en dessous du seuil de pauvreté et 32% des enfants souffrent de sous-alimentation. La pauvreté est extrême, en particulier à la campagne. L'exode rural est à l'aune de cette indigence. La population rurale est aussi chassée de chez elle à cause de la construction d'infrastructures routières ou ferroviaires, de dispositifs de régulation des inondations ou de l'exploitation des richesses du sol, ainsi qu'à cause de conflits militaires qui perdurent entre l'armée et des groupes de résistants. Nombre de ces expulsés, surtout des femmes, cherchent du travail à l'étranger. En 2000, env. 10% du produit national brut provenait de la main-d'œuvre émigrée, ce qui en fait la plus grande source de devises de l'économie.

lise des mesures pratiques, telles que la construction de conduites d'eau ou l'édification de dispensaires, et agit aussi sur le plan politique par des actions de plaidoyer et de lobbying. Le but majeur de ZOTO est que ses membres deviennent capables de défendre eux-mêmes leurs intérêts en développant leur faculté d'organisation et leur assurance.

Dans ce contexte, les femmes font l'objet d'une attention particulière. En 1989, un département consacré aux femmes a vu le jour. La parité et l'approche intégrée de l'égalité hommes/femmes ont été déclarées en 1992 comme concepts à intégrer dans tous les programmes. Les femmes sont les principales protagonistes au sein de l'organisation. Elles s'engagent bien plus que les hommes tant pour leurs revendications publiques que privées.

La lutte contre le VIH et SIDA est devenue un autre champ d'action permanent de ZOTO qui se retrouve dans tous les programmes, en particulier dans les activités destinées aux adolescents et axées sur la santé. Les programmes actuellement réalisés par ZOTO sont les suivants :

- Programme de formation pour les membres et la direction
- Programme sur l'égalité des sexes intégré comme thème transversal dans tous les programmes
- Programme pour les droits de l'enfant
- Programme de santé (santé de base et génésique)
- Programme de microcrédits

7.1 Rapports de genre dans la région

Les femmes philippines ont commencé leur lutte pour l'égalité des droits juridiques et économiques dès le début du XXe siècle. Les groupes féminins philippins gagnèrent en force et s'interconnectèrent au niveau national et international au milieu des années 70. Le travail

de lobbying politique et les négociations constituent les principaux axes stratégiques d'action de ce mouvement féminin depuis la fin des années 80.

Depuis la Conférence internationale des femmes qui s'est déroulée à Pékin en 1995, le gouvernement philippin a adopté de nombreuses mesures en faveur de l'approche intégrée de l'égalité hommes/femmes. Désormais, au moins 5% des deniers publics doivent être investis pour des actions de développement et de promotion de la parité. Par ailleurs, tous les pouvoirs publics sont astreints à mettre sur pied un département chargé de protéger les femmes et de combattre la violence à l'égard des femmes. Malgré tout, les rapports entre les sexes et les rôles types ne changent que très lentement. Les hommes sont perçus comme les chefs de famille qui assument la sécurité du revenu familial. En réalité, ce sont de plus en plus les femmes qui nourrissent leurs familles.

Par rapport à d'autres pays de l'Asie du Sud-Est, les femmes sont relativement bien représentées dans la sphère publique et politique. La proportion de filles scolarisées est en hausse. A présent, plus de filles que de garçons détiennent un certificat de fin d'études. En revanche, le marché du travail est toujours dominé par les hommes. Les femmes représentent 45% de la main-d'œuvre et elles sont plus nombreuses que les hommes à ne pas avoir de travail fixe.

Les Philippines ne sont pas (encore) aussi touchées que les autres pays du Sud-Est asiatique par la pandémie de VIH et SIDA. Chaque année, environ 28 000 nouvelles infections sont recensées. La maladie demeure un tabou et les connaissances à son sujet sont très fragmentaires. Le tourisme, la migration de la main-d'œuvre outre-mer, l'urbanisation et la sexualité marquée par la promiscuité laissent présager une augmentation des nouvelles infections dans un avenir proche.

La pauvreté dans les bidonvilles de Manille revêt un visage féminin

ZOTO travaille dans les quartiers pauvres de Metro Manila où les progrès enregistrés au niveau national dans le domaine de l'égalité des sexes tardent à se faire

L'égalité hommes/femmes | Pratique

sentir. Près de 2,4 millions de personnes vivent dans la zone d'action de l'organisation.

80% des habitants adultes des bidonvilles sont des femmes. Elles y sont surreprésentées car elles travaillent généralement dans ces quartiers afin de pouvoir en parallèle s'occuper des enfants. Elles sont employées le plus souvent dans le secteur informel comme blanchisseuses ou marchandes d'aliments et ont un revenu irrégulier. En revanche, les hommes travaillent fréquemment en dehors des bidonvilles, mais leurs conditions d'emploi sont aussi précaires. Les stéréotypes liés aux rôles dévolus à chacun des sexes sont fortement enracinés dans les quartiers pauvres.

La violence à l'égard des femmes est très élevée. Si ZOTO a créé un département des femmes, c'est aussi pour combattre la violence domestique dans ses propres rangs.

Environ trois millions de ménages vivent à Metro Manila dans des baraquements informels auxquels s'ajoutent chaque année près de 120 000 familles venant des zones rurales. Elles édifient leurs cabanes aux abords de la ville et des bretelles d'autoroute, dans le port ou sous les ponts, ce qui est considéré comme une prise de possession illégale. C'est la raison pour laquelle ces familles vivent en permanence dans la peur d'être expulsées.

Les femmes dans les bidonvilles assument plus fréquemment que les hommes la responsabilité des enfants, doivent gagner de quoi subvenir aux besoins et se préoccupent des questions de droits coutumiers et d'habitation. C'est pourquoi les femmes de ces quartiers souffrent particulièrement et plus que les hommes de la pauvreté, du chômage et du manque de prestations sociales, et elles s'avèrent impuissantes sur le plan politique. Aucun service médical n'étant prévu pour la population dans les quartiers pauvres, de nombreuses femmes décèdent au cours de leur grossesse. Le taux de mortalité infantile s'élève à 60%.

Souvent, les femmes ne peuvent pas travailler car il n'existe aucune structure de garde pour les enfants. Seuls 28% des enfants issus des bidonvilles fréquentent

l'école. Abandon des études, drogues, mariage et grossesse précoces, chômage, manque de soins médicaux et malnutrition caractérisent la situation des enfants et des adolescents dans les quartiers pauvres de Manille.

7.2 Description des bonnes pratiques

ZOTO a été identifiée comme « bonne pratique » parce que l'organisation milite aujourd'hui pour la promotion féminine et met en œuvre systématiquement l'approche intégrée de l'égalité hommes/femmes. Mais ce ne fut pas toujours le cas : à l'origine, elle avait adopté des stratégies orientées sur le travail social communautaire (radical). Bien que ZOTO s'engageait pour le respect des droits de l'Homme, l'égalité entre les sexes et les droits de la femme ne jouaient aucun rôle dans son travail, en dépit de la proportion élevée de femmes parmi les membres et au niveau de la direction. Les rapports entre les sexes ont été longtemps considérés comme une affaire privée.

La situation ne changea qu'à la fin des années 80 sous la pression des membres féminins de ZOTO qui imposèrent un travail mené exclusivement en faveur des femmes, entre autres, pour combattre la violence domestique. Quand l'organisation reconnut le lien entre l'inégalité des sexes et les diverses répercussions de la pauvreté qui touchaient beaucoup plus fortement les femmes, la charte, les programmes et la structure opérationnelle furent rapidement remaniés. La présidence de ZOTO a certes toujours été assurée par des femmes, mais jusqu'en 1992 tous les comités où étaient prises des décisions importantes se trouvaient encore aux mains des hommes.

Le travail de promotion des femmes fut tout d'abord marqué par une approche féministe qui fut remise en question par la discussion internationale sur l'intégration des femmes dans le développement. Suite à quoi, ZOTO adopta l'approche hommes/femmes. Le travail en réseau avec d'autres organisations féminines fut d'un grand secours au début pour les femmes de ZOTO qui réussirent ainsi à faire valoir leurs revendications pour l'instauration d'un département autonome pour la pro-

Tableau 5 : Intégration de l'égalité des sexes dans le travail de ZOTO

Année	Etapes/Tournants
1989	Mise sur pied du département des femmes doté de postes titularisés et dont le travail est axé sur le renforcement de la capacité d'action ainsi que leur participation aux prises de décision publiques
1992	Introduction du programme pour l'égalité des sexes et création d'un comité de veille de la parité sur résolution du « Regional Executive Committee », début de mise en place de processus d'approche intégrée pour l'égalité hommes/femmes
1993	Programme particulier pour le renforcement des femmes
1994	Recrutement de deux femmes à des postes titularisés pour la coordination des actions pour l'égalité des sexes
1997	Atelier de travail sur la planification tenant compte des sexospécificités
1998	Introduction d'indicateurs tenant compte des sexospécificités : <ul style="list-style-type: none"> ■ Augmentation de la proportion des femmes dans des comités délibérants ■ Augmentation de la proportion des hommes dans les programmes de formation sur le thème du genre ■ Un minimum de 5% du budget total de l'organisation est consacré à des programmes pour l'égalité des sexes ■ Intégration des questions liées au sexe dans tous les domaines de travail
2001	Campagne contre la violence domestique : 10% du budget de ZOTO est consacré aux femmes victimes de violences.
2002	Réalisation d'un audit sur l'égalité des sexes : ZOTO mène désormais une politique active en faveur de l'égalité des sexes au sein de sa propre organisation et applique à l'extérieur une approche « Gender and Development » dans les activités liées à la prostitution forcée, la violence domestique, aux abus de mineurs, grossesses chez les adolescentes ainsi qu'au VIH et SIDA. L'audit en question a entraîné des changements dans la gestion interne de l'organisation. Le programme de microcrédit développé à cette époque s'adresse explicitement aux femmes. Il est dirigé par une femme et une proportion de femmes est définie fermement pour la commission chargée de l'octroi des crédits.
2005	Introduction d'un plan de promotion de la femme et de l'égalité des sexes
2006	Analyse en termes de genre réalisée dans les communautés sur la base de laquelle diverses activités sont planifiées en tenant compte des sexospécificités

motion féminine. Dans ce contexte, une discussion fut aussi ouverte sur la situation des lesbiennes et homosexuels qui auparavant étaient complètement ignorés.

Étapes et tournants sur le chemin menant à l'égalité des sexes

Le tableau 5 présente l'évolution du travail de ZOTO sur une période de 17 années et l'intégration toujours plus importante des approches soutenant le renforcement de la capacité d'action des femmes et l'égalité entre les sexes, ce qui se reflète aujourd'hui particulièrement dans la vision et les objectifs spécifiques fixés par l'organisation. L'exemple de ZOTO montre bien que la

mise en œuvre de l'égalité des sexes est un processus complexe qui s'étire sur une longue durée et qui doit systématiquement être réalisé en utilisant des concepts et des instruments adaptés.

Les initiatives soutenant le renforcement de la capacité d'action des femmes et l'égalité des sexes se sont heurtées, dans un premier temps, à une résistance massive de la part de quelques hommes. Dans un second temps, des programmes de prise de conscience ont été multipliés afin que les hommes acceptent davantage les mesures lancées. Aujourd'hui, des discussions ouvertes sont menées sur des sujets, tels que la traite des femmes et des êtres humains en général, la prostitution forcée, la

L'égalité hommes/femmes | Pratique

violence domestique, les abus de mineurs ainsi que l'insuffisance des prestations médicales et sociales pour les femmes. Les questions liées au genre sont aujourd'hui acceptées comme thème transversal dans tous les domaines. Malgré tout, les collaboratrices de ZOTO militent pour le maintien d'un programme autonome pour la promotion féminine car, argumentent-elles, la persistance de la violence à l'égard des femmes, les questions non résolues sur la santé génésique, l'inexistence d'un droit au divorce ainsi que le nombre élevé de femmes blessées ou décédant suite à des avortements plaident dans ce sens.

Mesures, approches et méthodes

ZOTO développe ses activités dans le cadre de programmes articulés autour de cinq grands axes : programmes d'organisation, de formation et d'éducation, programmes de santé, pour le droit des enfants, d'octroi de microcrédits et programme pour l'égalité des sexes.

Ce dernier propose essentiellement des formations tant aux hommes qu'aux femmes, celles-ci étant explicitement incitées à prendre part aux actions : réflexions sur les stéréotypes liés aux rôles dévolus aux sexes, actions de défense et formations juridiques pour les collaborateurs et les membres, séminaires de communication, formations d'assistance juridique sur les questions liées au genre, les droits de la femme et la « bonne gouvernance », formations en gestion de l'organisation et de campagnes d'action ainsi que des ateliers de travail pour la planification, la collecte et le traitement de données en tenant compte des sexospécificités.

Les questions liées au genre font partie intégrante de tous les autres programmes. Les programmes d'organisation, de formation et d'éducation visent à qualifier particulièrement des femmes de divers âges pour occuper des postes publics et de direction. Les programmes de santé permettent aux femmes d'utiliser des services médicaux et de pratiquer un travail de prévention. Les programmes pour la promotion des droits de l'enfant comprennent les thèmes de la santé génésique et de l'égalité des sexes. L'éducation traditionnelle qui renforce l'apprentissage des rôles types joués par les sexes est remise

en question. Le programme de microfinance a été développé suite à une analyse en termes de genre afin d'aider les femmes à acquérir un revenu.

Offres de qualification pour hommes et femmes qui tiennent compte des sexospécificités

Depuis lors, 200 cadres, en poste ou potentiels, ont participé à des formations approfondies sur la thématique du genre. Environ 3 000 personnes ont achevé une formation ayant rapport à l'égalité des sexes. Dans un premier temps, ce sont surtout des femmes qui ont pris part aux formations, dans un second temps principalement des hommes. Actuellement le rapport hommes-femmes est équilibré. Ces formations sont assurées par 360 multiplicatrices qui travaillent pour ZOTO ou d'autres organisations. La mise en œuvre de la perspective sexospécifique au sein de ZOTO est soutenue et suivie par des experts externes en la matière qui ont aidé, en 2005, à concevoir et introduire un programme Gender Mainstreaming. Depuis cette date, il est vérifié que toutes les mesures prennent bien en compte l'égalité des sexes. Le programme vise :

- L'occupation équilibrée des postes de direction (60% de femmes, 40% d'hommes)
- La participation des femmes aux prises de décision à tous les niveaux
- La mise en œuvre d'un concept d'éducation pertinent sur la thématique du genre qui comprend également des questions liées à la féminité et à la masculinité
- La poursuite de l'amélioration de la situation des femmes en les aidant à renforcer leur capacité d'action, par ex., par le biais de la campagne « Violence à l'égard des femmes » ou du programme d'octroi de microcrédits.

L'analyse en termes de genre mise en place en 2006 au niveau de la communauté permet à ZOTO d'élaborer des concepts et des approches différenciés selon les sexes. Des données sont recueillies séparément pour les

hommes et les femmes de manière à pouvoir identifier et prendre en compte les différents besoins des hommes, femmes, garçons et filles.

Pourtant, le concept de l'égalité des sexes n'est pas encore complètement ancré dans l'esprit des gens actifs au sein de ZOTO et travaillant dans son environnement, comme le montre l'exemple suivant : jusqu'à présent, ZOTO a uniquement présenté des hommes comme candidats aux élections législatives en argumentant que les femmes n'ont pas de temps à consacrer à cette activité.

7.3 Facteurs favorisant et freinant la mise en œuvre de l'approche intégrée de l'égalité hommes/femmes

- La fin de la dictature de Marcos a ouvert des espaces permettant à la société civile de s'épanouir. Il est alors devenu possible de discuter ouvertement sur des sujets, tels que la coopération pour le développement participative, le néocolonialisme, l'inégalité sociale, la mondialisation, la bonne gouvernance, ainsi que sur des questions relatives aux femmes et au genre.

- Le concept de Gender Mainstreaming s'est imposé. Des bailleurs internationaux ont financé le développement démocratique en général et l'ouverture de l'organisation à l'approche intégrée de l'égalité hommes/femmes.

- L'engagement des membres de ZOTO qui appliquent activement l'approche d'autopromotion a favorisé la propagation du travail en matière d'égalité des sexes. Les membres des comités de direction et les collaborateurs/collaboratrices ont contribué à ce succès en se montrant toujours ouverts à de nouvelles approches.

- Les sujets relatifs aux femmes et au genre ont été incorporés dans la discussion de manière à intéresser les sceptiques et les critiques à la nouvelle thématique.

- La disponibilité et la volonté permanentes des collaborateurs/collaboratrices travaillant à tous les échelons et des membres à continuer à se former sur les sujets

concernant la situation de la femme et du genre a des effets très positifs.

- L'abandon des stratégies plutôt radicales pour imposer ses droits que suivait ZOTO à ses débuts a permis plus tard la discussion sur les approches et les concepts relatifs à la politique de développement. A la suite de quoi, l'organisation s'ouvrit au dialogue basé sur le consensus, méthode qui a facilité la réorientation de ZOTO et lui fit adopter le principe de la dimension hommes/femmes.

- Le courage et la volonté, dont font surtout preuve les femmes, de briser le silence sur des sujets tabous ont également des effets positifs.

- En outre, l'assistance compétente et continue assurée par des professionnels d'appui locaux, mais parfois aussi internationaux, tant sur les questions liées au genre que sur d'autres aspects touchant au développement de l'organisation a considérablement contribué à l'application réussie de l'approche hommes/femmes.

L'application de l'approche hommes/femmes est freinée par les facteurs suivants :

- Les collaborateurs et membres de ZOTO ont été menacés de répression pendant la dictature de Marcos, à laquelle il faut ajouter la survenue de catastrophes naturelles, comme des cyclones et des inondations, qui ont détruit maisons et bureaux.

- La mondialisation et la pauvreté rurale ont accentué les mouvements migratoires qui entraînent la création de nouveaux bidonvilles et tous les problèmes qui y sont liés.

- La position de l'Eglise catholique qui se ferme aux questions de divorce, de planification familiale, d'avortement et de modes de vie homosexuels influence la formation de l'opinion politique et la prise de décisions au sein de ZOTO.

- Des conflits internes et des conduites inappropriées ainsi que la concurrence et l'envie naissant entre

L'égalité hommes/femmes | Pratique

les membres ont eu des répercussions négatives sur le développement de l'organisation. En règle générale, ZOTO a réagi aux erreurs commises par des individus en ouvrant une discussion directe qui a mené à des solutions rapides.

■ En dépit des systèmes de planification et de suivi de projets, la documentation du travail et des résultats n'est pas encore suffisante. Ceci est particulièrement flagrant dans le programme sur l'égalité des sexes qui ne contient aucune représentation suffisamment différenciée par sexe. Toutefois, le problème est connu et l'introduction de nouveaux systèmes doit remédier à cette insuffisance.

7.4 Changements obtenus

En rapport avec les activités menées par ZOTO, les transformations positives suivantes ont pu être observées sur les groupes cibles :

■ Les femmes ont développé un plus grand sentiment de leur propre valeur et une confiance en soi accrue, notamment par la prise en charge de tâches de gestion et de direction au sein de l'organisation ainsi que dans leurs petites entreprises soutenues à l'aide du programme de microfinance. Elles jouissent davantage de possibilités pour se développer sur le plan personnel, et leur situation économique s'est améliorée, ce qui permet, entre autres, aux enfants (garçons et filles) d'aller à l'école.

■ La position des femmes au sein de la famille et de la communauté s'est renforcée. Elles sont plus respectées par les autres, aussi par les hommes, et bénéficient d'un plus grand pouvoir de décision tant dans la sphère publique que privée. Elles sont épaulées dans le travail domestique par les hommes et les garçons. Elles peuvent aussi s'investir plus activement et efficacement dans la communauté et soutenir d'autres femmes dans leurs processus de renforcement de la capacité d'action.

■ La santé des femmes s'est améliorée grâce à l'acquisition de connaissances en la matière, l'accès aux cen-

tres de soins et aux possibilités de planification familiale.

■ Le travail de ZOTO a des répercussions aussi essentiellement positives pour les hommes. A l'instar des femmes, ils profitent des processus de renforcement de la capacité d'action et développent des aptitudes de direction et une conscience politique. Ils reconnaissent le droit des femmes à l'égalité juridique et à l'autodétermination, particulièrement en ce qui concerne la contraception et la planification familiale, et s'engagent en ce sens. Ils sont prêts à accepter un partenariat basé sur l'égalité des sexes et combattent la violence à l'égard des femmes et des enfants. Le renforcement du pouvoir des femmes les déleste. Les hommes apprennent à remettre en question leur propre rôle et constatent qu'ils peuvent le changer.

■ Le travail de ZOTO bénéficie grandement aux filles et garçons. Les filles revendiquent leur droit à l'éducation, prennent des décisions, font des choix et participent activement à la vie familiale et communautaire. Elles se défendent face aux agressions et à la violence sexuelles et les rendent publiques. Elles disposent de leur corps et décident de leur sexualité tout en sachant comment éviter une grossesse non désirée. Elles apprennent que le travail domestique incombe tant aux garçons qu'aux filles.

■ Les garçons développent de nouveaux modèles. Ils respectent tant leurs pairs que les filles. La violence est critiquée et combattue. Ils participent au travail ménager et apprennent à ne pas avoir honte de réaliser des tâches domestiques.

■ Les modes de vie des lesbiennes et des homosexuels sont respectés et discutés. L'homosexualité est reconnue comme faisant partie de la vie des pauvres en ville. Le « coming out », particulièrement des adolescents/es, est devenu plus facile. Des homosexuels sont représentés au niveau de la direction de ZOTO.

D'une manière générale, le travail de ZOTO a des répercussions positives. Toutefois, quelques problèmes sont aussi apparus :

- La participation aux diverses activités de ZOTO a augmenté la charge de travail déjà importante des femmes qui l'acceptent toutefois car leur engagement auprès de ZOTO a considérablement amélioré leur situation.

- Parfois, les hommes deviennent violents à l'égard de leurs femmes quand elles désirent changer leur rôle traditionnel. Dans de tels cas, ZOTO offre une aide et assistance, en général par des entretiens avec les hommes, pour résoudre les problèmes survenus.

7.5 Conclusions et leçons tirées

ZOTO est une organisation de base qui associe la lutte pour les droits des pauvres en milieu urbain à une mise en œuvre systématique de l'approche intégrée pour l'égalité hommes/femmes. La violence domestique est aussi traitée dans le cadre des actions pour l'égalité des sexes et le renforcement de la capacité d'action. Il est évident que le changement des rapports de forces et des relations entre les sexes est un processus qui exige du temps et qui se développe peu à peu. La promotion féminine et le renforcement de la capacité d'action des femmes ainsi que l'égalité entre les genres représentent des approches qui se renforcent et se complètent mutuellement et doivent de ce fait être mises en œuvre simultanément. Les leçons suivantes des expériences de ZOTO peuvent être tirées :

- L'engagement pour l'égalité sociale en donnant à la population des quartiers pauvres accès à des prestations sociales, à l'éducation, à la participation politique et à la vie économique ainsi qu'à des droits égaux signifie également œuvrer pour l'égalité des sexes.

- La réalisation d'une analyse en termes de genre permet de mieux comprendre la problématique des sexes et facilite l'élaboration d'une politique institutionnelle en matière de genre. Pour ce faire, ZOTO a profité des conseils prodigués par des experts externes.

- Une discussion approfondie sur la violence à l'égard des femmes contribue également à la compréhension des rapports entre les sexes. Chez ZOTO, elle a mené,

entre autres, à un débat sur la violence exercée dans ses propres rangs, les abus de mineurs, les multiples charges pesant sur les femmes, les rapports extraconjugaux des hommes, leur manque de participation aux tâches ménagères ainsi que la discrimination des lesbiennes et des homosexuels. Cette discussion entraîna une démocratisation de l'organisation.

- L'importance politique et sociale d'une organisation (de base) augmente quand des groupes discriminés et marginalisés au sein du groupe cible sont pris en considération. Dans le cas de ZOTO, il s'agissait des homosexuels, des enfants ainsi que des nouveaux habitants des quartiers pauvres qui s'engagent aujourd'hui aussi pour leurs droits.

- Les éléments clés chez ZOTO sont la mise sur pied d'une organisation stable, l'adhésion de nouveaux membres pour créer une base sociale la plus large possible, le recrutement et la qualification des membres, le professionnalisme et les compétences managériales du personnel ainsi que la formation continue et la création d'une infrastructure de base pour fournir des prestations sociales. C'est ainsi que ZOTO a pu améliorer efficacement les conditions de vie des groupes cibles.

Carsta Neuenroth sur la base de la documentation de « 'Brot für die Welt' fête ses 50 ans », Zone One Tondo Organization. ZOTO, 2008 de Fermin Perez Manolo, Jr. et Heide Trommer



Photo : Christoph Püschner

8 YAPIDI – Associations de crédit pour l'autonomisation des femmes en Indonésie

YAPIDI (Yayasan Pijer Podi) a commencé son action en 1984 au nord de Sumatra. Dans cette région, la pauvreté était largement répandue dans les campagnes et revêtait la plupart du temps un visage féminin. YAPIDI a soutenu la création d'associations d'épargne et de crédit pour les femmes afin de leur permettre d'avoir un revenu. A l'origine, le travail de YAPIDI s'adressait exclusivement aux femmes. Depuis lors, leurs époux sont aussi intégrés à l'activité et peuvent également adhérer à diverses associations de crédit. Leur participation varie de village en village. Actuellement, YAPIDI suit 90 associations d'épargne et de crédit qui rassemblent 1 656 membres.

Au début, le renforcement de la capacité d'action sociale et économique des femmes via l'adhésion à des associations de crédit se trouvait au cœur du travail de l'organisation. A présent, YAPIDI nourrit l'ambition de contribuer au développement de la société civile indonésienne qui doit se caractériser, entre autres, par l'égalité des droits entre les hommes et les femmes. De par sa propre expérience, YAPIDI sait que tant que les hommes ne changeront pas leur comportement et leur compréhension des rôles sexués, il ne sera pas possible d'initier une révolution sociale ni d'instaurer une véritable égalité hommes/femmes. C'est la raison pour laquelle l'organisation se tourne de plus en plus aussi vers les hommes.

Les principales activités réalisées par YAPIDI par rapport aux associations d'épargne et de crédit sont des formations auxquelles tous les adhérents d'une association sont contraints de participer. Celles-ci traitent divers sujets, tels que l'importance des associations en tant qu'institution financière et fédération pour les femmes, l'égalité entre les genres, l'éducation politique et les actions de défense des propres droits. Par ailleurs, les formations servent à transmettre des connaissances pratiques sur l'agriculture et l'élevage. YAPIDI collabore avec d'autres organisations de base et non gouvernementales dans la région de projet et dans le nord de Sumatra au sein de réseaux qui s'engagent pour la réduction de la pauvreté et la promotion féminine.

La pauvreté monétaire concerne la moitié de la population indonésienne

Plus grand archipel au monde composé de plus de 18 000 îles reliées par plus de trois millions de kilomètres carrés d'eau, l'Indonésie abrite plus de 220 millions de personnes appartenant à plus de 300 groupes ethniques différents et constitue, de ce fait, le quatrième pays le plus peuplé de la planète. La population se concentre sur l'île de Java. Le pays est riche en ressources naturelles. Bien que son économie soit basée sur l'agriculture, il lui faut importer du riz, principal aliment consommé. Le gouvernement indonésien n'est pas parvenu jusqu'à aujourd'hui à réduire la pauvreté monétaire. 110 millions de personnes vivent avec moins de deux dollars US par jour.

8.1 Rapports de genre dans la région

Ces dernières années, la situation politique globale s'est détendue en Indonésie, ce qui se ressent en ce qui concerne la situation des femmes. Plusieurs institutions ont été créées afin de s'occuper des droits de la femme. Citons, à titre d'exemple, la « National Commission on Violence against Women » qui combat toutes les formes de discrimination sexuelle à l'encontre des femmes. Une loi votée en 2004 a résolument amélioré les conditions-cadres de la lutte contre la violence domestique. La même année, un taux minimum de 30% de candidates sur les listes a été stipulé dans la loi électorale. Toutefois, ce taux n'est pas obligatoire et les femmes occupent souvent les dernières places sur les listes. En dépit de quoi, dans l'ensemble, la société a été sensibilisée aux droits de la femme et la prise de conscience est réelle.

La région de projet couverte par YAPIDI s'étend au nord de Sumatra et comprend les districts de Karo et Deli Serdang. Dans la région, les rapports entre les sexes sont marqués par des structures familiales traditionnelles, de type patriarcal, réticentes à tout changement. Les valeurs patriarcales sont dominantes tant dans la sphère privée que publique et reflètent le stéréotype de la femme en vigueur dans les groupes sociaux chrétiens et conservateurs : « servante » au foyer et épouse fidèle qui se plie aux intérêts du mari et des enfants. Le rapport entre les sexes au sein des familles n'est donc ni égal ni juste. L'homme est le chef de la famille, l'autorité qui prend des décisions pour tous. Ce pouvoir conduit fréquemment à des désaccords et des disputes entre les époux, ce qui débouche sur la violence qui est aussi souvent exercée ouvertement, c'est-à-dire au vu et au su de tous.

Répartition du travail au détriment des femmes

Les femmes assument une grande partie des travaux agricoles. Elles cultivent les champs et nourrissent le bétail. Les tâches ménagères relèvent aussi exclusivement de leur ressort. Aller chercher l'eau et du bois de chauffage sont également des activités taboues pour les hommes. Ils ne passent que quelques heures aux champs.

Cette répartition inéquitable du travail est en décalage complet avec la position que les femmes occupent dans la société : elles ne peuvent attendre aucune reconnaissance pour leur travail et elles ont l'impression d'être des êtres humains de seconde classe. Le droit de succession est aussi défini selon les valeurs patriarcales. La terre se transmet généralement dans la lignée masculine. Et quand les femmes sont considérées dans le partage, elles reçoivent bien moins de terre que les hommes. Même si ce sont majoritairement les femmes qui cultivent la terre, le revenu agricole est détenu par les hommes car ils possèdent en général les surfaces cultivables. L'accès à l'éducation et à l'information est moins bon pour les femmes à Karo et Deli Serdang comparé aux hommes. La plupart sont peu sûres d'elles-mêmes, s'expriment mal, disposent d'une faible influence sur la vie familiale et d'un droit de parole restreint dans le village. De plus, leur liberté de mouvement est souvent limitée par les membres masculins de leur famille.

8.2 Description des bonnes pratiques

Promotion féminine et travail sur la masculinité par le biais du renforcement économique

L'appellation YAPIDI signifie fusionner quelque chose qui était auparavant séparé. Ce nom symbolique reflète la vision de l'organisation : instaurer l'unité et l'égalité entre les hommes et les femmes. Selon son argumentation, ces dernières doivent faire l'objet d'un soutien particulier en raison de leur situation défavorisée. YAPIDI a qualifié les associations d'épargne et de crédit de structures appropriées afin de satisfaire les besoins des villageoises d'améliorer le revenu familial et d'assurer le bien-être de la famille. Toutefois, YAPIDI a reconnu que la promotion féminine ne suffit pas pour instaurer l'égalité des sexes. C'est pourquoi l'organisation travaille toujours plus avec l'approche hommes/femmes qui rend, entre autres, le travail avec les hommes indispensable. Eux aussi, exige YAPIDI, doivent contribuer avec résolution à lutter contre la pauvreté et l'inégalité entre les sexes au sein des familles, de la communauté villageoise et de la société indonésienne. Selon sa mission et vision,

L'égalité hommes/femmes | Pratique

YAPIDI œuvre pour la constitution d'une société civile qui promeut la démocratie et la sécurité juridique et œuvre pour les droits de l'Homme, l'égalité des sexes et la préservation de la création. Ce but doit être atteint en renforçant des organisations civiques et de base tenant compte des sexospécificités et en sensibilisant la population à la protection de l'environnement. La promotion féminine revêt un aspect important dans ce contexte.

Étapes et tournants : promotion féminine à travers les associations d'épargne et de crédit

Le travail dans le cadre du programme de renforcement de la capacité d'action des femmes commença en 1984 en zone rurale. L'objectif était d'améliorer leur statut économique et social ainsi que renforcer leur confiance en soi. Afin de perfectionner le programme, YAPIDI réalisa une étude sur les besoins et les problèmes des femmes dans la région de projet qui révéla que la création d'associations de crédit serait pour elles d'une grande utilité. C'est ainsi que démarra le programme d'action pour la promotion et le renforcement de la capacité d'action de femmes.

Concrètement, YAPIDI incita des femmes à se réunir au sein de groupes locaux de taille restreinte. Chaque femme verse tous les mois une somme minimum à la caisse commune. En cas de besoin, un crédit peut être octroyé aux adhérentes du fonds à des conditions avantageuses. Cet argent sert à acquérir des outils de travail, à louer d'autres terrains cultivables ou à financer la scolarité des enfants. L'argent ne reste pas inutilisé, au contraire il travaille pour les membres du groupe. C'est ainsi qu'au fil des années, indépendamment des prêteurs avides, un système d'épargne et de crédit autonome a vu le jour qui rend les femmes plus indépendantes sur le plan économique. Les associations de crédit constituent un forum où les femmes réalisent des actions communes et se forment.

Travail sur la masculinité et partenariat au sein de la famille

La fondation YAPIDI qui finance aujourd'hui le programme a été fondée en 1991 par des femmes et des

hommes actifs issus de l'Eglise et de la société civile. A l'instar de l'évolution du discours sur le genre et le développement au niveau international, l'objectif central du programme de renforcement de la capacité d'action de YAPIDI dans les années 1990 était l'égalité des sexes. Le programme a été retravaillé et concrétisé en ce sens de 1993 à 1995. YAPIDI devait poursuivre ses efforts et promouvoir l'instauration d'un partenariat harmonieux entre les hommes et les femmes au sein de la famille. En conséquence de quoi, des hommes ont été progressivement incorporés aux activités de l'organisation. Les contenus n'étaient pas déterminés définitivement, mais s'adaptaient aux modifications survenant dans la situation des femmes ainsi qu'à leurs besoins changeants. Entre 1995 et 1998, l'approche a été étendue aux sphères sociale, politique, culturelle et économique. Le concept de partenariat dans la famille a été concrétisé en formulant l'ambition d'instaurer l'égalité des droits entre les hommes et les femmes.

Mouvement citoyen pour l'égalité et la bienfaisance

Dans les années 1998 à 2001, YAPIDI intégra le concept de préservation de la création édicté par le Conseil Œcuménique des Eglises dans le programme et étudia activement les aspects liés à la protection de l'environnement. Profitant des bouleversements politiques survenant en Indonésie, YAPIDI s'engagea fortement entre 2001 et 2004 pour la mise sur pied de structures entérinant la pérennité de la société civile dont la mission est de fortifier la démocratie, la sécurité juridique, l'égalité des sexes et les droits de l'Homme. Cette orientation fut incorporée dans les processus de planification stratégique en 2001 et 2004. Les associations d'épargne et de crédit doivent être soutenues pour se transformer en un mouvement de citoyennes et citoyens. Les sujets phare actuellement traités sont l'égalité et la bienfaisance.

Mesures, approches et méthodes

L'éducation des femmes et aussi de plus en plus des hommes est la clé de voûte du travail de YAPIDI. C'est pourquoi les formations constituent l'activité phare de l'organisation.

Dans le cadre des associations de crédit, de nombreuses formations ont lieu sur des thèmes financiers : gestion des crédits, comptabilité et participation aux bénéfices, audits comptables internes, informatisation de la comptabilité, évaluation et planification du travail ainsi que génération de revenus. D'autres mesures d'éducation, en particulier dans les domaines de l'agriculture et de l'élevage, permettent de transmettre des connaissances pratiques qui aident à satisfaire des besoins concrets (revenus, alimentation), ainsi que de provoquer une prise de conscience sur des sujets stratégiques importants, tels que l'égalité hommes/femmes, les droits de l'Homme et le système politique. Posséder des connaissances sur ces sujets est indispensable pour pouvoir changer la société en profondeur. Le rôle et l'importance de la société civile sont aussi étudiés. Par ailleurs, des formations sont proposées en matière de gestion communale et d'initiation à la politique pour les femmes. YAPIDI promeut la participation active des hommes et des femmes qui suivent les enseignements dispensés et les formations continues.

Formations pour femmes et hommes sur l'égalité des sexes

Dans le domaine de l'égalité des sexes, des discussions sont organisées sur les droits de l'Homme et de la femme et des séminaires sur l'égalité juridique pour les femmes et les familles. De plus, des débats sont tenus sur les conséquences de la mondialisation et la communication égalitaire. En plus, une assistance est offerte aux victimes de discrimination sexuelle. L'accès à l'information est un aspect essentiel de ce travail. D'autres sujets abordés sont la santé sexuelle et génésique, le VIH et le SIDA et les drogues.

YAPIDI encourage les couples à participer aux formations traitant des sujets comme le développement et la promotion d'un nouvel entendement quant aux rôles endossés par les hommes et les femmes, ainsi que l'égalité des sexes afin d'améliorer la coopération de part et d'autre dans des domaines comme la procréation et la production. L'organisation recherche des méthodes adaptées pour aborder les hommes, les inciter à réfléchir sur leur rôle et les rendre disposés à se changer.

Dans d'autres secteurs, par ex. l'enseignement sur les capacités à diriger (leadership), les formations sont réservées aux femmes.

Associations de crédit – plates-formes pour un développement autogéré

YAPIDI définit la base nécessaire à l'autonomie et à la pérennité dès la formation d'un groupe. Ce sont les adhérents qui apportent le capital de départ des associations de crédit en versant leurs cotisations. Indépendamment de la hauteur des apports, tous les membres jouissent des mêmes droits. Peu importe que les contributions soient faibles, elles sont considérées comme participation et aide réciproque. APIDI soutient chaque groupe pendant cinq années à dater de leur création et subventionne les mesures d'apprentissage.

YAPIDI encourage le groupe à assumer le financement des formations et pose la première pierre sur laquelle elle édifie son indépendance. L'augmentation du capital assure la pérennité des associations. Pour les groupes consolidés, YAPIDI offre diverses prestations, telles que des audits comptables et des formations qui sont entièrement pris en charge par l'association. La participation des hommes aux actions ou leur adhésion à une association de crédit est régulée par la politique élaborée par le groupe concerné en concertation avec YAPIDI. Actuellement, l'organisation soutient l'adhésion des hommes dans dix associations de crédit. Il s'agit d'associations où les femmes possèdent un fort pouvoir de négociation et sont capables de limiter la domination des hommes. Afin d'éviter que les hommes gagnent trop d'influence, il leur est défendu d'être représentés au sein du directoire d'une association de crédit. Par ailleurs, ils ont les mêmes droits et obligations que les femmes.

Formations continues sur le développement d'une compétence institutionnelle

Avec la formation continue de ses collaborateurs, YAPIDI contribue au développement de son personnel. Les thèmes traités sont les organisations non gouvernementales, le genre, les associations de crédit, les micro-entreprises pour femmes, les actions de défense et la

L'égalité hommes/femmes | Pratique

gestion de programme. Les compétences des collaborateurs sont aussi développées via des discussions internes sur des thèmes spécifiques.

Le travail de YAPIDI se fonde sur une politique en matière de genre établie au niveau institutionnel. Au moment de la rédaction du présent rapport, YAPIDI comptait 16 collaborateurs/collaboratrices, à savoir dix femmes et six hommes. L'effectif change en fonction du programme tout en respectant la parité hommes/femmes. Les collaborateurs/collaboratrices sont conscients de l'importance de la thématique liée au genre et débattent, par ex., des quotas hommes/femmes et d'une réglementation autorisant les hommes à prendre congé quand leurs femmes sont sur le point d'accoucher. Actuellement, la discussion porte sur la prolongation (d'une semaine à six semaines) du « congé de paternité » octroyé aux collaborateurs masculins afin qu'ils puissent assister les mères. Le sujet portant sur la répartition du travail entre les sexes fait aussi l'objet d'autres discussions critiques. La participation et l'engagement avec lesquels les questions liées au genre sont étudiées au sein de l'organisation sont tout à fait remarquables et dignes d'être mentionnés.

8.3 Facteurs favorisant et freinant la mise en œuvre de l'approche intégrée de l'égalité hommes/femmes

L'interaction d'un groupe cible engagé, d'une organisation locale (YAPIDI) qui se consacre à la défense des intérêts de ce groupe et d'une organisation partenaire étrangère (« Brot für die Welt ») prête à soutenir et à financer à long terme des initiatives locales s'avère particulièrement efficace. Le dialogue avec les collaboratrices et les collaborateurs de « Brot für die Welt » revêt aussi de l'importance pour YAPIDI. La bonne volonté de l'administration dans divers villages et hameaux a également un effet favorable sur le programme, ainsi que la bienveillance accordée par les représentants et les représentantes des institutions religieuses aux associations de crédit. En effet, l'absence d'une telle reconnaissance et d'un soutien concret a des répercussions négatives sur le développement des associations de crédit. De nom-

breux problèmes sont apparus notamment au début. En raison d'un soutien insuffisant, quelques associations n'ont pas pu survivre, ce qui a éveillé des doutes quant à leur utilité. Il y a aujourd'hui encore des maires qui ne soutiennent pas tel qu'il se doit les associations d'épargne et de crédit.

Comme autres facteurs gênants, la mise en œuvre de l'approche hommes/femmes et une modification complète des valeurs dans la région de projet, YAPIDI cite des éléments spécifiques au contexte, tels que les traditions et le conservatisme caractérisant la société qui dégradent les femmes en êtres de seconde classe. La législation indonésienne est aussi un facteur défavorable car, en dépit des progrès évoqués, elle ne prend pas encore suffisamment en compte les droits de la femme. Le manque de compréhension à l'égard des questions liées aux femmes et au genre et le manque de volonté politique montré par les décideurs à tous les niveaux constituent de grands obstacles sur le chemin menant à plus d'égalité entre les sexes. Les conflits qui éclatent au sein d'une communauté villageoise en raison de l'existence d'unions de crédit peuvent également freiner le processus de renforcement de la capacité d'action des femmes.

8.4 Changements obtenus

En rapport avec les activités menées par YAPIDI, les transformations positives suivantes ont pu être observées sur les groupes cibles :

- A l'aide des crédits et des formations dans le domaine de l'agriculture et de l'élevage, les femmes ont en particulier réussi à mieux satisfaire les besoins de leurs familles. Les ménages sont mieux pourvus en vêtements, mobiliers et ustensiles qu'auparavant. Les enfants (filles et garçons) sont envoyés à l'école et les problèmes de santé peuvent aussi être traités plus rapidement. En conclusion, les femmes sont devenues plus indépendantes économiquement, ainsi que sur d'autres plans.
- Les hommes tolèrent mieux la participation des femmes aux prises de décision au sein de la famille et de la

communauté. Les hommes et les femmes décident plus souvent ensemble de la formation des enfants ou de la production agricole, par exemple. Les pères assument plus de responsabilités à l'égard de leurs enfants.

- Davantage de femmes prennent part aux réunions communautaires. Elles sont moins souvent empêchées de quitter la maison. Les hommes apprennent à voir les choses sous d'autres perspectives et sont, de ce fait, plus disposés à reconnaître les aptitudes des femmes à gagner de l'argent et à gérer les associations de crédit.

- La violence domestique exercée par les hommes à l'encontre des femmes et des enfants ainsi que par les femmes à l'encontre de ces derniers a régressé.

- Les femmes sont devenues plus sûres d'elles-mêmes et développent leur capacité de communication vis-à-vis des hommes et des autorités, ce qui renforce la société civile. En effet, les femmes exposent leur opinion aux hommes et aux institutions étatiques, parfois sous la forme de manifestations publiques. Elles se portent candidates pour des postes publiques et en occupent déjà quelques-uns au niveau local.

- De nombreuses associations de crédit sont d'ores et déjà gérées de manière autonome par des femmes. Toutefois, il s'avère difficile de trouver des successeuses aux postes afin de conserver les capacités acquises, c'est-à-dire que la formation de la succession ne pas encore assurée.

- La diversification de la production agricole est un des plus grands succès remportés grâce aux mesures promues par YAPIDI, et ce bien que cette approche nécessite plus de travail que la monoculture. Des hommes diversifient aussi leur production et travaillent plus aux champs ; ils passent donc moins de temps au salon de thé.

- Au niveau du village, les contacts s'intensifient et la solidarité renaît au sein de la communauté. L'isolement des femmes est brisé et la paix sociale promue. La situation du village s'est améliorée, par ex., en recrutant une sage-femme, en faisant nettoyer la place où se déroule le

marché et en menant des campagnes contre les vidéos pornographiques.

- Le travail de YAPIDI rayonne dans toutes les directions. De nombreuses organisations non gouvernementales viennent pour recueillir les expériences et les conseils afin de créer leurs propres associations d'épargne et de crédit. Des organisations gouvernementales s'intéressent aussi au travail de YAPIDI.

En règle générale, les répercussions du travail de YAPIDI sont positives sur les groupes cibles. Quelques effets négatifs ont toutefois aussi été identifiés :

- La situation des femmes qui n'adhèrent pas aux associations de crédit, pour diverses raisons, n'a pas changé. Elles continuent d'être isolées.

- L'intégration des hommes reste aussi un point sensible. Les changements positifs susmentionnés n'apparaissent pas automatiquement. Bien qu'ils se disent intéressés, les hommes ne prennent souvent pas part aux diverses formations. Au lieu d'assumer plus de responsabilité pour leur famille, c'est le contraire qui a été observé chez quelques hommes. Ils se sentent moins responsables parce que la situation économique de la famille s'est améliorée. Ils dépensent plus d'argent pour consommer de l'alcool, fréquenter des prostituées et jouer aux jeux de hasard et passent même plus de temps au salon de thé ou devant le téléviseur.

8.5 Conclusions et leçons tirées

YAPIDI a commencé par se consacrer à la promotion féminine sur le plan local pour ensuite adopter l'approche hommes/femmes. Par le biais des associations d'épargne et de crédit, elle a donné à des femmes la chance de s'approprier des facultés variées, de renforcer leur position dans la famille et la communauté ainsi qu'à défendre leurs intérêts. Des hommes ont été associés à cette approche. Une politique résolue en matière de genre est appliquée également au sein de l'organisation. YAPIDI applique avec succès l'approche intégrée de l'égalité hommes/femmes.

L'égalité hommes/femmes | Pratique

Actuellement, YAPIDI s'apprête à conférer un contenu plus politique au travail de l'organisation. Son but est de renforcer davantage une société civile qui devrait contribuer à la démocratisation de la société indonésienne. L'organisation souhaite aussi appliquer l'approche hommes/femmes dans ce contexte. Pour ce faire, il lui manque cependant encore des stratégies et instruments appropriés. Par ailleurs, elle doit veiller à ne pas perdre son rapport avec la base dans son objectif de politiser davantage son travail. Seulement peu de femmes organisées dans les associations de crédit sont prêtes à agir dans la sphère politique. C'est pourquoi le défi à relever pour l'avenir réside dans la qualification et la formation du personnel pour acquérir les compétences nécessaires en la matière ainsi que dans le renforcement de la capacité d'action de l'organisation à réaliser un travail politique.

Les leçons suivantes peuvent être tirées des expériences de YAPIDI :

- Une approche qui est basée sur un processus de renforcement de la capacité d'action et qui aborde des problèmes concrets étape par étape est une méthode réussie. YAPIDI a opté pour les associations de crédit afin de commencer par satisfaire les besoins pratiques des femmes (accès aux crédits, création de revenus). Dans un second temps, l'attention s'est portée sur la satisfaction des besoins stratégiques (égalité des sexes, droits de l'Homme et de la femme).
- Les femmes jouent un rôle stratégique dans le processus de développement et la modification des valeurs, notamment culturelles. Le programme de YAPIDI est couronné de succès grâce à l'engagement des femmes et à leurs vertus (discipline, méticulosité, sincérité, sens du devoir, autodiscipline).
- L'exemple de YAPIDI montre que la mise en œuvre et le développement de l'approche hommes/femmes requièrent des compétences internes sur les questions de genre.
- Des mesures permettant de satisfaire les besoins pratiques des femmes renforcent déjà la position des femmes et augmentent leur assurance. Dans cette situation, les résistances s'amenuisent dans l'environnement des femmes, époux compris.
- Dans le cadre des associations d'épargne et de crédit soutenues par YAPIDI, les femmes jouent un rôle important pour la promotion de la paix et du pluralisme ainsi que contre une politique identitaire contraignante et divisant. Les adhérentes sont de confession protestante, catholique et musulmane et appartiennent à diverses ethnies du nord de Sumatra et de Java. L'adhésion à une association est susceptible de renforcer la solidarité interreligieuse et interethnique, ainsi que de créer un sentiment d'appartenance et une culture de la paix.
- Un suivi continu est une des clés du succès d'un projet ou d'un programme. Par ailleurs, la qualité est plus importante que la quantité, c'est-à-dire que les compétences des femmes à gérer les associations de crédit sont plus importantes que le nombre d'adhérents.
- Le soutien du gouvernement au niveau du village, du district, de la province et/ou du pays est un bien sur la voie du renforcement de la capacité d'action et de l'égalité des sexes. Des structures et programmes étatiques qui ne respectent pas l'égalité des sexes sont susceptibles de créer des conflits qui affaiblissent le processus de renforcement de la capacité d'action.
- Jusqu'à présent, YAPIDI a très peu d'expérience dans le travail de lobbying, de plaidoyer et de consolidation des processus politiques. Un travail politique sensible aux questions de genre, tel qu'aspire à réaliser YAPIDI, doit être soigneusement élaboré. A cette fin, il est nécessaire de concevoir des stratégies et instruments particuliers qui intègrent la base et l'approche hommes/femmes.

Carsta Neuenroth sur la base de la documentation d'action « 'Brot für die Welt' fête ses 50 ans », analyse réalisée par YAPIDI elle-même, 2007, Wallia Keliat Liman et M. Suryono



Photo : UAW

9 UAW – Egalité des droits pour les femmes albanaises

Le nom de l'organisation albanaise « Shoqata Në Dobi të Gruas Shqiptare » signifie en anglais « Useful to Albanian Women » (UAW), soit « Utile pour les femmes albanaises ». Fondée en 1993 à Tirana comme organisation féminine, UAW est aujourd'hui connue bien au-delà des frontières du pays comme une des ONG les plus actives d'Albanie. L'objectif motivant sa fondation est d'œuvrer pour une vie menée dans la dignité, pour le renforcement de la capacité d'action économique, sociale et culturelle de la population pauvre et marginalisée, ainsi que pour une société juste et démocratique.

UAW veut atteindre ces objectifs en prêtant main forte aux organisations partenaires locales afin qu'elles constituent des réseaux au niveau local et régional et développent des capacités institutionnelles. Les programmes de développement incluent le plaidoyer et la lutte pour l'égalité des sexes. Ils sont conçus pour soulager les malheurs que subissent les populations et pour subvenir à leurs besoins en associant assistance, développement et réconciliation d'une manière à encourager les organisations partenaires à nouer des contacts, assumer des responsabilités et réaliser des actions communes. UAW prête attention particulière à la situation des femmes.

Dans ce contexte, l'objectif prééminent d'UAW est la justice sociale et l'égalité. L'organisation veut inciter et encourager les femmes à défendre aussi bien leurs propres droits que ceux de leurs enfants contre toute dis-

crimination et tout abus, et les soutenir activement en ce sens. Par ailleurs, une prise de conscience doit avoir lieu dans la société sur la nécessité à repenser le rôle des femmes et des filles au sein de la famille et à initier des changements pour instaurer l'égalité des sexes. UAW est un programme de développement œcuménique qui est mis en œuvre dans plusieurs régions d'Albanie. Les différents projets sont réalisés par les bureaux de coordination régionaux.

Albanie : une société en cours de métamorphose

L'Albanie compte une population d'env. 3,2 millions d'habitants, dont la moitié vit en zone urbaine. Il s'agit d'un des pays les plus pauvres et économiquement faibles d'Europe. Un Albanais sur quatre vit en dessous du seuil de pauvreté. Le fossé entre les pauvres et les riches ainsi que les grandes différences de développement entre les villes et la campagne expliquent l'exode rural. Néanmoins, l'agriculture joue toujours un rôle décisif dans l'économie albanaise. Env. 58% de la population active travaillent dans ce secteur. Cependant, dans le contexte européen, sa compétitivité est très restreinte et sa part dans la valeur ajoutée économique est en dégression. Le taux de croissance annuel du pays s'élève à plus de 5%. La grande demande intérieure joue le rôle de moteur de la croissance, en particulier pour le secteur de la construction, du transport et des prestations de services. Les apports pécuniaires envoyés en Albanie par les émigrés à leur famille contribuent aussi au développement du pays.

9.1 Rapports de genre dans la région

Après la chute du régime socialiste en 1990, l'Albanie a vécu de profondes transformations politiques, économiques et sociales. Suite à la crise de 1997, lors de laquelle une grande partie de la population perdit ses économies et l'économie nationale s'effondra, il devint de plus en plus difficile de gagner sa vie de manière légale en Albanie. Le chômage régnait et la mafia s'épanouissait.

La mondialisation, la croissance de la population, l'urbanisation et la migration aggravèrent davantage les problèmes existants. C'est timidement que l'Albanie tente de remédier à cet état d'instabilité économique, sociale et politique. Les problèmes sociaux massifs et les bouleversements survenus dans la sphère politique et économique ont aussi des répercussions sur les rapports entre les sexes.

Dans leur état actuel, ces derniers penchent en faveur des hommes. Les stéréotypes liés au sexe sont profondément ancrés dans la société. Par tradition, les femmes jouissent d'un statut social déconsidéré et sont, entre autres, largement exclues de la vie politique et culturelle. La violence, en particulier à l'encontre des femmes, est très répandue. Leur situation se caractérise, de plus, par l'absence de droits de propriété, la pauvreté et un taux de chômage bien supérieur à celui des hommes. Bien que les femmes soient en général mieux instruites que les hommes, les employeurs – aussi bien publics que privés – préfèrent embaucher des hommes. La société est dépourvue de stratégies permettant d'aborder les thèmes liés au genre. Il n'y a aussi aucune campagne de sensibilisation sur l'importance de l'égalité des sexes.

UAW a étudié les besoins des groupes cibles sous le rapport de l'égalité des sexes et choisi ses activités et prestations en conséquence. Au vu de la situation actuelle, il ne fait aucun doute que les femmes ont bien plus besoin de programmes de soutien que les hommes. Le chômage et le manque de formation ont été identifiés par les groupes cibles comme des problèmes de fond qui sont traités par les projets d'UAW.

9.2 Description des bonnes pratiques

UAW travaille à Tirana, capitale de l'Albanie, ainsi que dans huit autres régions du pays. L'organisation a 54 employés, dont 40 femmes et 14 hommes. Un critère d'embauche important pour UAW est la sensibilité dont doivent faire preuve ses collaborateurs à l'égard de la justice sociale et de l'égalité des sexes. En outre, tous les employés doivent avoir de l'expérience en matière de promotion des droits de la femme. Cette politique de recrutement s'avère fructueuse comme le montre l'engagement des collaborateurs.

L'organisation travaille avec différents groupes féminins, entre autres, des femmes de régions rurales, divorcées, veuves ou violées. UAW mène de nombreuses activités dont la publication du magazine « Diella » qui informe les femmes sur des questions liées au genre et les actualités d'importance provenant d'Albanie.

Les campagnes de sensibilisation éveillent l'opinion publique

Les femmes appartiennent aux groupes les plus défavorisés de la population. Afin d'améliorer leur situation, UAW s'investit pour donner vie à un mouvement féminin en Albanie ainsi que pour faire évoluer positivement les conditions-cadres légales et leur situation économique.

UAW a mené des campagnes contre l'inégalité des sexes, visant par ex. à lutter contre la violence sexuelle, afin de soutenir la naissance d'un mouvement féminin. Les femmes ont appris qu'elles ont des droits. Elles ont été encouragées à réfléchir sur leur vie, leur (manque de) pouvoir et leur statut dans la société. Puis, des impulsions ont été données permettant la réflexion sur des activités à entreprendre pour changer la situation existante. Dans cette voie, UAW a aussi organisé des réunions d'information afin d'inciter les femmes à exercer leur droit de vote.

La campagne menée à l'occasion de la Journée mondiale de la femme a aidé de nombreuses personnes à comprendre la signification de ce jour dans le contexte

albanais. Le message « Pas une journée de fête, mais de protestation » a été divulguée dans tout le pays afin de motiver les femmes à lutter pour leurs droits. De plus, elles devaient être encouragées à élever leurs voix pour parler publiquement des problèmes auxquels elles sont confrontées.

La campagne a été soutenue par diverses institutions étatiques et accompagnée de manifestations organisées dans différentes villes. Le retentissement dans les médias et le public a été à la hauteur. Un hélicoptère a même été mis à disposition pour distribuer des dépliants. Cette campagne novatrice a touché de nombreuses femmes et leur a fait prendre conscience des possibilités existantes pour rehausser leur statut social. Elle est donc parvenue à promouvoir une nouvelle image des femmes albanaises.

Une seconde campagne menée en relation avec la Journée internationale contre la violence à l'égard des femmes a été également réussie et a eu des répercussions dans la société albanaise. La campagne a révélé des cas de femmes violées et assassinées. De nombreux bénévoles ont distribué des brochures et des affiches relatant le sort de ces femmes partout à Tirana.

Cette campagne a aussi été parrainée par la ville et le gouvernement ainsi que par l'Institut médiatique albanais. En raison du grand intérêt montré par le public, la campagne a été prolongée de trois jours, chaque journée étant consacrée à l'histoire d'une des femmes tuées et portant son nom. Cette approche a aidé les femmes à comprendre que la violence domestique est très répandue et constitue un délit qu'il faut impérativement signaler aux autorités.

Durant la campagne, les gens avaient l'occasion de consigner par écrit leurs réflexions dans un livre mis à la disposition du public à cette fin. Nombreux furent ceux qui rapportèrent des actes de violence qu'ils avaient subis eux-mêmes ou bien à autrui.

Les cas présentés pendant la campagne ont été jugés. UAW a suivi les audiences en collaboration avec des agents du système judiciaire. Afin de garantir que les

prescriptions légales soient respectées pendant les débats devant le juge et que les médias rapportent objectivement les faits, UAW a encouragé les échanges et la tenue de formations continues avec les journalistes et les juges.

Lobbying et plaidoyer pour un système juridique respectueux de l'égalité des sexes

Parallèlement au travail de relations publiques sur les droits de la femme, UAW œuvre pour améliorer leur statut juridique. A cette fin, elle a organisé d'autres campagnes d'information et mené un travail de lobbying ciblé :

- UAW a appartenu à une coalition qui a lutté pour une loi régulant l'avortement et pour une autre interdisant le travail des enfants.

- L'organisation a défendu l'élaboration d'une législation sur la famille qui définit la violence domestique comme un délit. Cette loi prévoit des mesures pour empêcher la violence domestique. Ainsi, elle oblige l'époux qui a exercé des violences à quitter le domicile conjugal et protège de la sorte les femmes maltraitées.

- UAW a recueilli 2 580 signatures sur les 20 000 nécessaires pour présenter un projet de loi contre la violence au parlement albanais. Ce fut la première fois qu'un projet de loi fut soumis au parlement sur l'initiative de citoyens.

Ces expériences montrent que des améliorations d'importance ont d'ores et déjà été obtenues. Diverses lois ont intégré la perspective sexospécifique. Selon UAW, le succès d'un travail de lobbying et de plaidoyer peut être ramené à quelques facteurs essentiels :

- Appartenance à divers réseaux, coalitions et forums aussi bien au niveau national qu'international afin d'exercer une influence sur les décideurs ratifiant les lois et accords nationaux et internationaux

- Promotion de la dimension hommes/femmes en liaison avec des sujets, tels que la violence domestique,

L'égalité hommes/femmes | Pratique

la traite des femmes, la formation continue et le développement économique des femmes

■ Promotion de la collaboration entre des organisations de la société civile et des institutions étatiques afin d'instaurer l'égalité des sexes

Conseil et échange pour soutenir les femmes

Un autre secteur bénéficiant de l'attention soutenue d'UAW est la lutte contre la traite des femmes. Le gouvernement albanais estime qu'entre 1990 et 1999, près de 100 000 Albanaises ont été enlevées et exploitées sexuellement. Un rapport de « Save the Children » révèle que les Albanaises comptent parmi les plus jeunes victimes de la traite des femmes au monde : 80% d'entre elles n'ont pas encore 18 ans. Au vu de l'ampleur du phénomène en Albanie, UAW associée à d'autres organisations de la société civile a exigé une intervention plus rapide et sévère de l'Etat pour maîtriser le problème.

L'organisation a participé à une campagne à ce sujet et adhère à la « Stratégie nationale contre la traite des femmes ». UAW veut rendre visible le problème et œuvre pour sensibiliser la population à l'égalité des sexes. De plus, elle réclame l'élaboration d'une stratégie nationale réussie pour combattre la traite des femmes.

En dehors du travail de lobbying et de plaider, UAW offre une aide concrète aux victimes. Un bureau d'assistance est ouvert aux femmes concernées qui sont conseillées et suivies tant sur le plan social que psychologique. Par ailleurs, des logements sont mis à la disposition des femmes touchées où elles trouvent un refuge sûr et peuvent prendre part à des mesures de formation professionnelle.

Une assistance est aussi ouverte à celles qui ne sont pas concernées par la traite des femmes. Un service téléphonique est à leur disposition et leur offre une aide psychologique. Un appel constitue souvent la première occasion d'entrer en contact avec UAW. La collaboration avec divers groupes de femmes a commencé de cette manière.

L'entretien personnel est la prestation la plus importante offerte par UAW aux femmes. Il apporte souvent plus d'aide qu'une conversation téléphonique car une véritable relation s'établit pendant le tête-à-tête entre la thérapeute et la femme concernée. Cela vaut particulièrement pour les femmes qui souffrent depuis de longues années d'une relation de couple marquée par la violence et qui doivent se remettre des conséquences physiques et psychiques.

A Tirana, les femmes ont la possibilité de se rencontrer au « Womens's Competence and Culture House Club Teuta e Re » et de discuter sur des sujets tels que la formation, la santé ou le bien-être moral. Fondé en 1998, le club sert de point de rencontre aux femmes de diverses origines.

Les membres du club ont participé à des débats avec des représentantes et représentants de la municipalité, du gouvernement et de la société civile et, de la sorte, mené un travail de lobbying actif en faveur des droits de la femme. En outre, le club a organisé différentes activités culturelles afin que les femmes se familiarisent avec la vie culturelle et politique de la ville. L'initiative a eu tant de succès que, depuis lors, un autre club a été fondé à Puka, au nord de l'Albanie.

Renforcement des capacités économiques par le biais de l'autopromotion et du travail

Le chômage compte parmi les plus grands problèmes d'Albanie. Il génère fréquemment des conflits sociaux, fait le nid de la criminalité et annihile toute perspective d'avenir. Les femmes en Albanie sont particulièrement touchées par la pauvreté et le chômage.

UAW est une des premières organisations en Albanie qui a aidé des femmes à améliorer leur situation économique. Dans les diverses régions où elle est active, elle a négocié des conventions avec des représentants locaux du gouvernement pour la réduction de la pauvreté féminine. Actuellement, des accords à long terme ont été conclus avec les communes de Durres, Elbasan et Burrel. Selon la devise « Aide-toi en travaillant » et au vu du taux de chômage féminin élevé, UAW a fondé un

office du travail pour femmes et filles et créé des centres communaux pour les femmes et enfants marginalisés où sont proposés des cours et formations continues.

Dans ce contexte, UAW sert d'intermédiaire pour des femmes qui souhaitent participer à des mesures d'apprentissage et de formation et qui cherchent du travail. Une fois leur formation achevée, les femmes reçoivent un certificat qui est reconnu par le ministère du Travail et des affaires sociales. Chaque femme qui est embauchée grâce à l'agence du travail obtient un contrat de travail régulier qui est signé par l'employeur et l'employée. Les femmes sont en mesure d'améliorer leur vie quand elles ont la possibilité de bénéficier d'une formation et de trouver un travail légal. Par ailleurs, elles passent un processus de renforcement de la capacité d'action.

9.3 Facteurs favorisant et freinant la mise en œuvre de l'approche intégrée de l'égalité hommes/femmes

Les facteurs favorables à la mise en œuvre de l'approche hommes/femmes suivants ont pu être identifiés :

- L'environnement multiculturel des principales villes albanaises offre aux hommes et aux femmes la possibilité de faire la connaissance des rapports de genre d'autres contextes culturels et de les comparer avec les leurs.
- Tant le secteur public que privé ont entrepris des démarches pour développer une politique du travail tenant compte des sexospécificités.
- Grâce au travail réalisé par UAW ainsi que d'autres organisations et acteurs, la prise de conscience publique quant aux droits de l'Homme et aux questions liées au genre s'accroît.

En dépit des changements de plus en plus visibles, l'inégalité entre les sexes et les structures patriarcales sont toujours profondément ancrées dans la société albanaise et empêchent l'instauration de l'égalité des sexes.

Les rôles qui leur sont échus par tradition sont acceptés pas uniquement par les hommes, mais aussi fréquemment par les femmes. Elles ne parlent que rarement de la violence domestique, de leur désir de divorcer et de leur souhait de changement. Il est très difficile de convaincre les hommes et aussi les femmes que l'égalité des sexes est juste et nécessaire. En outre, il est laborieux d'inciter les femmes à lutter contre les contraintes et l'injustice ainsi qu'à surmonter leur rôle secondaire dans la famille, la communauté et la société.

9.4 Changements obtenus

- Le travail d'UAW a permis l'adoption de quelques lois sensibles aux questions de genre.
- De nombreuses femmes et filles ont pu bénéficier d'une formation et d'un apprentissage et ainsi améliorer leurs chances sur le marché du travail. De plus, elles prennent de plus en plus conscience de leurs droits.
- De nombreuses femmes albanaises ont participé activement aux campagnes et aux actions communautaires.
- Le travail d'UAW est reconnu par les organismes gouvernementaux. Normalement, les organisations albanaises doivent renouveler leur permis de travail chaque année. En raison de sa réussite, UAW a obtenu une licence valable de quatre ans.

9.5 Conclusions et leçons tirées

- UAW s'engage pour l'égalité des sexes parce que, dans l'entendement de l'organisation, elle fait partie de la justice et de l'égalité sociale générale et est une composante essentielle d'une société démocratique. Grâce au travail d'UAW, des femmes et des filles vivant dans des conditions indignes ont vu s'améliorer leurs chances de s'intégrer dans la société.
- Les campagnes de sensibilisation, les actions communes et l'intégration de municipalités et d'autres ac-

L'égalité hommes/femmes | Pratique

teurs se sont avérés être des stratégies réussies pour améliorer la situation des femmes albanaises et revêtent désormais un caractère modèle dans la mise sur pied d'une société civile. UAW a fait connaître la répercussion de ces mesures dans les cercles gouvernementaux ainsi que dans des réseaux et ONG. La bonne réputation de l'organisation soutient sa crédibilité et le succès de ses actions.

- Le travail en réseau est une clé importante pour la promotion de l'égalité des sexes et le renforcement des pouvoirs des femmes.

- Il est possible d'obtenir des changements et de construire une société meilleure quand il se trouve une volonté inébranlable.

Sevim Arbana



Diakonisches Werk der Evangelischen Kirche
in Deutschland e.V.
pour « Brot für die Welt »
BP 10 11 42
D-70010 Stuttgart
Stafflenbergstraße 76
D-70184 Stuttgart
Allemagne

Téléphone : ++49 711/2159-568
E-Mail : info@brot-fuer-die-welt.de
www.brot-fuer-die-welt.de